

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEURE ET DE LA RECHERCHE  
SCIENTIFIQUE**

**UNIVERSITE SAAD DAHLEB DE BLIDA  
FACULTE DES SCIENCES AGRO-VETERINAIRES  
DEPARTEMENT DES SCIENCES AGRONOMIQUES**

**MEMOIRE DE FIN D'ETUDE EN VUE DE  
L'OBTENTION DU DIPLOME DE MASTER ACADEMIQUE  
EN SCIENCES DE LA NATURE ET DE LA VIE  
SPECIALITE : NUTRITION ET CONTROLE DES ALIMENTS**

**Thème**

**ANALYSE DE L'ETAT ALIMENTAIRE DES MENAGES  
ALGERIENS EN FONCTION DES DECILES**

**(Cas de la wilaya de Tipaza)**

Présenté par

**GHERBI Abdelkader**

Devant le jury composé de :

Mr BOUSBIA N.	MCB USD Blida	Président
Mr RAMDANE S.	MAA USD Blida	Promoteur
Mm OUTALEB T.	MAB USD Blida	Examinatrice
Mr BENDALI A.	MAA USD Blida	Examineur
Mr BRAHIM M.	MAA U. DJELFA	Examineur

ANNEE UNIVERSITAIRE 2012 – 2013

# *Remerciements*

*Au terme de ce modeste travail, je tiens à remercier tous les personnes et tous les professeurs qui ont apporté leur aide et leur contribution à l'élaboration de ce travail*

*On tient à remercier,*

- *Mr S. RAMDANE pour leur encadrement, sa disponibilité malgré ses tâches multiples et leur l'aide précieuse qu'il a apporté pour lire, guider notre travail et nous donner les conseils judicieux, qu'il nous permette de lui témoigner notre sincère gratitude et qui toujours été à notre appel.*
- *Mr BOUSBIA N, qui nous fait l'honneur de présider le jury*
- *Nous témoignons nos chaleureux remerciements à Mm OUTALEB T, Mr BENDALI A, et Mr BRAHIM M, qui ont bien voulu examiner notre travail.*

*Enfin, Mes remerciements à tous les personnes qui ont contribué de près ou de loin à l'élaboration de ce modeste travail.*

# *Dédicace*

*Tout en remerciant dieu tous puissant de m'avoir donné le courage et la volonté pour finir ce travail, pour cela Je dédie le fruit de ce dernier a :*

*A ma très cher mère et très cher père, que Dieu les protège.*

*A mes chers frères et sœurs*

*A toute la famille*

*A tous les amis*

## SOMMAIRE

<b>Introduction.....</b>	<b>2</b>
--------------------------	----------

### PREMIERE PARTIE : BIBLIOGRAPHIE

<b>Chapitre I : Approches théoriques de la consommation alimentaire.....</b>	<b>6</b>
<b>Chapitre II : Alimentation et sécurité alimentaire .....</b>	<b>32</b>
<b>Chapitre III : La consommation alimentaire en Algérie. ....</b>	<b>43</b>
<b>Chapitre VI : Les changements socio- économiques en Algérie.....</b>	<b>53</b>

### DEUXIEME PARTIE : ENQUETE ET RESULTATS

<b>Chapitre 1 : présentation de lieu de l'enquête .....</b>	<b>69</b>
<b>Chapitre 2 : analyse de la situation alimentaire .....</b>	<b>80</b>

<b>CONCLUSION GENERALE.....</b>	<b>113</b>
---------------------------------	------------

## Résumé

Au cours de ces dernières années la consommation alimentaire s'est imposée en tant que thème de recherche pour les économistes, sociologiste et les nutritionnistes, ils se sont intéressés directement ou indirectement à l'alimentation des populations.

Nous avons analysés à travers notre travail de mémoire, l'état alimentaire en fonction des déciles (tranches de dépenses), à partir d'une enquête de consommation dans la wilaya de Tipaza, portant sur 130 ménages de différentes communes. D'après les résultats de cette enquête nous remarquons que cette population a une situation alimentaire proportionnelle aux dépenses, chaque fois que l'on passe d'une tranche de dépense à une autre supérieure, les quantités sont à la hausse.

Mots clés : Consommation, alimentation, ménages, enquête.

## **ABSTRACT**

In recent years the food consumption has emerged as a research topic for economists, sociologist and nutritionists, they are interested directly or indirectly to the diet of people.

We have explored in our work memory, where food consumption according to deciles (slices of expenses) from a consumer survey in the wilaya of Tipaza, involving 130 households in different communes. The results of this survey we note that this population has a position proportional to food expenditures, each time you pass a slice of expenditure to a higher one, quantities consumed are increasing.

Tags: Consumption ,Food, household, Survey.

## ملخص

في السنوات الأخيرة برز استهلاك الأغذية كموضوع بحث لخبراء الاقتصاد، علم الاجتماع، و التغذية، وكانوا مهتمين بشكل مباشر أو غير مباشر بالنظام الغذائي للمجتمع. لقد قمنا من خلال هذا العمل بتحليل الحالة الغذائية وفقا للاعشار (مجموعات الإنفاق) من خلال التحقيق الذي قمنا به في ولاية تيبازة على 130 أسرة من مختلف البلديات. نتائج هذه الدراسة توضح إن هذه الفئة من السكان لديها موقف يتناسب مع النفقات الغذائية، في كل مرة يزيد الدخل الأسري يوافق ارتفاعه في الكميات المستهلكة.

الكلمات الجوهرية: الاستهلاك، التغذية، الأسرة، التحقيق.

## LISTE DES ABREVIATIONS

%	Pourcentage
AARDES	Association Algérienne pour la Recherche Démographique, Economique et Sociale
APC	Assise Populaire Communal
BRIC	Brésil, Fédération de Russie, Inde et Chine
BM	Banque Mondiale
C/R	Consommation / Revenus
C+T+S	Céréale + Tubercule + Sucre
CE	Commission Européenne
CAL	Calorie
CNEAPD	Centre Nationale d'Etudes et d'Analyses pour la Population et le Développement
CNES	Conseil National Economique et Social
CNRS	Centre Nationale de la Recherche Scientifique
CSP	Catégorie Socioprofessionnelle
CTA	Centre Technique Agricole
D	Décile
DA	Dinar Algérien
DPAT	Direction de planification et de l'Aménagement de territoire
DSA	Direction des Services Agricole
EG	Equivalent Grain
ELF	Equivalent Lait Frais
FAO	Food and agricultural organization (organisation des notions unis pour l'alimentation et l'agriculture).
FMI	Fond Monétaire Internationale
FPI	Indice FAO des prix des aliments
G	Gramme
G20	Groupe des vingt
HA	Hectare
HAB	Habitant
IAA	Industrie Agro-alimentaire
INA	Institut National Agronomique
INA	Institut National d'Agronomie
J	Jour
Kg	Kilogramme
Kg/an	kilogramme par ans
MAA	Maitre Assistant Classe A
MAB	Maitre Assistant Classe B
MC	Mode de Consommation
MCA	Modèle de Consommation Alimentaire
MCAO	Modèle de Consommation Occidentale
Mg	Milligramme
MP	Mode de Production
MPA	Mode de Production Agricole
MPE	Malnutrition Protéino-Energétique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONS	Office National Des Statistiques



<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies
<b>PAN</b>	Planification Alimentaire et Nutritionnelle
<b>PAS</b>	Plan d'ajustement structurel
<b>PC</b>	Partie Comestible
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PNUD</b>	Programme des Nation Unis pour le Développement
<b>Qx</b>	Quintaux
<b>R.A.T.S</b>	Ration Alimentaire type Souhaitable
<b>SAT</b>	Surface agricole total
<b>SAU</b>	Surface agricole utile
<b>TA</b>	Tel qu'acheté
<b>TVA</b>	Taxe de la Valeur Ajoutée
<b>USDB</b>	Université Saad Dahleb Blida.

## La liste des tableaux

Tableau 01: les Besoins nutritionnelles journaliers.....	15
Tableau 02: Les catégories socio- professionnelle .....	30
Tableau03: Les importations de l'Algérie en denrées alimentaires en 2007.....	56
Tableau 04: Évolution de l'autosuffisance.....	56
Tableau 05: L'évolution des prix à la consommation.....	57
Tableau 06: Population en chômage par groupe d'âge (2003-2006).....	59
Tableau 07: Évolution du taux de chômage 1999-2007de ménage.....	60
Tableau 08: Répartition de la population par sexe et par âge.....	74
Tableau 09: La répartition générale des terres agricoles de la wilaya de Tipaza.....	76
Tableau 10: Evolution de la production végétale .....	77
Tableau 11: Evolution de la production animale (Nombre de têtes) .....	78
Tableau 12: Répartition des ménages en fonction du type de ménages .....	82
Tableau 13: Répartition des ménages en fonction de la Taille des ménages .....	82
Tableau 14: Répartition des ménages en fonction d l'âge du chef de ménage .....	83
Tableau 15: Répartition des ménages en fonction du niveau d'instruction de chef de ménage.....	83
Tableau 16: Répartition des ménages en fonction de la CSP .....	84
Tableau 17: Évolution de la consommation des viandes en fonction des déciles ....	85
Tableau 18: Évolution de la consommation des œufs en fonction des déciles .....	87
Tableau 19: Évolution de la consommation des poissons en fonction des déciles ..	88
Tableau 20: Évolution de la consommation des légumes secs en fonction des déciles .....	90
Tableau 21: Évolution de la consommation de lait et dérivés en fonction des déciles .....	92
Tableau 22: Évolution de la consommation des cors gras en fonction des déciles.....	94
Tableau 23: Évolution de la consommation des céréales et dérivés en fonction des déciles.....	96
Tableau 24 : Évolution de la consommation du sucre et produits sucrés en fonction des déciles.....	98
Tableau 25: Évolution de la consommation des légumes frais en fonction des déciles .....	100
Tableau 26: Évolution de la consommation tubercules en fonction des déciles ....	102
Tableau 27: Évolution de la consommation des fruits en fonction des déciles .....	104
Tableau 28: Évolution de la consommation des excitants et tisanes en fonction des Déciles .....	106
Tableau 29: Évolution de la consommation des boissons en fonction des déciles	108
Tableau 30: Évolution de la consommation des épices et condiments en fonction des déciles.....	109
Tableau 31: Évolution de la consommation des additifs en fonction des déciles ...	110
Tableau 32: Évolution de la consommation des autres en fonction des déciles ...	111

## LISTE DES FIGURES

Figure 01: le rôle des aliments par l'utilisation.....	10
Figure 02: Notion de modèle de consommation alimentaire.....	16
Figure 03: Facteurs déterminant les MCA .....	19
Figure 04: Croissance démographique mondiale .....	34
Figure 05: Evolution de taux de chômage.....	60
Figure 06: Evolution du PIB (en \$) par habitant en Algérie, 1960-2004.....	61
Figure 07: Coefficient alimentaire dans les budgets des ménages algériens, 1967/200.....	62
Figure 08: Diagramme de l'évolution de la consommation des viandes en fonction des déciles.....	87
Figure 09: Niveau de consommation des viandes en fonction des déciles .....	87
Figure 10: Diagramme de l'évolution de la consommation des œufs en fonction des déciles .....	88
Figure 11: Niveau de consommation des œufs en fonction des déciles .....	88
Figure 12: Diagramme de l'évolution de la consommation des poissons en fonction des déciles.....	89
Figure 13: Niveau de consommation des poissons en fonction des déciles .....	89
Figure 14: Diagramme de l'évolution de la consommation des légumes secs en fonction des déciles.....	91
Figure 15: Niveau de consommation des légumes secs en fonction des déciles ...	91
Figure 16: Diagramme de l'évolution de la consommation de lait et dérivés en fonction des déciles.....	94
Figure 17: Niveau de consommation des laits et dérivés en fonction des déciles ..	94
Figure 18: Diagramme de l'évolution de la consommation des corps gras en fonction des déciles.....	96
Figure 19: Niveau de consommation des corps gras en fonction des déciles .....	96
Figure 20: Diagramme de l'évolution de la consommation des céréales et dérivés en fonction des déciles.....	98
Figure 21: Niveau de consommation des céréales et dérivées en fonction des déciles.....	98
Figure 22: Diagramme de l'évolution de la consommation du sucre et produits sucrés en fonction des déciles.....	99
Figure 23: Niveau de consommation des sucres et produits sucrés en fonction des déciles .....	99
Figure 24: Diagramme de l'évolution de la consommation des légumes frais en fonction des déciles.....	102
Figure 25: Niveau de consommation des légumes frais en fonction des déciles ...	102
Figure 26: Diagramme de l'évolution de la consommation des tubercules en fonction des déciles .....	103
Figure 27: Niveau de consommation des tubercules en fonction des déciles .....	103
Figure 28: Diagramme de l'évolution de la consommation des fruits en fonction des déciles.....	106

Figure 29: Niveau de consommation des fruits en fonction des déciles.....	106
Figure 30: Niveau de consommation des excitants et tisanes en fonction des déciles.....	107
Figure 31: Niveau de consommation des boissons en fonction des déciles .....	108
Figure 32: Niveau de consommation des épices et condiments en fonction des déciles.....	109
Figure 33: Niveau de consommation des additifs en fonction des déciles.....	110
Figure 34: Niveau de consommation des autres produits alimentaires en fonction des déciles.....	111

**INTRODUCTION**  
**METHODOLOGIE**  
**ET**  
**PROBLEMATIQUE**

## INTRODUCTION

L'agriculture est l'une des sources principales de nourriture, d'emplois et de revenus dont dépend la majeure partie de l'humanité pour se procurer durablement des moyens d'existence. Étant donné le grand nombre de personnes démunies et en situation de vulnérabilité nutritionnelle, il est clair que le secteur alimentaire et agricole joue un rôle fondamental dans l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et dans la prévention de la malnutrition.( FAO ; 2010 )

Les ménages sont en situation de sécurité alimentaire lorsqu'ils sont en mesure de se procurer la quantité nécessaire de produits alimentaires sains, divers et toute l'année pour que les membres de leur famille puissent mener une vie saine et active. Au niveau des ménages, la sécurité alimentaire se définit par la capacité d'obtenir une quantité suffisante de nourriture pour couvrir les besoins alimentaires de tous les membres de la famille, soit à partir d'une production individuelle, soit par le biais d'achats.( FAO ; 2010 )

L'alimentation est un élément constitutif de la consommation de l'individu et du groupe, qui doit être d'abord appréhendé au niveau sociologique ; c'est un acte social, permettent la survie de l'espèce humaine. Elle reflète le développement historique de la société, et de sa civilisation. Parfois, il est possible de le redessiner à grands traits, cette histoire à partir de l'alimentation, elle-même liée à des rites, des croyances, des mœurs et à des habitudes propres aux groupes sociaux. (RAMDANE S., 1992).

La fonction de consommation est donc vitale pour l'organisme et pour l'individu lui-même. Elle peut avoir un intérêt pratique et psychologique (manger pour calmer sa faim), mais elle peut aussi avoir plusieurs significations économiques, sociales...ect.

L'alimentation a le privilège d'être à la fois un des plus grands plaisirs de la vie et l'un de nos sujets de conversation favoris, surtout dans un pays comme l'Algérie. Cette science gastronomique ne veut pas dire que nous soyons forcément de bons diététiciens. Pour la plupart d'entre nous, nous avons une vision erronée ou fantaisiste de la nutrition : nous connaissons ce qui est bon pour le goût, mais nous ne savons pas ce qui est bon pour l'organisme. et pour l'individu lui-même. Elle peut avoir un intérêt pratique et psychologique (manger pour calmer sa faim), mais elle peut aussi avoir plusieurs significations économiques, sociales...

Si le changement alimentaire s'est fait et se fait toujours sur la base d'un processus de diffusion imitation, qui touche à l'ensemble des populations d'un pays à leur degré de la relation avec le marché des produits alimentaires, et à leur capacité d'acquérir ces produits selon la configuration géographique d'un pays.

Pour entamer cette étude, nous avons posé pour notre problématique les questions principales et secondaires suivantes :

- Quelle est la situation alimentaire de la population algérienne - cas de la wilaya de Tipaza ?

Comment évolue la consommation alimentaire à travers les déciles (tranches de dépenses) ?

Nous avons retenu l'hypothèse suivante :

Vu l'importance des revenus, la consommation alimentaire est proportionnelle aux dépenses, la tendance de la consommation est à la hausse à chaque fois que les dépenses augmentent.

les changements socio- économiques de la population algérienne, en particulier la suppression partielle ou totale des subventions des marchandises, surtout pour les denrées alimentaires et la libéralisation de l'économie nationale d'un côté, de l'autre une légère augmentation des revenus laisse penser une dégradation de pouvoir d'achat des citoyens; ce qui aura automatiquement une conséquence sur le niveau de consommation alimentaire à la baisse.

Pour répondre aux questions posées et vérifier les hypothèses établies, nous proposons la démarche méthodologique, qui consiste à présenter à la première partie une recherche bibliographique, constituée de trois principaux chapitres, dans le premier chapitre nous présentons l'approche théorique de la consommation d'une façon générale et quelques définitions..., le second chapitre est consacré pour la consommation alimentaire, tel que la dynamique de la consommation, le troisième chapitre est consacré pour les changements socio-économiques en Algérie tel que l'historique de la consommation en Algérie, le régime et les modèles de consommation alimentaire en Algérie, et quelques indicateurs...

La 2<sup>ème</sup> partie : Etude de cas, analyse des résultats de l'enquête de terrain sur un échantillon de population de la wilaya de TIPAZA, précédé par une présentation monographique de la zone d'enquête (wilaya de TIPAZA), suivi par des caractéristiques de la population enquêtée.

Nous avons analysé la situation alimentaire de la wilaya de Tipaza à partir de notre enquête , nous essayons d'analyser les quantités physique ingérées par notre échantillon, l'investigation sur le terrain a duré une année (une semaine pour chaque saison), notre échantillon est constitué de 130 ménages, l'enquête s'est basé sur un questionnaire établi au préalable, divisé en 2 parties, la première partie considéré comme un diagnostique des ménages, représente les caractéristiques socioéconomiques tel que :

- Le type de ménages,
- La taille de ménages,
- L'âge de chef de ménage,
- Le niveau d'instruction de chef de ménages,
- Catégorie socioprofessionnelle de chef de ménage,
- Le type des dépenses,
- La classe de la répartition de dépenses.

La deuxième partie comporte les quantités consommées pour 162 produits alimentaires), nous avons extrapolé les données pour faire sortir les quantités consommées en kilogramme par tête et par an, ce qui nous permet de classer les ménages en ordre croissant des dépenses. Nous avons divisé notre échantillon en dix tranches (déciles) en fonction des dépenses, chaque décile comporte 13 ménages. Les produits alimentaires sont groupés par catégorie (viandes, légumes secs, légumes frais, lait et dérivés...), après une série de calcul en utilisant une table de conversion de tel qu'acheté à la partie comestible et une table de composition des aliments.

Notre travail s'achèvera par une conclusion générale, en répondant aux questions présentées en problématique et affirmé ou infirmé les hypothèses avancées.



**PREMIERE PARTIE**  
**BIBLIOGRAPHIE**

## Introduction

Dès la naissance, la consommation alimentaire devient pour tout être humain, un acte fondamental de survie. Durant des centaines de milliers d'années, elle a occupé l'essentiel de la temps veillé des Hommes. Après avoir presque résolu le terrible problème des famines en temps de paix, l'humanité s'est attachée à diversifier et « à sécuriser » son alimentation .En premier lieu les produits alimentaires tel que le blé, les oléagineux, la betterave à sucre, les fruits , les légumes frais, les légumes sec, la viande et les produits laitiers sont considérés comme des produits de première nécessité et leur exportation n'est autorisé que s'il y a des excédants (PADILLA, 1998).

Cette dynamique est née d'une subtile dialectique entre l'expression des besoins des consommateurs et le développement progressif du « système alimentaire » vaste et complexe ensemble d'acteurs producteurs agriculteurs et industriels, de distributeurs -d'entreprise périphériques, telles que les fournisseurs d'équipement et des services, d'administrations publiques et d'associations.

Aujourd'hui la démographie reste un des paramètres essentiels pour expliquer tout simplement la dimension de la demande alimentaire.

De nombreux autres facteurs (biologique, économique, psychologique, sociaux, cultures) interviennent pour expliquer la dynamique de la consommation alimentaire.

Pendant des siècles, un difficile équilibre entre la population et les ressources alimentaires a été recherché souvent. Rompu il a épouvantables famines dont les plus récentes ont concerné certains pays d'Afrique ou d'Asie. Cependant le ralentissement de la croissance démographique conjugué avec le développement économique et les progrès scientifiques permettent aujourd'hui d'entrevoir un possible ajustement global entre l'offre et la demande alimentaire mondiale. Cet équilibre va toutefois masquer la permanence de fortes disparités entre pays et au sein de chaque nation. On peut considérer aujourd'hui que les pays à hauts revenus ont atteint le stade de la satiété et certain même un état de surnutrition tandis que de nombreux pays du sud souffrent encore de déficit alimentaire.

Dans pratiquement tous les pays du monde, à des degrés divers, on retrouve des écarts considérables entre des groupes qui sont situés au dessous du seuil de pauvreté subissent encore l'épreuve de la faim. (PADILLA, 1998). L'histoire de l'alimentation montre que notre type alimentaire actuel est l'aboutissement d'une longue évolution technique, économique, sociale et psychologique des peuples.

# **CHAPITRE I**

## **APPROCHES THEORIQUES DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE**

L'Homme a besoin d'aliments pour la construction, l'entretien, la réparation des structures cellulaires de son organisme, pour l'apport d'énergie et pour les substances de protection, d'autre part, l'alimentation remplit un rôle physiologique et également une fonction psycho-sociale. Il s'agit, en effet, de l'un des piliers sur lesquels reposent la société et la civilisation, l'alimentation a comme mission primordiale d'apporter au corps des nutriments en suffisance. Elle fournit les composants indispensables: **les matériaux de construction, les substances protectrices et les combustibles ou carburants** du corps humain.

La satisfaction des besoins alimentaires et nutritionnels a d'ailleurs toujours été classée comme prioritaire dans toutes les échelles hiérarchique des besoins car elle constitue l'un des facteurs les plus importants de tout équilibre social.

### 1. Qu'est ce qu'un aliment ?

Simonet avance définit l'aliment comme suite "un aliment est une substance, en général naturelle et de composition complexe, qui associée à d'autres aliments en proportions convenables, est capable d'assurer le cycle régulier de la vie d'un individu et la persistance de l'espèce à laquelle il appartient.

Mais J. Trémolière montre l'insuffisance de cette définition "car elle méconnaît les qualités émotionnelles (sensation agréable, symbolisme et rôle social) que tout aliment doit avoir pour être désiré et accepté par l'homme, et il donne cette définition "une denrée comportant des nutriments, donc nourrissante, susceptible de satisfaire l'appétit, donc appétissante et acceptée comme aliment dans la société considérée, donc coutumière".

Donc, un aliment se caractérise par son rôle nourrissant puisqu'il contient des métabolites, d'autre part, l'aliment est appétissant vu qu'il excite l'appétit et se caractérise enfin du caractère coutumier (en fonction des habitudes alimentaires de la société). (Cours 4<sup>eme</sup> année MCA)

### 2. La ration alimentaire équilibrée

C'est la quantité d'alimentation nécessaire à un individu pendant 24 heures pour couvrir tous ses besoins (croissance, entretien, activité, etc...) et le maintenir en bon état de santé.

La ration alimentaire est composée d'aliments dont les principes actifs sont les nutriments (protéines, lipides, glucides). Ces derniers ont un rôle spécifique dans l'organisme d'où la ration alimentaire doit fournir un ensemble nutritionnel équilibré.

- Equilibre calorique : C'est la participation relative des trois nutriments fournisseurs d'énergie (glucides, lipides et protides) dans la couverture du taux calorique de la ration.

En général l'équilibre sera obtenu si :

- 10 à 12% environ des calories proviennent des protides.
- 25 à 35% environ des calories proviennent des lipides.
- 50 à 65% environ des calories provisionnent des glucides.

- Equilibre entre protéine : Il faut que les protéines animales représentent au moins le un tiers de l'apport total en protéine.

Chez les enfants, l'apport en protéine d'origine animale doit être plus élevé. Un bon équilibre entre les protéines assure un bon apport en acides aminés indispensables.

- Equilibres entre les lipides : Il faut que les lipides d'origine végétale (huile) représentent les deux tiers de l'apport en matière grasse.

En doit réduire autant que possible les graisses ainsi qu'éviter les modes de cuisson qui dénature les lipides (cuisson à haute température telle que les fritures).

Les lipides végétaux apportent les acides gras essentiels et les lipides animaux des vitamines liposolubles.

- Equilibres glucides/vitamines du groupe B : Plus une ration comprend de glucide, plus elle doit apporter de vitamine de groupe B, par ailleurs plus une ration est riche en aliment énergétique, plus elle doit être riche en aliment non énergétique.

### 3. Classification des aliments

Les aliments, selon leur intérêt nutritionnel de plus important, sont classés en groupes. Le classement des aliments de base en quelques groupes présente une signification nutritionnelle particulière, en sorte que la place accordée à chacun de ces groupes dans l'alimentation conditionne l'équilibre de cette dernière (CAUSERET 1980).

La classification algérienne distingue cinq groupes d'aliments (Ministère de la santé publique).

- **Premier groupe** : Ce groupe comprend des produits animaux ou d'origine animale. L'intérêt principal des aliments de ce groupe est d'apporter des protéines de haute valeur biologique, dont le rôle est

très important dans la construction et l'entretien de nos tissus, ce groupe comprend (les produits laitiers, les viandes, poissons, œufs, céréales et produits sucrés, corps gras, légumes et fruits frais).

- **Deuxième groupe** : Les aliments de ce groupe sont essentiellement représentés par les légumes secs (pois-chiches, lentille, haricot sec, pois cassés).

La richesse des aliments de ce groupe en fer et en vitamines justifie leur place dans l'art culinaire traditionnel algérien et mérite d'être réhabilités. Ils sont servis en plat chaud, en salades, en purée, en potage ou inclus dans le couscous.

- **Troisième groupe** : Les aliments de ce groupe sont constitué en majeure partie par des glucides à absorption lente donc leur rôle principal est de fournir l'énergie, tel que les céréales, les tubercules et les fruits secs.
- **Quatrième groupe** : L'intérêt principal des aliments de ce groupe est de fournir de l'énergie tel que les huiles végétales, le beurre et les margarines.
- **Cinquième groupe** : Les aliments de ce groupe apportent des sels minéraux, des vitamines hydrosolubles (B et C), des provitamines A (Carotènes), de la cellulose (régulateur de transit intestinal) et de l'eau.

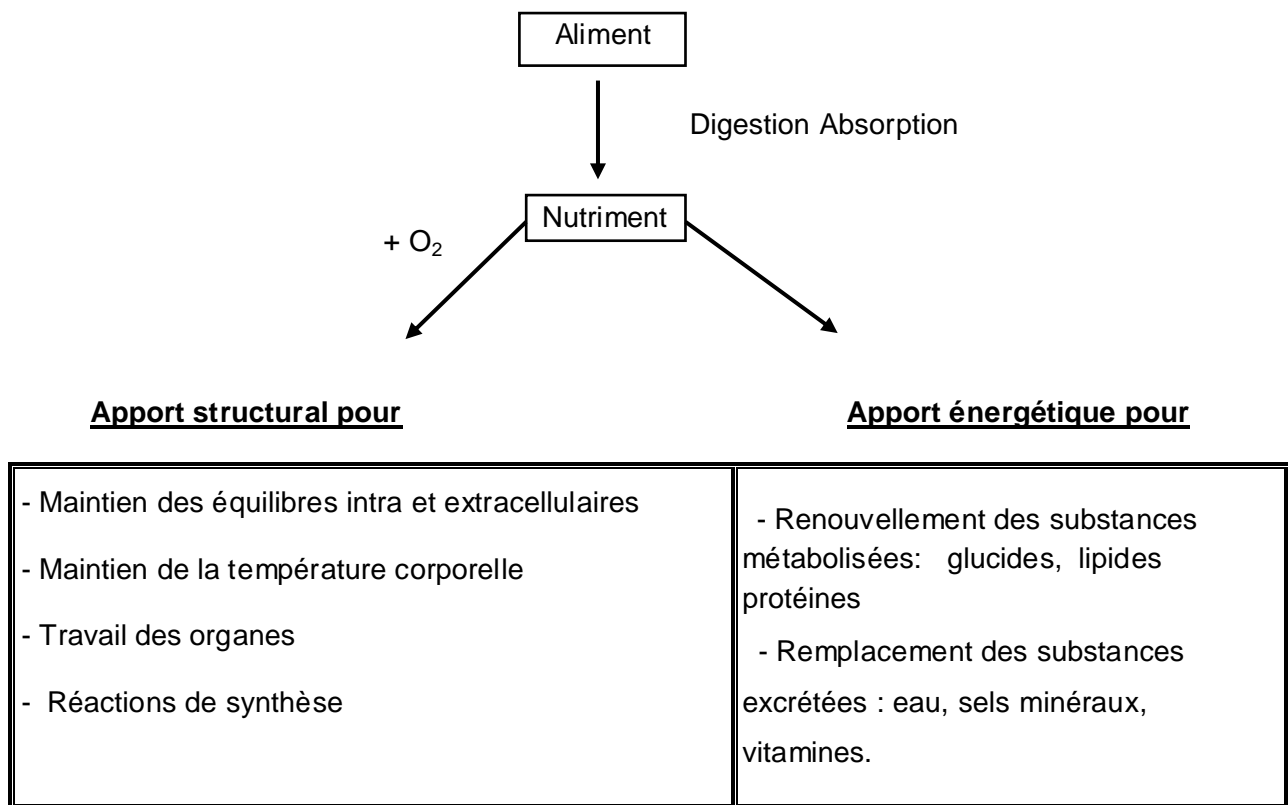
#### 4. Qu'est ce qu'un nutriment ?

Au point de vue nutritionnel l'Homme satisfait ses besoins de croissance, d'entretien d'activité en consommant les aliments. Ces derniers sont constitués essentiellement de nutriments qui sont des substances les plus élémentaires capables d'être assimilées directement et entièrement sans avoir à subir des transformations digestives. « L'homme consomme des aliments pour se nourrir : ceux-ci, digérés dans le tube digestif, donnent des nutriments, qui franchissent la barrière intestinale et parviennent aux cellules pour couvrir les besoins nutritionnels de l'Homme. (RAMDANE, 2008)

Ces besoins sont de deux types:

- **Des besoins en matériaux de construction** des cellules et des tissus : on les appelle des besoins plastiques ;

- **Des besoins en (combustible)** pour effectuer du travail, essentiellement musculaire ; On parlera de nutriments énergétiques. ». On peut schématiser le rôle des aliments par l'utilisation nutritionnelle de la manière suivante:



**Figure N°01 : Rôle des aliments par l'utilisation**

**Source :( RAMDANE, 1998)**

### **5. Classification des Nutriment :**

La valeur nutritionnelle de notre alimentation est déterminée par les nutriments qu'elle contient, ces derniers sont des composants chimiques naturels spécifiques qui jouent un rôle essentiel dans la construction, la croissance, la réparation et la régénération de nos cellules et de nos tissus, et assurent en même temps le maintien de nos fonctions vitales.

Nous pouvons classer les nutriments en deux catégories :

- **Les nutriments énergétiques** (les protéines, les glucides et les lipides).
- **Les nutriments non énergétiques** (les fibres alimentaires, l'eau et les sels minéraux).

## 6. Qu'est ce qu'une calorie ?

On utilise fréquemment le terme de calorie, qui est une unité de mesure de la quantité de chaleur nécessaire pour élever 1°C la température (de 14,5 à 15,5°C) 1 g d'un corps ayant une chaleur identique à celle de l'eau à 15°C sous pression atmosphérique normale et valant 4,1855 joules. « De nombreuses organisations internationales ont recommandé d'exprimer l'énergie en joule, le joule est l'énergie dépensée pour déplacer un corps de 1 kg de 1 mètre par une force de 1 Newton ». Les nutriments en se dégradant dégagent de l'énergie dans les proportions suivantes :

- 4 calories par gramme de protéines ;
- 9 calories par gramme de lipides ;
- 4 calories par gramme de glucides ;
- 7 calories par gramme d'alcool éthylique.

Ces calories fournissent l'énergie nécessaire :

- au métabolisme basal ;
- à la thermorégulation ;
- à l'activité physique ;
- à la construction des tissus.

## 7. Notion d'équilibre

« Protéines, lipides et glucides sont à la base de notre alimentation. Mais les matières azotées, les corps gras et les sucres n'ont pas, selon leur origine les mêmes qualités nutritionnelles. Une ration équilibrée ne se conçoit pas sans l'association de plusieurs groupes d'aliments dont l'apport en vitamines, en sels minéraux, ... est indispensable à l'organisme. Diversité vaut mieux que quantité. »

La notion d'équilibre repose sur un certain nombre de rapports qui présentent des éléments précieux et qui font appel aux mécanismes digestifs métaboliques afin de faire ressortir les rapports d'équilibre concernant la structure de la ration par rapport aux différents rapports nutritionnels. Pour qu'une ration alimentaire arrive à son but qui consiste par exemple en la croissance de l'enfant et de l'adolescent ou l'entretien de l'adulte, elle doit fournir toutes les classes de nutriments dans un certain équilibre. L'équilibre fondamental à respecter entre les groupes de métabolites est le suivant ; pour l'apport calorique il faut que :

- 55 à 65% des calories soient assurées par les glucides ;
- 20 à 30% des calories soient assurées par les lipides ;



- 15% des calories soient assurées par les protéines.

« La formule d'équilibre est celle du rapport le plus appropriée entre les protéines, les lipides, les glucides et est de 1:2:3, quant à l'apport énergétique, c'est-à-dire que pour une calorie fournie par les protéines deux calories doivent l'être par les lipides et trois par les glucides ». (RAMDANE, 1998)

Par ailleurs, l'utilisation protéique augmente avec la prise calorique, de sorte que lors de l'établissement de la ration, il faut tenir compte simultanément de la valeur nutritionnelle de la protéine et de la prise calorique.

« Cependant, la teneur en protéine doit être proportionnelle à la valeur calorique totale, et les calories des protéines doivent représenter au minimum 12% des calories. En revanche, il est inutile qu'elles dépassent les 20% des calories totales ».

L'expérience a montré qu'il existe un rapport relativement constant entre la consommation énergétique et protéique. Le taux calori-protéique est une constante :

$$\text{(Protéine (g) / calories totales) * 4 = 12 } \pm \text{ 1 (\%)}$$

La proportion de protéines est inconsciemment contrôlée par l'organisme. L'homme ajuste sa consommation de protéines à l'apport calorique. Tout apport calorique qui dépasserait le niveau de 13% entraîne une saturation de l'appétit. Si l'apport azoté est insuffisant c'est l'apport calorique qui serait réduit.

D'autre part, il faut que les protéines fournissent les acides aminés dans un rapport équilibré, car il ne suffit pas d'assurer un apport quantitatif en protéines, toutes ne sont pas équivalentes, et leur valeur alimentaire dépend de leur teneur en acides aminés, surtout les acides aminés essentiels, non synthétisés par l'organisme humain.

La constitution en acides aminés des protéines animales et végétales étant différente, il est bon d'équilibrer leurs apports réciproques afin de couvrir les besoins de l'organisme en acides aminés essentiels, d'avoir un apport équilibré entre les acides aminés essentiels et non-essentiels afin d'éviter toute carence ou déséquilibre entre eux.

De même que les acides aminés et les vitamines ne sont indépendants les uns des autres et l'observation des équilibres en vitamines causés par excès ou par carence de ces éléments. Ainsi une hypervitaminose A provoque une perte de vitamine C, un excès de la thiamine provoque une ariboflaminose et l'addition de la thiamine à un régime polycarencé accentue ces carences, une hypervitaminose D nécessite un apport accru des vitamines A, B, C et E.

De leur côté, les minéraux doivent respecter un certain équilibre entre eux. Ainsi l'absorption du calcium dans la muqueuse intestinale dépend de la valeur du rapport Ca/P, un rapport de 0.5 favorise cette dernière. Cette absorption dépend également de la présence de la vitamine D, nécessaire à la synthèse d'une protéine facilitant l'absorption du calcium.

On observe également une relation entre le calcium et le magnésium, une déficience en Mg entraîne une chute de la calcémie tandis qu'une augmentation de cette dernière augmente les besoins en Mg, besoin également augmenté par le phosphore.

Par contre, le phosphore et le fer sont deux éléments antagonistes. Tout excès du premier ralentit l'utilisation de l'autre, vu qu'ils forment à un taux précis des sels insolubles qui ne peuvent pas être absorbés.

Alors qu'une «ration alimentaire équilibrée, c'est la quantité d'aliment nécessaire à un individu... pour couvrir ses besoins en (croissance, entretien, activités...) et le maintenir en bon état de santé »

En fin M<sup>r</sup> A. Bencharif montre les intérêts de ces équilibres pour la planification :

- \* Ils permettent de porter un jugement de valeur sur la consommation alimentaire à l'échelle nationale et faire ressortir les différences de caractéristiques nutritionnelles entre des régions différentes ou des pays.

- \* Ils permettent d'effectuer des tests de cohérence et de vraisemblance aux rations étudiées.

- \* Au cours de l'élaboration des projections d'une ration, ils permettent d'indiquer les tendances de la conservation.

## **8. Les besoins nutritionnels**

L'histoire du besoin alimentaire remonte plus loin dans le temps. Parmi les tablettes d'argile découvertes à Sumer, et qui datent de 5000 ans avant nos jours, on indiquait les rations données aux travailleurs, Puis viendront les travaux de Lavoisier (18<sup>ème</sup> siècle) qui montrent que toute vie exige un apport énergétique fourni par la combustion des aliments, en combinaison avec l'oxygène apporté par la respiration. Les travaux fondamentaux sur les standards nutritionnels ont débuté par les études de VOIT en Allemagne (1875) et ceux d'ATWATER aux Etats-Unis puis il y a eu la publication en 1935 de ce qui fut appelé «les normes de Genève » par des experts internationaux, et les efforts ont suivi jusqu'à nos jours dans ce domaine-là, on emploie certains termes tels que l'expression «besoin nutritionnel » en l'accompagnant d'évaluations chiffrées, car ces besoins sont relatifs au niveau d'activité, au climat, à l'état de santé et aux conditions d'existence.

« Le mot (standard) est préférable au mot (besoin), car il évoque simplement une quantité choisie par convention pour servir de référence. Les expressions (taux recommandés) ou (allocation recommandée) ou (apports recommandés) sont les plus utilisées, car elles tiennent compte des connaissances actuelles c'est à dire en confrontant la situation de fait et les résultats des travaux expérimentaux».

«Ces apports recommandés sont des «quantités considérées comme suffisantes pour le maintien de la santé de la quasi-totalité de la population ».

Les besoins nutritionnels sont fonction de plusieurs facteurs qui sont liés aux individus, à leurs activités, au climat et à certains cas particuliers tels que la grossesse ou l'allaitement... « Certes, la mise au point d'un barème précis de calories et de nutriments utiles à l'organisme n'est pas aisée, les normes varient avec l'âge, le sexe, la taille, le poids, le climat, le genre et la durée du travail... ».

Des organisations internationales ont élaboré des standards utilisés par la majorité des pays (en particulier ceux en voie de développement) telles que la F.A.O (Food Agricultural Organisation) ou des comités mixtes F.A.O / O.M.S et l'O.M.S (Organisation Mondiale de la Santé) ; alors que d'autres pays ont conçu leurs propres standards tels que les Etats Unis d'Amérique. (RAMDANE, 1998)

« Le niveau nutritionnel d'une population peut se définir par le degré de satisfaction des besoins physiologiques en calories, protéines, lipides, sels minéraux et vitamines qui peuvent remplir deux fonctions importantes en fournissant à l'organisme :

- \* l'énergie dont il a besoin ;
- \* les minéraux de la construction et de réparation nécessaire à la croissance, l'entretien et la protection ».

On parle souvent de la ration alimentaire qui «est la quantité d'aliment plus ou moins variée dont l'homme dispose chaque jour. Elle est souvent exprimée en calories et en grammes de protéines et de lipides. Mais pour juger si une alimentation est suffisante en quantité et en qualité, on compare par rapport à une ration préalablement établie qu'on appellera (ration théorique)». « Cette ration alimentaire est telle que si chaque individu moyen en disposait chaque jour, au long de l'année, ses besoins nutritionnels seraient couverts en quantité et en qualité.

**Tableau N°01 : Les besoins nutritionnels journaliers**

<b>Calorie ou Nutriment</b>	<b>Besoin journalier</b>
Calorique	2600.00 calories
Protéine alimentaire	60.00 g
Lipides	40,60 g
Calcium	500.00 mg
Fer	12.00 mg
Phosphore	1000.00 mg
Magnésium	350.00 mg
Vit B1 (La thiamine)	0.40 mg/1000 calories = 1,04 mg
Vit B2	0.55 mg/1000 calories = 1,43 mg
Vit PP	6.60 mg/1000 calories = 17,16 mg
Vit A	750.00 µg
Vit C	80.00 mg

**Source : RAMDANE.S, 1998**

### **9. Définition de la consommation par l'économie alimentaire**

L'économie alimentaire constitue un nouveau champ de recherche et de Formation, elle s'intéresse à plusieurs spécialités (Economie, Sociologie, Agronomie, Médecine, Nutrition...) en s'adressant ainsi à plusieurs disciplines.

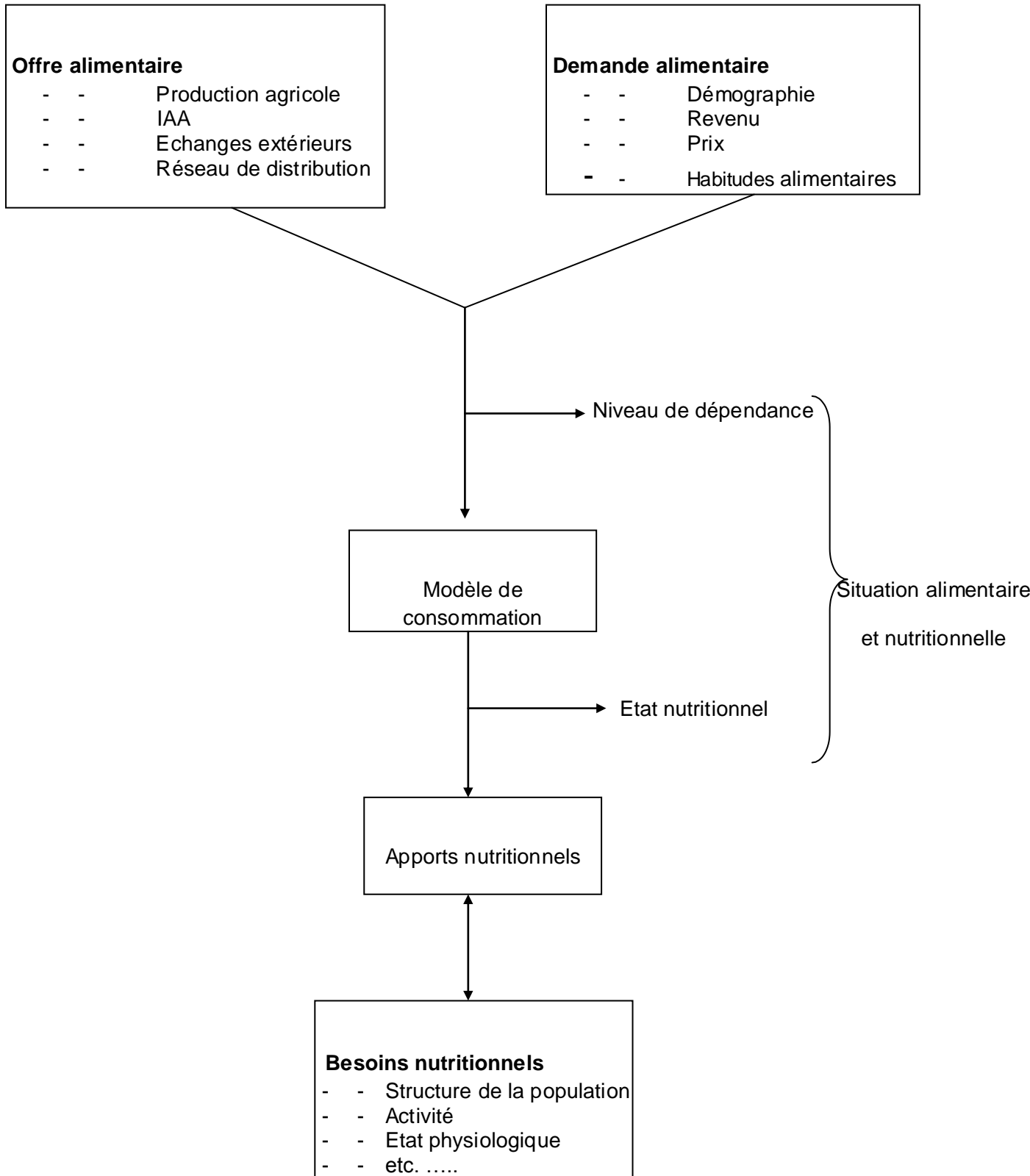
En effet, les approches de l'économie alimentaire sont différentes, selon qu'on est dans une société ou dans une autre (Capitaliste, Socialiste,...) mais malgré cette diversité, elle repose sur une définition élargie du système « agro-alimentaire ».

### **10. Définition du modèle de consommation alimentaire :**

Le concept « modèle » utilisé par les différents spécialistes se prête à certaines confusions dont la principale provient du fait que certains techniciens de la planification et beaucoup de sociologues attribuent au terme « modèle » son sens restrictif et limité, son « sens éthologique » « propre à être imité ». (BENCHARIF, 1988).

Mais l'économie alimentaire retient la définition économique du terme « modèle » toute représentation symbolique, chiffrée ou purement conceptuelle des relations de deux ou plusieurs variables caractéristiques d'un ensemble donné ». La notion du modèle de consommation alimentaire est défini donc par la relation d'équilibre entre les trois variables suivantes :

- La demande alimentaire
- Les besoins alimentaires
- L'offre alimentaire.



**Figure N° 02 : Notion de modèle de consommation alimentaire**  
**Source: Bencharif A., 1988**

Ainsi définit, le modèle de consommation occupe une place fondamentale dans l'économie alimentaire pour au moins trois raisons essentielles.

1) Le « **MCA** » reflète l'état d'équilibre de l'ensemble des produits alimentaires à travers l'ajustement entre l'offre et la demande et traduit ainsi la façon et la manière dont une population se nourrit.

2) Le « **MCA** » représente un maillon de base et de départ de tout processus de la planification alimentaire et nutritionnelle (PAN) .En effet, la PAN doit viser en outre l'ajustement entre l'offre et la demande à un niveau souhaitable compatible avec les objectifs nationaux.

3) Le « **MCA** » détermine le niveau de dépendance alimentaire et le niveau de satisfaction des besoins ; l'identification du MCA à l'année de base permet une évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle a travers la mesure de la dépendance alimentaire (écart entre l'offre et la demande). Ainsi l'identification de la malnutrition et la sous-alimentation de la population (écart entre les apports et les besoins).

## **11. Les facteurs déterminants la consommation alimentaire**

Variables du changement alimentaire dans une société donnée, à un moment donnée, existent des forces sociales convergentes qui conduisent à la formation d'un MCA dominant. Par exemple, dans la société industrielle, le MCA dit « agro-industriel ». Tous les MCA de cette société ont à des degrés divers, des caractères agro-industriels. Mais dans cette société, existent aussi des forces divergentes qui conduisent à la différenciation des MCA.

La société industrielle, comme toute autre société, n'est pas un ensemble homogène. En son sein, où « domine » le MCA agro-industriel, coexistent des MCA différenciés.

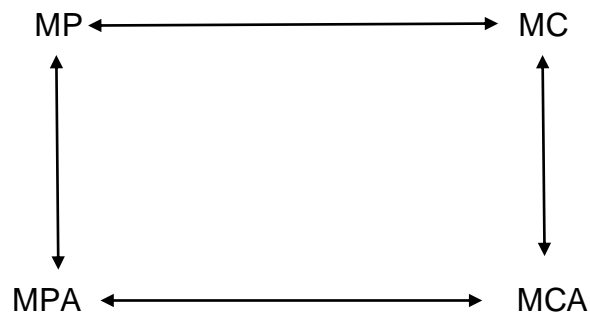
Forces convergentes et divergentes sont contenues dans les modes de production (MP) qui sous-tendent les Modèles de Production Agricole (MPA) et les Modèles de Consommation Alimentaire (MCA).

Le mode de consommation est en effet relié au mode de production par trois variables :

- Le développement des forces productives qui détermine la capacité de production et l'infrastructure productive (importance relative des secteurs primaire, secondaire, tertiaire ; société rurale ou urbaine, etc.).

- Les rapports de production qui déterminent la position sociale de chacun et par voie de conséquence sa capacité de consommation.
- Les modèles institutionnels (Etat, système socio-économique, droit, etc.) et culturels qui conditionnent la répartition des ressources et les comportements.

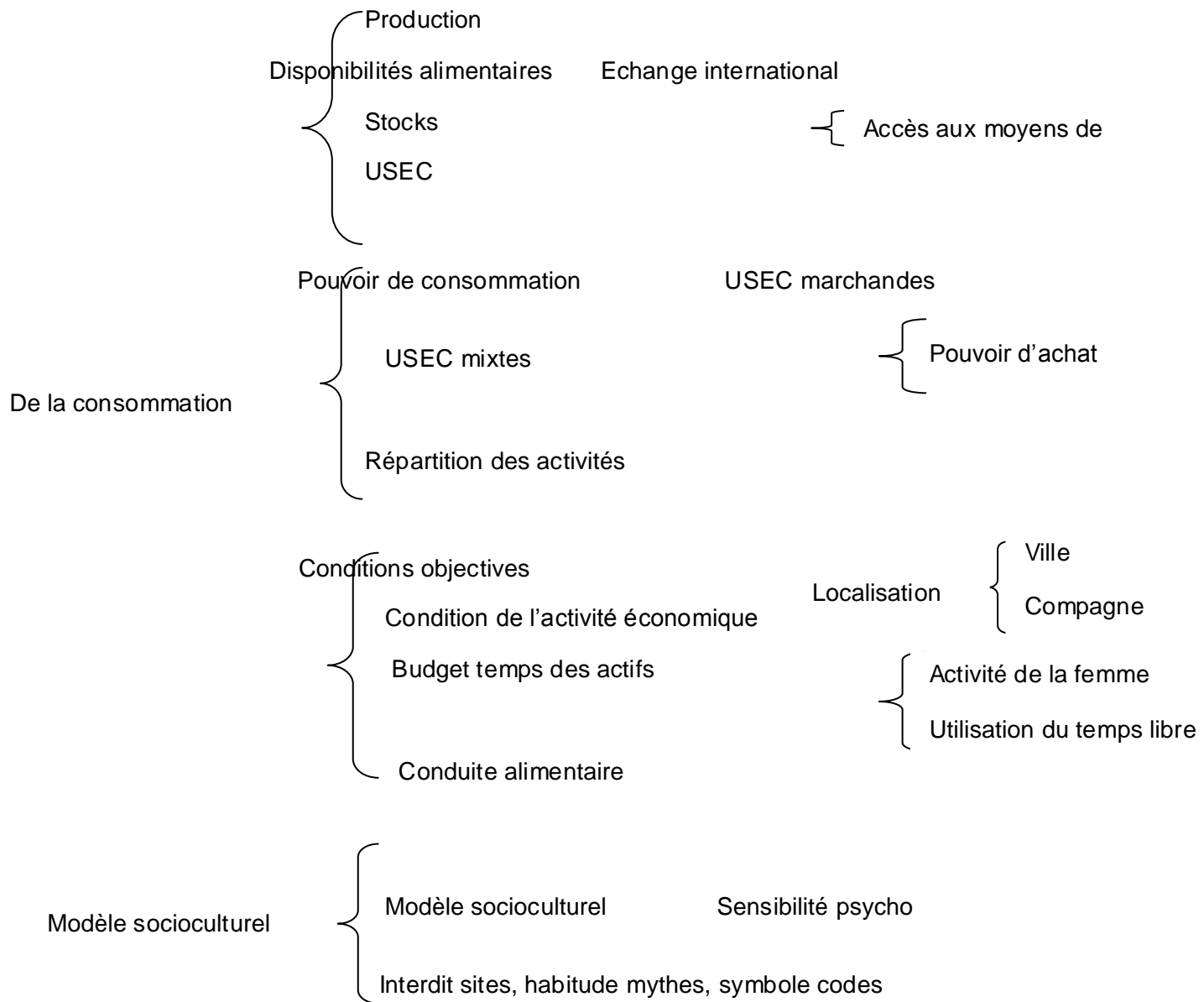
**Le schéma général marquant les interdépendances est le suivant :**



En s'inspirant de cette approche, il est commode de regrouper les facteurs qui déterminent les MCA en quatre composantes ou variables principales :

- La capacité d'approvisionnement alimentaire qui dépend de la capacité de production et d'importation (capacité d'achat international). Cette capacité détermine, pour une population donnée, les disponibilités moyennes par habitant (MAN) ou champ du possible alimentaire :
- Pouvoir de consommation qui dépend des rapports de production, et dont la distribution sociales aux disponibilités alimentaires.
- Les conditions objectives de la consommation alimentaire déterminée par l'infrastructure productive.
- Le modèle culturel qui conditionne les comportements alimentaires

**Facteurs déterminant les MCA :**



**Figure N° 03 : Facteurs déterminant les MCA**

**Source : Malassis L., 1979**



Mais ces variables de détermination des MCA sont elles mêmes dépendantes des variables rencontrées dans l'interprétation des MPA et que nous avons appelées variables peuplement, sociale, développement et internationale.

Ces variables ont une double signification statique et dynamique : elles permettent à la fois d'interpréter le MCA dominant et, autour de celui-ci, la différenciation sociale des MCA, dans une société donnée à un moment donné et leur changement dans le temps. Les variables du changement alimentaire (disponibilités alimentaires, pouvoir de consommation, conditions objectives de la consommation, modèle socioculturel) déterminent directement les changements des MCA, alors que les variables du changement social (peuplement, développement, ...) influent sur les variables du changement alimentaire.

On s'en tient ici aux variables fondamentales d'intérêt général. L'analyse de situation concrète implique de recourir à des analyses plus fines de type « analyse factorielle ». En France, peu d'études sont disponibles sur cette base. Citons : Cl. Et Ch. GRIGNON, 1978 ; D. BOULET et J.-P. LAPORTE, 1983 ; J.-L. LAMBERT, 1984.

## **I. LES DIFFERENTES APPROCHES DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE**

### **I.1 Les écoles de pensée :**

La consommation alimentaire est depuis longtemps étudiée par les sciences sociales, mais depuis peu par l'économie et la sociologie rurale.

Il apparaît de plus en plus nécessaire de prendre en compte les principales idées et courants de pensées sur la consommation, de ce fait l'approche des économistes, des sociologues et des nutritionnistes est évidemment différente, mais complémentaire.

Alors que les économistes s'appuient surtout sur le facteur revenu, la question posée est : dans quelle mesure le niveau de revenu détermine le niveau global de la consommation pour un individu ?

Les sociologues, ils vont donc poser la question autrement en insistant sur les données sociales est-ce que la nature de la consommation pour un niveau de revenu est marquée par les données culturelle et psychologique ?

Les nutritionnistes insistent sur le fait que dans quelle mesure l'évolution calorique ?

### **I.1.1.La démarche des économistes :**

#### **I.1.1.1.La loi d'Engel :**

Ernst Engel, statisticien allemand à été l'un des premiers à étudier, dès la second moitié du XIX, la consommation à partir des enquêtes sur les budgets familiaux (en Belgique en 1853 et 1891), il à d'ailleurs formulé la loi, devenue célèbre, qui stipule que : le coefficient budgétaire mesurant la part de l'alimentation dans le budget décroît lorsque les revenus augmentent.

Cela veut dire que plus une famille est pauvre, plus la part des dépenses affectées à l'alimentation dans le budget totale décroît, lorsque le revenu augmentent. (Malassis.L, 1986).

Selon cette loi, les dépenses de consommation augmentent à mesure que le revenu croit en restant inférieur à la croissance de revenu. La consommation reste dépendante du niveau de revenu est inférieure à l'unité, elle se situé entre 0,8 et 0,6 le flux de consommation ne dépasse guerre le  $\frac{8}{10}$ <sup>ieme</sup> du flux de revenu.

### **I.1.2.L'analyse des sociologues :**

#### **I.1.2.1. La Théorie de Duesenberry**

C'est une analyse sociologique qui repose sur le modèle des A et des non A. Les A constituent le groupe leader de référence (cadre, professions libérales...). Ces derniers tracent la voie et créent les nouveaux modèles de consommation.

Les non A constitués des autres groupes essayeront d'y arriver et copieront leurs dépenses des qu'ils le peuvent, quand ils y arrivent, les A adaptent de nouveaux signes distinctifs, retraçant désormais de nouveaux comportements, c'est à dire que chaque classe donnerait à celle qui la suit (à part le revenu, statut) un modèle de consommation à reproduire. (Bremond.J, Gelden.A).

#### **I.1.2.2.Analyse de Boude lot Establet et Toiser**

Les sociologues marxistes parlent de l'analyse de l'appareil de production, et afin de pouvoir consommer, il faut d'abord produire, par conséquent toute mutation au niveau de la consommation implique une mutation de la nature des emplois et qualification : A partir des études statistiques ; ils ont constaté que les différences de consommation s'expliquent en premier lieu par des écarts de revenus, en plus il existe « des marges » de libertés différentes entre les groupes sociaux.

Ainsi les niveaux de ressources globales apposent ceux qui ont une marge de liberté importante dans l'affectation de leurs dépenses (vacances) manœuvre : les ouvrier qui consacrant l'essentielle de leurs revenu aux dépenses quotidienne (alimentation, santé...).

### **I.1.3. L'approche des nutritionnistes**

Les connaissances actuelles sur la nutrition ont été acquises après de longs tâtonnements, la biologie ne s'est pas limitée à la conception d'un minimum indispensable pour chacun des principes nutritifs mais la notion d'équilibre alimentaire a pris une importance plus grande, en raison de sa signification physiologique.

Cela veut dire que plus une famille est pauvre, plus la part des dépenses affectées à l'alimentation dans le budget totale décroît tandis que les autres dépenses augmentent (habitat, voiture, les articles de luxe).

## **A .Approches traditionnelles**

### **1. Approche classique et néo-classique : « Algalarrondo F., Briere A, et Picheau L.**

Dans l'analyse classique et néo-classique, c'est le comportement du consommateur qui tient une place essentielle. Le consommateur est censé être rationnel et cherche toujours à optimiser son revenu donc à maximiser, en quelque sorte, sa situation.

Alors, les classiques et néo-classiques voient dans toute politique de relance de la consommation une source potentielle d'inflation et de déséquilibre extérieure.

Les néo-classiques (Walras, Jevons, Engel) ont tenté de répondre à la question de savoir comment, pour un niveau donné, le consommateur arbitre entre les différents biens offerts sur le marché. Ce courant de pensée a été connu sous le nom d' « école marginaliste ».

Le point de départ de l'analyse des marginalistes est la fonction d'utilité. Pour eux, la valeur des choses ne dépend pas de leurs coûts de production mais de leur utilité. Utilité considérée n'est pas l'utilité totale de la quantité mai l'utilité de la dernière dose de ce bien qu'il est possible d'acquérir dans un monde où les ressources économiques sont rares.

Pour eux, la valeur d'un bien dépend, d'une part, de son utilité pour le sujet économique, et d'autre part, de la quantité exemplaires du bien qu'il est possible de se procurer (cette quantité est quantité est limitée par le degré de rareté du bien qui dépend lui-même de la capacité de l'appareil productif à la produire) dans un monde ou les ressources économiques sont rares.

L'utilité marginale dépend de la rareté relative des biens – c'est donc elle qui fonde la valeur.

En d'autres termes, plus l'utilité totale est faible (c'est le cas des produits très rares) plus l'utilité marginale est forte et plus le produit sera cher. Inversement, plus l'utilité totale est forte (c'est le cas des produits abondants) plus l'utilité marginale est faible le produit sera cher.

Cette analyse repose sur un certain nombre d'hypothèses qui ont souvent été contestées. Entre autres, l'information sur l'utilité des produits est supposée parfaite ce qui ne correspond pas à la situation réelle. Par ailleurs, les décisions d'achats sont souvent impulsives. Enfin, l'analyse marginaliste suppose des possibilités de choix très larges alors que l'essentiel de la consommation subit des contraintes (de revenu notamment).

## **2. L'approche Keynésienne**

Pour Keynes, le niveau de consommation dépend essentiellement du revenu. La propension à consommer se définit comme le rapport consommation/revenu (C/R). Ce rapport représente la fonction du revenu consacré à la consommation.

Pour Keynes, les facteurs qui déterminent la propension à consommer sont souvent très subjectifs. Dans « théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », Keynes parle de l'importance de la précaution, du calcul, de l'ambition, de l'indépendance, de l'initiative, et même de l'orgueil et de l'avarice. Pour lui, ces différents facteurs subjectifs peuvent être considérés comme stables à court terme. Une relance artificielle de la consommation par l'état au moyen d'une injection de revenu dans l'économie est donc forcément efficace à court terme (avec toutefois le risque, à long terme, que l'augmentation du revenu national généré par l'effet multiplicateur entraîne un surcroît d'épargne par rapport à la consommation).

## **B. Les nouvelles théories de la consommation**

L'hypothèse de Duesenberry : Pour Duesenberry, la consommation, à une période donnée dépend non seulement du revenu de cette période mais aussi des habitudes de consommation acquises antérieurement. Duesenberry évoque également l'effet d'imitation « tout citoyen d'une classe sociale donnée tend à acquérir le comportement de la classe immédiatement au-dessous. ». De ce point de vue, le club des « privilégiés » serait de modèle de référence aux autres catégories sociales qui tentent de survivre ses dépenses lorsque leurs revenus augmentent ou lorsque la production de masse banalise les objets. Pour Duesenberry il s'agit donc d'une course poursuite au modèle supérieur.

La théorie du revenu permanent de Milton Friedmann : En tant que chef de file des monétaristes. Milton Friedmann est l'économiste le plus opposé qui soit au modèle Keynésien. Friedman pense que le comportement du consommateur n'est pas lié au revenu qu'il prévoit. Le consommateur anticipe donc ses gains et prend ses décisions d'épargne ou de consommation n en tenant compte non seulement de son revenu actuel mais surtout de ses revenus futurs. La propension à consommer n'est donc absolument pas proportionnelle au niveau de revenu présent-les erreurs d'anticipation se traduisent à court terme par une variation de l'épargne.

L'effet de cliquet : certains économistes pensent qu'en matière de consommation il existe un effet de « cliquet ». Cet effet de cliquet peut se définir comme la tendance du consommateur à maintenir son niveau de consommation antérieure même en cas de baisse de son revenu. De point de vue, le consommateur peut même être amené à prélever sur son épargne.

La théorie du cycle de vie de Modigliani : Pour lui, un ménage a un cycle de vie et à chaque âge du cycle de vie correspond certains besoins spécifiques et un certain niveau de revenu. De ce point de vue, les individus sont prévoyants et organisent leur consommation et leur épargne sur la durée de leur vie.

## **II. Les approches d'appréhension de la consommation utilisées par l'économie alimentaire :**

Le MCA en économie alimentaire est caractérisé par toute une série de paramètres qui permettent de décrire quantitativement et qualitativement la structure et l'évolution de la consommation alimentaire.

### **II.1. Les approches quantitatives :**

Les régimes alimentaires : ces derniers caractérisent les compositions de la ration en ces divers constituants, c'est ainsi que les quantités consommées sont traduites :

- En valeurs nutritionnelles (calories) et en nutriments (protéides, lipides,

glucides) ce qui suppose des tables de conversion propres et adaptées aux caractéristiques du pays.

D'une manière générale, on prend souvent comme indice la qualité des rations, la qualité des protéines animales, et il est que certaines protéines peuvent se compléter comme c'est le cas des céréales et légumineuses.

Cette approche est inspirée sans aucun doute des acquis des sciences de la nutrition.

- En quantités physiques kg/personne/an cette approche consiste à identifier

en premier lieu la base de la ration alimentaire qui approche l'essentiel des calories.

Ensuite l'analyse est complétée par un autre produit en faisant de la structure alimentaire avec les caractéristiques agro nutritionnels et socio-historiques.

Les budgets alimentaires : Ils apparaître la valeur des dépenses de consommation dans les budgets des ménages, de se fait la consommation alimentaire est considérée comme étant une part de la consommation total au niveau de dépense et le résultat du choix de consommateur dans l'affectation de leurs budgets. Elle s'articule donc sur les acquis de l'analyse néo-classique du choix des consommations.

## **II.2. Les approches qualitatives**

Ces approches sont le résultat d'un ensemble de motivations et de facteurs socio-culturels c'est ainsi que la consommation peut être complétée par analyse :

- Des modalités de consommation conduisant à prendre à des questions du type ou consomme t -on ,Avec qui et quelles sont les règles ?.
- En terme des styles alimentaires

## **II.3. Style alimentaire**

La conception des « styles alimentaires » repose sur une définition pluridimensionnelle de la consommation alimentaire , en intégrant tous les comportements .En effet l'analyse des comportement a été limitée aux choix des produits par le consommateur (préférences individuelles, en fonction des disponibilités , en fonction des habitudes socio-historique ou en fonction des revenus ...) cette conception est apparue petit à petit , et au fur et à mesure que les économistes se sont intéressés à l'existence du travail domestique et d'une manière plus globale aux phénomènes non marchands , même dans le cadre d'une approche économique. Dans cette approche « socioculturelles » la consommation alimentaire est définie comme un ensemble de pratiques sociales liées aux produits consommés .ces pratique sont associés à des représentations sociales et acquièrent de ce fait une dimension symbolique .cette approche relève trios observations :

- La consommation alimentaire est considérée comme une consommation de plat (L'ensemble des produits transformés par la préparation alimentaire domestique) et non une consommation de

produits isolés. Cette consommation mérite d'être appréhendée et évaluée suivant les différents aspects (techniques et économiques) de la population (modes de préparation, main d'œuvre utilisée, moyens techniques employés) et compte tenu des aspects sociaux (rapport de parenté)

- La consommation alimentaire ou acte de l'alimentation est un acte social et non industriel, il se fait en groupe tout en respectant une gamme de règles propres à la population.
- Sur le plan économique, il est important de connaître les règles de constitution de ces groupes dans le but de préciser les disparités sociales, c'est-à-dire qui mange quoi « mais cette identification n'est pas séparée de toute une série de constitution de groupes de commensabilités par sexe et par âge, distinction des rapports alimentaires selon leur origine, dimension spécifique de la consommation extérieure par rapport à ces règles ».

### **III. Caractéristiques des modèles de consommation alimentaire :**

#### **III.1. Présentation des principaux modèles de consommation dans le monde :**

Selon L .Mallassis on distingue 05 modèles théoriques définis comme suit :

- Rurale traditionnelle forte auto-consommation un troc traditionnel.
- Rural diversifié (auto- consommation).
- Urbain privilégié (occidental)
- Urbain marginalisé (bidonville)
- Urbain moyen.

#### **III.2 La consommation dans les pays à économie planifiée**

Dans une économie socialiste, la consommation est considérée à la fois comme un phénomène social et individuel, elle a pour objectif la satisfaction maximum des besoins sociaux et concerne aussi bien les activités courantes que futures. De ce fait, elle devient un objet de la politique de développement économique et culturel, elle constitue le point de départ des plans de croissance économique .Elle est conçue également comme un moyen d'affirmation et d'épanouissement de la personnalité sur la plan individuel, et un élément moteur du développement économique et social. En effet, ce n'est que dans la mesure où les besoins de l'individu sont satisfaits que celui-ci s'intéresse à la croissance économique nationale.

La nécessité de planifier la consommation dans une économie socialiste découle de l'impératif national de satisfaire les besoins physiologiques, esthétiques et de qualité d'une part et d'autre part du système de gestion de l'économie socialiste. Ces fins sont garanties par le plan de la consommation, ou l'Etat garantie une entière satisfaction dans les domaines de la consommation collective.

Le plan de la consommation concerne toute la population, de manière à répondre à l'ensemble de leur besoins ; ce qui induit l'obligation d'établir le taux de croissance de la consommation à long et à court terme, ce taux est établi à partir du niveau déjà atteint du développement de la production et la possibilité de la croissance. Le plan doit être en adéquation avec le niveau de développement de la société, des moyens à mettre en œuvre et la nature des besoins à satisfaire en outre il doit refléter la préoccupation du consommateur. En économie sociale il faut coordonner entre la production et la consommation du fait de l'inexistence de rapports directs entre ces deux grandeurs, il est aussi à noter que le plan de consommation est intégré dans le plan économique national. Pour ce qui est du contenu du plan E.WISZNIEWSKI écrit « le plan de consommation détermine le volume et la structure de la demande effective à l'échelle macro-économique, en établissant les prix et les revenus de la population, ayant égard à ses goûts, ses traditions, ses coutumes et ses comportements».

Mais cette demande n'est déterminée qu'avec la fixation des prix et des revenus E.WISZNIEWSKI« il, faut souligner que les organisations centrales de la planification en fixant les prix et les revenus, déterminent une certaine demande de la population, de cette façon elles établissent le volume et la structure de la consommation»

### **III.3 Caractéristique de modèle de consommation occidentale**

Suite au développement industriel et au développement sociale, il s'est formé un MCA qualifié d'agro-industriel marqué d'un certain nombre de caractères :

- MCAO est un modèle à consommation marchande réalisé à haut niveau énergétique dont il présente une forte portion de calories animales.
- MCAO est un modèle de consommation de masse qui s'insère dans une société de consommation de production et de distribution de masse, cela n'exclut guère l'inexistence des disparités entre les couches sociales.



- MCAO est modèle de consommation de masse de produits de forte valeur ajoutée et de plats préparés (services et servis) simplifiant ainsi considérablement les tâches domestiques.
- MCAO est un modèle de internationalisé qui fait appel aux produits des différentes régions du monde résultants de la croissance des échanges alimentaires.
- MCAO est un modèle à coût sociale élevé pour les raisons déjà citées.

### **III.4 Le MCA des pays en développement**

Les MCA des pays développement sont qualifiés de traditionnels agricoles à base d'un nombre de plante généralement à base de céréales de racines ou les deux à la fois et de traditionnels mixtes à base de produits végétaux et animaux.

Ces derniers sont plus rares, caractérisant des conditions agro écologiques spécifiques (c'est les MCA intermédiaires).

Les MCA des pays en développement sont le reflet des modes de production agricole (MPA) à faible productivité de la terre et du travail. Ces MCA sont fermés donc sous-développés et des sociétés de pauvreté, ou les disparités entre les catégories sociales sont plus marquées.

Le MCA traditionnel est influencé par l'accélération de l'urbanisation à des systèmes élevés ou apparaissent de nouveau MCA urbains. Dans les pays en développement la production agricole croit a un rythme très inférieur à celle de la croissance démographique, le déficit enregistré est compensé par des importations notamment les produits de base. (Djermoune, 1990)

### **III.5 Le modèle de consommation méditerranéen**

L'Homme ne consomme pas séparément des aliments isolés, mais il les associe en fonction de ses habitudes alimentaires, lorsqu'il s'agit de régime méditerranéen, selon le constat établi par les épidémiologistes et spécialistes du comportement alimentaire, ces habitudes sont saines. C'est la raison pour laquelle les recommandations nutritionnelles, au lieu de fixer les quantités de chaque nutriment devraient s'attarder à définir un régime sain, équilibré et proposer des méthodes pour déterminer la qualité globale du régime dans son ensemble.

C'est ce que propose l'approche dite de "pyramide guide de l'alimentation " qui recommande l'équilibre convenable entre les groupes d'aliments à consommer, recommandés selon une certaine fréquence, définis pour le modèle méditerranéen qui sont :

- Le premier groupe : les céréales et féculents (base de pyramide), les fruits et légumes, l'huile d'olive et les fromages frais ou yaourts qui doivent être consommés quotidiennement.
- Le deuxième groupe : le poisson, la volaille, les œufs, les sucreries
- Le troisième groupe : les viandes, (quelques fois par mois ou quelques fois par semaine en petite quantité).

#### **IV. Principales définitions retenues par l'enquête**

##### **IV.1. Consommation :**

Il existe plusieurs définitions de la consommation des ménages. Elles diffèrent selon l'objectif visé pour l'estimation et l'analyse de cette consommation et selon les sources d'information.

La première considère la consommation des ménages comme un ensemble de produits et de services acquis par les ménages à partir de revenu.

Par contre, la deuxième comprend d'autres définition plus larges qui prennent en considération, en plus des produits et services, tous les produits et services fournis aux ménages par l'état et les institutions à but non lucratif, à titre gratuit ou à des prix symboliques, tels que les, soins gratuits en Algérie, l'enseignement ...etc.

Dans cette approche, les services gratuits ou à des prix symboliques sont estimés.

La définition la plus répandue de la consommation des ménages est celle qui est résultat des enquête sur le budget des ménages e »t qui appelées ainsi consommation finale des ménages. (ONS, 1992)

##### **IV.2.Ménage ordinaire :**

Est généralement composé de personnes vivantes ensemble sous le même toit, sous la même responsabilité d'un chef de ménage, préparant en général ensemble les principaux repas.

Les personnes sont liées entre elles par le sang, le mariage ou par alliance. Une personne vivante seule dans un logement peut constituer un ménage.

#### IV.3.Chef de ménage :

C'est une personne, l'homme ou la femme, résidante qui décide en générale de l'utilisation de l'argent du ménage, ou qui est reconnue comme étant chef par les membres de ménage.

#### IV.4.Décile population :

Une tranche contenant 10% de la population totale après classement des ménages selon la dépense moyenne par personne. Le résultat obtenu est 10 tranches de dépenses population/Déciles

Le premier décile est constitué de la population dont la dépense annuelle par tête est la plus faible. La deuxième tranche est constitué par les 10% dont la dépense moyenne est immédiatement supérieure, et ainsi de suite jusqu'aux dixième déciles. Les déciles extrêmes constituent des ensembles très hétérogènes, et de ce fait, la consommation moyenne dans ces déciles peut s'avérer très éloigné de certains ménages proches des bornes de ces déciles.

#### IV.5.La taille du ménage :

C'est le nombre de personnes par ménage. Il y eu un regroupement des ménages selon des tranches de taille tels que :

- ❖ Ménages de taille inférieure ou égale à 3 personnes
- ❖ Ménages de taille comprise entre 4 et 6 personnes
- ❖ Ménages de taille comprise entre 7 et 8 personnes
- ❖ Ménages de taille supérieure ou égale à 9 personnes

**IV.6.Catégorie socio-professionnelle (CSP) :**La CSP est déterminée à partir de la profession, de la situation individuelle du chef de ménage

**Tableau N° 2: catégorie socio-professionnelle (CSP)**

CODE	INTITULE
CSP 1	Employeurs
CSP 2	Indépendants
CSP 3	Cadre supérieure et professions libérales
CSP 4	Cadre moyens
CSP 5	Ouvriers
CSP 6	Employés
CSP7	Manœuvres et saisonniers
CSP 8	Personnels en transition
CSP 9	Inactifs, inoccupés
CSP 10	Non déclarés

## V. Les déterminants sociaux de la consommation :

La classe sociale : la consommation d'un individu varie en fonction des habitudes qu'il a acquises de par son éducation. La production de mode de vie de classe sociale d'origine influence donc la consommation.

- **La CSP** : dans le même ordre d'idée, la consommation peut-être influencée par la catégorie socioprofessionnelle à laquelle appartient l'individu. Ceci s'explique en partie par un besoin de mimétisme et d'identification.
- **L'âge** : un individu âgé consomme par exemple plus de service de santé qu'un adolescent...
- **Le comportement ostentatoire** : le fait de consommer correspond ici à un besoin d'être reconnu par la société comme appartenant à un groupe social particulier.
- **Le mode de vie** : la consommation est en partie influencée par le mode de vie de l'individu.
- **L'effet d'imitation** : la consommation répond au besoin de copier la consommation de la classe supérieure.
- **La publicité** : l'acte de consommer est en partie influencée par la publicité produite par les entreprises. La consommation est donc provoquée par le producteur. On parle alors de « filière inversée ».

Lorsqu'un individu parvient à satisfaire ses besoins primaires, son surplus de consommation sera influencé par ces facteurs non-économiques. De nombreux actes de consommation répondent alors à des phénomènes de mode. Les périodes de ralentissements économiques par contre donnent aux facteurs économiques une place plus importante dans le processus de consommation. (RAMDANE.S, 1992).

# **CHAPITRE II**

## **ALIMENTATION ET SECURITE ALIMENTAIRE**

## **I. Production alimentaire, sécurité alimentaire et population**

Dans une stratégie nutritionnelle générale, la politique alimentaire nationale doit avoir comme objectif principal la sécurité alimentaire des ménages. Assurer la sécurité alimentaire nécessite:

- des approvisionnements en aliments sains et nutritionnellement adéquats, au niveau national comme dans chaque foyer;
- des approvisionnements en aliments raisonnablement stables tout au long de l'année et d'une année sur l'autre;
- l'accès à une alimentation suffisante pour répondre aux besoins de chaque membre du ménage.

Pour assurer la sécurité alimentaire de tous les ménages, chacun doit pouvoir accéder matériellement et économiquement à une nourriture adéquate. Chaque ménage doit posséder les capacités, les connaissances et les ressources pour produire ou se procurer les aliments dont il a besoin. Les nutritionnistes soulignent également que les aliments doivent apporter tous les éléments nutritifs à chaque membre de la famille, et donc constituer un régime alimentaire équilibré fournissant l'énergie, les protéines et les micronutriments nécessaires. (Michael C. Latham, 2001).

Il faut aussi favoriser une répartition des aliments qui assure un bon état nutritionnel à tous les membres du ménage. Le droit à un niveau de vie adéquat, y compris sur le plan alimentaire, est reconnu dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. La sécurité alimentaire pour tous doit être un objectif des politiques nationales de développement, et si cet objectif est atteint, c'est la preuve qu'elles ont réussi.

### **▪ La croissance démographique mondiale**

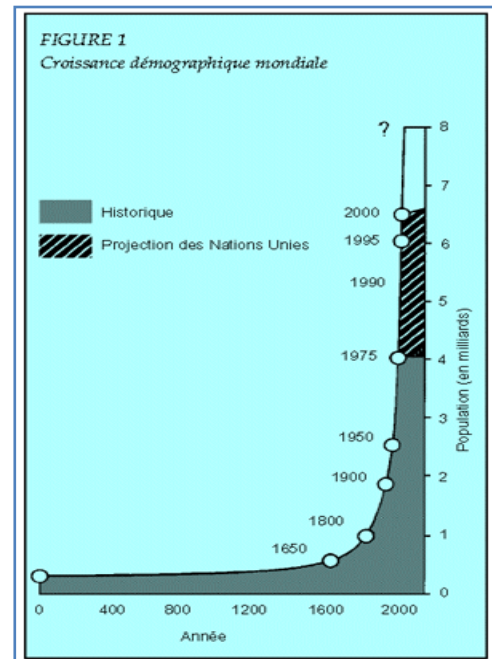
La population mondiale augmente à un rythme alarmant. Si le taux d'accroissement ne ralentit pas dans les quelques décennies à venir, le monde sera confronté à de graves problèmes.

L'accroissement démographique est selon l'ONU le « principal facteur à l'origine de l'augmentation des besoins alimentaires ». Source de pression croissante sur les ressources naturelles difficilement, coûteusement ou lentement renouvelables, il doit - toujours selon l'ONU - être maîtrisé pour assurer un développement durable, qui nécessite sécurité alimentaire et stabilité politique. La stabilisation rapide de la population mondiale est une condition de la sécurité alimentaire durable.

La figure 04 illustre le taux d'accroissement de la population au cours des 20 derniers siècles. Il y a 2000 ans, le monde comptait environ 250 millions d'habitants.

La population a mis 16 siècles pour doubler alors qu'elle n'a mis que deux siècles et demi pour atteindre le milliard en 1850; puis elle a encore doublé en l'espace d'un siècle, passant à 2 milliards en 1950.

Actuellement, la population mondiale double tous les 35 ans et a atteint les 5 milliards avant 1990.



**Figure N 04** : Croissance démographique mondiale

C'est dans les pays d'Asie comme le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan que la pression de la population est la plus marquée et que les répercussions sont les plus grandes. La Chine est le pays le plus peuplé mais le gouvernement fait en sorte que sa population soit raisonnablement nourrie. Il a également mis en place des mesures pour freiner toute augmentation importante de la population.

Actuellement, l'Afrique prise dans son ensemble ne souffre pas de surpopulation. C'est par sa densité que la population exerce, dans certaines régions, une pression sur la répartition des terres. Au Kenya, la population augmente de 3 pour cent par an. A ce rythme - le plus élevé du monde - la population aura doublé en 25 ans. Le pays a peut-être suffisamment de terre, de capacité de production agricole et d'autres ressources pour répondre aux besoins du double, voire du triple, d'habitants. Mais doubler la production agricole ne suffira pas. Le Kenya devra aussi, dans le même temps, c'est-à-dire en moins de 25 ans, doubler le nombre d'écoles, d'hôpitaux, de logements et de tous les services. Et même alors, il n'aura fait que maintenir le niveau actuel de développement. (ONU, 1996).

## **I.1. Sécurité alimentaire**

La définition donnée au sommet mondial de l'alimentation est la suivante :

« La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active » (FAO, 1996-A).

Selon la Banque Mondiale, la sécurité alimentaire est « l'accès pour chaque individu à tout instant à des ressources alimentaires permettant de mener une vie saine et active » (CE et CTA, 1998)

Une définition plus récente est donnée par l'Association pour la Santé Publique : « les gens vivent dans une situation de sécurité alimentaire lorsqu'ils sont en mesure de se procurer une quantité suffisante d'aliments sûrs pour la santé, qu'ils aiment et qui contribuent à assurer leur bonne santé. La manière dont ils se procurent ces aliments doit leur permettre de préserver leur fierté, et celle de leur famille ». (DRHC, 2002).

## **I.2 Historique du concept de sécurité alimentaire**

L'idée de la sécurité alimentaire fut exposée pour la première fois lors de la conférence mondiale sur l'alimentation en 1974. Depuis cette conférence mondiale sur l'alimentation, le concept a évolué. A l'époque, on parlait surtout de sécurité alimentaire nationale. Celle-ci s'apparentait davantage à l'autosuffisance alimentaire sur le plan national - que les pays produisent suffisamment d'aliments pour couvrir les besoins alimentaires - (Africare, 1999).

Selon CE et CTA (1998), l'une des principales leçons que nous ont enseignée les vingt dernières années est que le problème fondamental de l'insécurité alimentaire n'est pas une question de déficit, ou de pénurie temporaire des approvisionnements au niveau national et international qui serait dû à des incidents naturels, mais un problème chronique d'accès à la nourriture des ménages et groupes vulnérables à un pouvoir d'achat trop faible.

En tenant compte de ce nouveau contexte dans lequel se situe la sécurité alimentaire mondiale, le Comité de sécurité alimentaire mondiale, à sa huitième session en 1983, a réexaminé la notion même de sécurité alimentaire et l'a définie en ces termes : « l'objectif ultime de la sécurité



mondiale devrait être d'assurer à tous en tout temps l'accès matériel et financier aux aliments de base dont ils ont besoin » (FAO , 1996-B).

De plus, la famine africaine de 1984 - 1985 a provoqué un autre changement important de perspective, la prise en compte de la stabilité des moyens d'existence des individus. Cette évolution a amené la Banque Mondiale en 1986 à définir la sécurité alimentaire en ces termes : « accès pour tous et à tout moment aux denrées alimentaires nécessaires pour mener une vie saine et active ». Cette définition a été largement acceptée dans les années 1990 car elle illustre parfaitement la notion de sécurité alimentaire, mais avec le temps, quelques qualificatifs y ont été ajoutés (CE et CTA, 1998).

La Conférence Internationale sur la Nutrition (CIN), qui s'est tenue en 1992, a ajouté une dimension nutritionnelle en déclarant qu'assurer la sécurité alimentaire, c'est « permettre à tous d'accéder à tout moment aux aliments salubres et nutritifs dont ils ont besoins pour mener une vie saine et active » (FAO, 1996-B).

Rien ne sert de garantir l'accès à suffisamment de nourriture si les populations ne veulent pas la manger pour des raisons culturelles. A cet effet, des critères tels que la qualité du point de vue nutritionnel, d'accessibilité au sens culturel sont à prendre en compte. C'est dans ce contexte qu'une définition a été donnée au sommet mondial de l'alimentation en 1996.

### **I.3. La sécurité alimentaire au niveau national**

Dans le passé, on a exagéré l'importance du problème de la carence protéique. La mise sur le marché d'aliments riches en protéines relativement onéreux, la supplémentation des céréales en acides aminés et la production de protéines d'organismes unicellulaires, entre autres, furent présentées comme la panacée nutritionnelle. Or, ces méthodes n'ont pas réduit de façon significative la malnutrition protéino-énergétique. Les tentatives faites pour modifier légèrement la composition en acides aminés des grains de céréales par manipulation génétique sont nettement moins utiles que celles qui visent à augmenter les rendements des céréales et autres cultures vivrières ou à permettre aux gens d'acheter les aliments dont ils ont besoin.

L'objectif premier d'une politique alimentaire devrait être de satisfaire les besoins énergétiques des populations, mais il a été relativement négligé. Parmi les populations où l'aliment de base est une céréale, le riz, le blé, le maïs ou le mil, les carences protéiques graves sont rares sauf en cas de carence énergétique ou de dénutrition générale. Et cela parce que la plupart des céréales contiennent 8 à 12 pour cent de protéines et sont souvent

consommées avec une quantité modérée de légumineuses et de légumes. Les carences en protéines touchent alors principalement les très jeunes enfants souffrant de pertes en azote accrues du fait de fréquentes infections. Lorsque l'aliment de base est la banane plantain, le manioc ou d'autres aliments pauvres en protéines, le problème de l'apport protéique peut toutefois toucher d'autres catégories. Si les enfants des pays en développement consommaient légèrement plus de céréales, de légumineuses, d'huile et de légumes, la MPE et les retards de croissance diminueraient énormément, surtout si cela s'accompagnait de mesures de lutte contre les maladies infectieuses. (FAO, 2001).

#### **I.4. Distinction entre la sécurité alimentaire et l'autosuffisance alimentaire**

Les concepts d'autosuffisance et de sécurité alimentaire se distinguent en deux points essentiels :

- l'autosuffisance alimentaire considère que la production intérieure est la seule source de produits vivriers tandis que la sécurité alimentaire prend en compte les importations commerciales et l'aide alimentaire comme source possible de l'offre alimentaire.

- l'autosuffisance alimentaire ne se réfère à la disponibilité en produits vivriers domestiques qu'au niveau national alors que la sécurité alimentaire prend en considération les composantes de stabilité de l'offre et d'accès aux aliments par la population (FAO, 1999).

En effet, le concept de sécurité alimentaire suppose le recours au commerce international comme une composante essentielle de l'offre. Contrairement à celui d'autosuffisance, ce concept ne fait pas référence à une stratégie de développement autocentré mais s'inscrit dans une logique de développement fondée sur la spécification internationale et les avantages comparatifs (Azoulay et Dillon, 1993).

#### **I.5. Types d'insécurité alimentaire**

L'insécurité alimentaire représente l'inquiétude liée à une capacité limitée ou incertaine de se procurer et de consommer une quantité suffisante d'aliments nutritionnellement approprié par les moyens habituels (DRHC, 2002).

Selon Azoulay et Dillon (1993), l'insécurité alimentaire est un terme qui regroupe l'ensemble des situations où des populations souffrent ou risquent de souffrir des manifestations de la faim c'est-à-dire des diverses formes de

malnutrition ou de la famine. Des conceptions non identiques engendrent également des typologies différentes.

La Banque mondiale considère qu'il existe deux types d'insécurité alimentaire : l'insécurité alimentaire temporaire et l'insécurité alimentaire chronique. Cependant, la FAO (1999) et Africare (1999) en considèrent trois types : L'insécurité alimentaire chronique, l'insécurité alimentaire saisonnière et l'insécurité alimentaire cyclique. Dans le cadre de notre formation nous prendrons en compte la dernière typologie qui permet une compréhension plus approfondie du phénomène.

### **I.5.1. Insécurité alimentaire chronique**

Elle stipule que l'accès aux aliments des individus, des foyers, des régions, des pays qui souffrent d'une insécurité alimentaire chronique s'avère insuffisant en termes journaliers et ce, indépendamment de la saison ou de la période de l'année (FAO, 1999). Dans une telle situation, les ménages courent continuellement le risque de ne pouvoir couvrir les besoins alimentaires de chacun de leurs membres. Ce pourrait être le cas des ménages qui n'ont pas accès à une terre fertile ou qui sont confrontés à des contraintes permanentes qui limitent leur production.

### **I.5.2. Insécurité alimentaire saisonnière ou cyclique**

Elle est repérable par la mesure de la consommation alimentaire à différents moments de l'année. La cyclicité de l'insécurité alimentaire est surtout due aux variations d'une année à l'autre du niveau de la production en particulier dans le secteur agricole et souvent en conséquence des variations climatiques. Cette insécurité alimentaire est de courte durée mais elle se vit à répétition.

### **I.5.3. Insécurité alimentaire passagère**

Elle est souvent qualifiée de transitoire. Les accidents subits qui provoquent cette insécurité alimentaire peuvent être passagers dans la mesure où la situation retournera à la normale au cours de la période suivante. Cela sous-entend que la crise est temporaire et de courte durée.

Selon la FAO (1999), les accidents les plus courants de ce type là sont les sécheresses, les inondations et les épidémies qui causent la perte de récoltes.

Les personnes ou groupe de personnes concernées par l'insécurité alimentaire sont qualifiés de « populations à risque » ou « populations vulnérables ».

### **I.6. Vulnérabilité et insécurité alimentaire**

Les groupes vulnérables sont des personnes dont la situation économique, sociale, géographique est particulièrement sensible à toute modification de leur environnement. Ils sont en situation de ne pas accéder aux denrées alimentaires, nécessaires à la satisfaction de leurs besoins alimentaires (Azoulay et Dillon, 1993).

Un groupe serait dit vulnérable s'il n'est pas capable de mobiliser des ressources (économiques, capital humain et social) pour faire face à des événements externes défavorables. A cet effet, les groupes vulnérables peuvent être classés suivant des critères tels que :

- la géographie ou la région : zone administrative, rurale urbaine, etc.;
- l'écologie : conditions climatiques, accessibilité, etc.;
- l'économie : activité, niveau de revenu, secteur formel ou informel, superficie de l'exploitation agricole, espèce cultivées, etc.;
- la démographie : hommes, femmes, femmes en allaitement, enfants d'âge scolaire, etc.

### **I.7. Le rôle du nutritionniste dans la politique familiale et la population**

Les nutritionnistes peuvent s'alarmer du taux d'augmentation de la population mondiale. Par exemple, le Kenya comptait en 1994 26 millions d'habitants; il en comptera 50 millions en 2020. Les nutritionnistes s'inquiètent des conséquences de cette croissance démographique, pénuries de terre et concentration de taudis dans les zones urbaines par exemple. Dans leur travail toutefois, les nutritionnistes traitent habituellement des problèmes des familles ou des communautés. Il est important donc d'aider les personnes, en particulier les couples, à comprendre les avantages qu'offre la famille de petite taille par rapport à une famille nombreuse qui nécessite plus de ressources, plus de nourriture, plus de soins, plus de temps, plus de frais scolaires, plus d'argent, etc.

## **II. Situation actuelle de l'alimentation et de l'agriculture mondiale**

Actuellement, la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture est caractérisée par des cours internationaux qui restent élevés et instables sur le marché des denrées alimentaires et par la persistance de la faim et de la malnutrition dans de nombreuses régions du globe. (FAO, 2012)

Cette situation suscite des préoccupations croissantes quant à la durabilité à long terme des systèmes de production agricole et vivrière. Ces problèmes étaient au cœur des débats qui ont eu lieu récemment à l'occasion de la Réunion des Ministres de l'agriculture du G20 et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenues l'une comme l'autre en juin 2012, qui soulignaient la nécessité de promouvoir une croissance durable de la productivité agricole afin d'aider à éradiquer la faim et à assurer une utilisation plus efficiente des ressources naturelles.

### **II.1. Prix réels élevés des aliments**

Après une baisse, en valeur réelle, au cours des années 80 et 90, les cours internationaux des produits alimentaires ont commencé à augmenter en 2002, semblant ainsi marquer une inversion de cette tendance à long terme. En 2011, l'Indice FAO des prix des aliments (FPI) avait atteint un niveau qui était plus du double de celui de 2000-2002. Chose plus importante encore, les prix réels sont restés, pendant plus de dix ans de suite, au-dessus du niveau bas de la période précédente. Cela représente, pour les prix réels, la hausse cyclique soutenue la plus longue des 50 dernières années. Les cours internationaux des aliments ont légèrement fléchi par rapport à leur pic de 2011, mais ils restent nettement supérieurs aux moyennes historiques et le prix des céréales a connu une nouvelle hausse au milieu de l'année 2012.

Parmi tous les produits repris dans le FPI de la FAO, ce sont le sucre, les huiles et les céréales qui ont le plus augmenté en 2010 et au début de 2011. Les prix du sucre ont été encore plus instables que ceux des autres produits compris dans cet indice. Les prix de la viande ont connu la hausse la plus faible et des fluctuations moins marquées. Les prix des produits laitiers sont restés inférieurs à la moyenne du FPI depuis la fin de 2010 et ont nettement fléchi ces derniers mois.

Les cours internationaux des produits alimentaires devraient, selon les *Perspectives agricoles de l'OCDE* (Organisation de coopération et de développement économiques) et de la *FAO 2012-2021*, se maintenir à un niveau élevé lors de la prochaine décennie (OCDE-FAO, 2012).

Depuis 2000, les prix des aliments à la consommation ont augmenté plus rapidement que les autres prix à la consommation dans 160 des 166 pays pour lesquels des données étaient disponibles. L'inflation des prix des aliments a largement dépassé l'inflation de l'ensemble des prix à la consommation, allant parfois jusqu'à la dépasser de 10 points de pourcentage dans 73 pays et de 20 points de pourcentage dans 55 autres pays et la dépassant de plus de 30 points de pourcentage dans 12 pays. Quelques exemples montrent que l'inflation des prix des aliments a été particulièrement forte dans des pays comme la Chine, le Rwanda et la Thaïlande.

La hausse et l'instabilité croissante des prix des produits agricoles peuvent s'expliquer, notamment, par les facteurs suivants:

croissance démographique et hausse des revenus par habitant, migration vers les villes et changements correspondants des régimes alimentaires dans les pays en développement, impact de conditions météorologiques extrêmes sur la production, chocs au niveau des politiques commerciales et augmentation de la demande de matières premières pour la production de biocarburants (OCDE-FAO, 2012).

L'impact des transactions commerciales spéculatives sur l'instabilité des prix a en outre fait l'objet de longs débats. Ces facteurs, combinés aux difficultés affectant de plus en plus l'approvisionnement en ressources naturelles, soulèvent des questions quant à la capacité de l'agriculture mondiale à faire face à la croissance de la demande.

## **II.2. Tendances de la production, de la consommation et du commerce des produits agricoles**

### **II.2.1. Réactions au niveau de la production agricole**

La croissance de la production agricole mondiale a marqué le pas entre les années 60 et les années 80, avant de recommencer à augmenter plus rapidement ces dernières années (FAO, 2012).

La croissance totale de la production végétale suit en général la tendance de la croissance globale de l'agriculture, alors que dans le secteur de l'élevage, la croissance de la production ne s'est pas accélérée ces derniers temps, peut-être parce que les prix des produits de l'élevage n'ont pas augmenté autant que ceux des cultures.

Quant à la croissance de la production agricole par habitant, elle a très légèrement fléchi dans les dernières décennies du siècle écoulé, avant de remonter fortement depuis 2000. La baisse, puis la reprise de la production par habitant ont été plus marquées pour les cultures que pour l'ensemble du secteur agricole.

Au cours de la dernière décennie, les régions ont eu des réactions très diverses, sur le plan de la production. En Amérique latine, la production agricole a augmenté de plus de 50 pour cent entre 2000 et 2012, le Brésil réussissant, pour sa part, à augmenter sa production de plus de 70 pour cent. En Afrique subsaharienne, la production agricole a progressé de plus de 40 pour cent.

La région Europe de l'Est et Asie centrale a relevé sa production agricole de près de 40 pour cent et commence à s'imposer comme un grand fournisseur mondial de denrées alimentaires. En revanche, en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, la production n'a augmenté que de quelque 20 et 6 pour cent, respectivement, depuis 2000.

En fait, la production de tout le groupe des pays de l'OCDE n'a augmenté que de 14 pour cent sur cette période, alors que les BRIC (Brésil, Fédération de Russie, Inde et Chine) ont vu leur production augmenter de 39 pour cent, les pays les moins avancés, de 54 pour cent et le reste des pays en développement, de 45 pour cent.

## **II.2.2. Consommation alimentaire**

Malgré l'augmentation des prix, on a assisté à une forte augmentation de la consommation alimentaire par habitant dans la plupart des pays émergents et en développement du fait de la croissance rapide des revenus.

La région Europe de l'Est et Asie centrale a connu la croissance la plus forte de la consommation alimentaire par habitant depuis 2000, avec une hausse de 24 pour cent, suivie par l'Asie, avec une hausse de près de 20 pour cent. En Afrique subsaharienne, la consommation alimentaire par habitant a augmenté rapidement de 2000 à 2005, mais la hausse des prix dans la seconde moitié de la décennie semble avoir freiné toute nouvelle croissance, de sorte que la consommation alimentaire par habitant n'a augmenté que de 11 pour cent entre 2000 et 2012. Comme on pouvait s'y attendre, la consommation alimentaire par habitant est restée stagnante en Europe de l'Ouest et a baissé en Amérique du Nord, étant donné que les niveaux de consommation y étaient déjà élevés.

## **CHAPITRE III**

# **LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE EN ALGERIE**



## **I. Dynamique de la consommation alimentaire et son évolution de 1967 à 1988 :**

Le problème de connaissance de la dynamique de la consommation alimentaire reste fondamental, mais difficile à cerner.

En fait la multiplicité et la diversité des rations de base disponible laisse l'évolution de la situation alimentaire imprécise et douteuse.

En Algérie le niveau de consommation est souvent déterminée pour le niveau des approvisionnements notamment la production.

## **II. Place de la consommation alimentaire dans les textes doctrinaux en Algérie**

“ Les projets de politique agricole et alimentaire adoptés en Algérie ont longtemps avancé comme préoccupation centrale, la nécessité de définir une stratégie alimentaire dont l'objectif premier consistait à produire, par une série de mesures techniques, économiques et sociales, de façon à réduire la dépendance au marché mondial. Cette option était conforme à la démarche globale du développement économique et social qui affichait d'emblée, par un programme ambitieux dont le noyau était l'industrialisation, une volonté d'indépendance et de sécurité alimentaire du pays ” (Tounsi, 1995) et “ depuis l'indépendance, de très nombreux textes législatifs et politiques ont toujours souligné la volonté des différents gouvernements et du parti au pouvoir jusqu' en 1989, de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Bedrani S. et Assami M. 1995)

Il apparaît clairement dans les plans de développement et de la charte nationale une volonté de satisfaire l'ensemble des besoins, du fait que l'amélioration de la ration alimentaire moyenne sur le plan quantitatif et qualitatif a constamment été considérée par les autorités comme un objectif nutritionnel important.

Le premier plan quadriennal fixe comme objectif de “ nourrir et mieux nourrir une population en croissance rapide ” quant au second plan quadriennal, les objectifs recherchés veillent à atténuer les écarts entre les villes et les campagnes et une diversification de la consommation.

L'idée se poursuit dans le premier plan quinquennal par une “ amélioration quantitative et qualitative ” de la ration alimentaire. Enfin, le second plan quinquennal affirme une amélioration de la ration journalière dans le sens d'un meilleur équilibre nutritionnel

Il est important d'esquisser avec plus de détails les différents objectifs retenus dans la stratégie explicite en matière de consommation.

### **III. Dans les plans de développement**

#### **III.1. Le premier plan quadriennal (1970-1973)**

Dans son préambule précis que la révolution agricole vise à la satisfaction de l'ensemble des besoins par les ressources nationales " cette révolution agricole vise la restauration complète de la production dont l'objectif est de nourrir et mieux nourrir une population en croissance rapide ". (Anonyme, 1970)

Cette affirmation renferme un aspect global " satisfaction des besoins " et un aspect qualitatif "mieux nourrir "; cependant pour atteindre ces objectifs, il apparaît que les potentialités nationales ne sont pas maîtrisées. La hiérarchisation des besoins alimentaires n'est pas maîtrisée. La hiérarchisation des besoins alimentaires n'est pas indiquée, de même que les facteurs déterminants la consommation alimentaire (prix, revenu) n'ont pas été pris en compte. Le plan prévoit en outre une évolution de la consommation alimentaire avec la mise en place des conditions propices au développement agricole, ainsi que de favoriser les spéculations les plus rentables et adapter la production à l'évolution du modèle de consommation.

#### **III.2. Le second plan quadriennal (1974-1977)**

Les recherches de consommation alimentaire visent d'une part à atténuer les écarts entre les villes et les campagnes et à l'amélioration de la consommation pour les catégories sociales les plus pauvres, par l'élimination de toute forme de sous-alimentation, et d'autre part une diversification de la consommation par la substitution progressive de produits riches aux produits de base.

Le plan souligne que " malgré le retard de la satisfaction de l'alimentation de base des plus pauvres, les besoins alimentaires se diversifient et la prochaine période devra être caractérisée par une nouvelle phase où commence la substitution progressive des produits riches en protéines et légumes frais aux produits de base telles les céréales et les huiles ".

Désormais, les axes d'action de la politique agricole à long terme seront exclusivement guidés par la recherche de la satisfaction des besoins alimentaires nationaux...

L'action future tendra vers. L'adaptation des objectifs de production aux besoins de consommation....

Il préconise également " un changement important du marché interne des biens de consommation " pour garantir aux pauvres la satisfaction des besoins en matière d'alimentation de base.

La classification des besoins est introduite, de même que la notion de “ produits de base ”. Dans cette optique, le plan prévoit un accroissement des produits agricoles et alimentaires. Il affirme que cette couverture des besoins est atteinte par l'application de l'intensification pour les cinq principales productions (céréales, légumes secs, maraîchages, lait, viandes).

Il en résulte ainsi que les potentialités réelles en matière d'offre et les moyens de l'accroître ne sont pas précis.

### **III.3. Le premier plan quinquennal (1980-1984)**

L'objet de ce plan est la concrétisation des objectifs retenus, l'amélioration de la consommation des catégories les plus pauvres et la diversification de la ration alimentaire en prévoyant “ une amélioration quantitative et qualitative importante à partir d'une augmentation annuelle de la consommation de 5 % par habitant ”. Mais ceci reste tributaire de la politique des revenus et des prix pour l'amélioration de la consommation des couches les plus pauvres et des capacités de production à s'adapter à l'évolution de la demande “ afin d'éviter les distorsions entre le pouvoir d'achat et les potentialités ”.

Il préconise une réduction progressive des dépenses d'alimentation des ménages de 52 % à 46 % en reconnaissant que le déficit alimentaire va être encore comblé par le recours, de façon importante au marché extérieur.

Ainsi le planificateur affine les instruments d'évaluation des besoins alimentaires et donc, apporte un éclaircissement aux possibilités de la production nationale. (Anonyme, 1980/1984).

## **IV. Historique des enquêtes alimentaires**

Les enquêtes de consommation ont pour objet l'observation directe du comportement économique des ménages de condition économique et sociale différentes.

L'histoire de ce genre d'enquêtes remonte au début du XIXème siècle. Depuis, une multitude d'enquêtes ont été réalisées dans différents pays, dont les contenus différaient d'une enquête à l'autre dans presque tous les aspects.

### **IV.1. Les enquêtes alimentaires**

Les enquêtes sont des méthodes précises et directes pour apprécier le niveau alimentaire. Donc, elles permettent de calculer et de quantifier les aliments réellement consommés et dont la population enquêtée est parfaitement connue : âge, sexe... (Badillo D., 1980)

Trois techniques principales sont généralement utilisées pour évaluer la consommation des familles (Toury J., Sankale M. et all, 1974).

**1. La méthode de l'interview** qui consiste à interroger les intéressés sur les quantités des denrées consommées et sur les dépenses alimentaires effectuées au cours d'une période déterminée.

**2. La méthode de l'inventaire ou du carnet** dans laquelle les quantités et la valeur monétaire des aliments achetés ou obtenus d'une autre manière par les personnes enquêtées ; il faut dans ce cas procéder également à l'inventaire des denrées existant à la maison à la fin et au début de l'enquête et noter les quantités non consommées.

**3. La méthode par pesée des aliments** (préférable dans les pays à faible taux d'alphabétisation des populations et où il est observé de l'importance de l'autoconsommation, surtout en milieu rural). Elle exige des enquêteurs conscients qui soient présents au moment de la préparation du repas, afin de procéder aux pesées, elle nécessite malgré tout quelques interviews concernant le prix des denrées achetées et les aliments éventuellement consommés en dehors des repas.

## **V. Les enquêtes déjà effectuées en Algérie :**

En Algérie quatre enquêtes ont été effectuées ; à plus ou moins grande échelle depuis l'indépendance et deux autres lors de la colonisation, dont une à la fin des années cinquante. En plus d'un certain nombre de micro - enquête tel que celle effectuée " en milieu scolaire en 1990 "

## **VI. La situation alimentaire des Algériens en 1937 :**

C'est une constatation de l'alimentation des indigènes de l'Algérie (les populations musulmanes) en 1937 dont les données ont été réunies par ordre de Mr George LE BEAU gouverneur général de l'Algérie de l'époque.

### **VI.1. Enquête de 1959 :**

La première enquête a été réalisée en 1959 par les services des statistiques générales de l'Algérie, auprès des ménages musulmans. La taille de l'échantillon s'élevait à 2100 familles rurales et urbaines, réparties en 10 strates. L'enquête a duré de juillet à décembre 1959. Chaque famille a été visitée une fois par jour pendant cinq jours consécutifs. (Djellatou D. 1987)

Il a été procédé à une stratification avant le tirage de l'échantillon. Trois critères ont été retenus pour la stratification :

- Le degré d'urbanisation.
- Le critère ethnique (arabophone, berbérophone).
- Le critère régional (distinction entre le nord et le Sud de l'Algérie).

## **VI.2. Enquête de 1966/1969**

Il s'agit de la première enquête réalisée en Algérie indépendante, en débutant par le grand Alger entre août 1966 et septembre 1967 après environ un mois elle s'est étendue à toute l'Algérie jusqu'à mars 1969.

Le but de cette enquête a été décrit par A.AIT YOUNES a nos yeux, et en dépit de l'importance de ce type d'analyse, l'enquête devait aussi fournir l'image de l'état de l'alimentation du pays au moment où d'énormes efforts sont investis pour améliorer les conditions de vie des masses laborieuses et dont la méthode s'est inspirée des enquêtes de Tunisie et du Maroc et fut une utilisation de la méthode de l'interview pour le côté budgétaire et la méthode par pesée pour ce qui est de l'alimentation (en quantité) et en cernant non seulement les achats ; mais aussi l'autoconsommation et le non monétaire l'enquête portait sur toute l'Algérie sauf pour les ménages collectifs tel que les internats, les casernes, les hôpitaux et les ménages inaccessibles (montagnards).

Le dépouillement consiste à classer les 222 articles et établir une table de conversion en quantités pondérales tel que « acheté » (TA) et partie comestible aussi qu'établir une table de composition des aliments Algériennes en donnant : les calories, protéines, lipides, les sels minéraux, vitamines et les acides aminés. Après le dépouillement on a obtenu :

- ✓ Présentation des denrées, pour chacune d'elles par groupe d'aliment et par sous groupes d'aliments.
- ✓ Présentation de la composition de chaque ration moyenne en éléments nutritifs et quelques ratios d'équilibre.

L'enquête a donné les moyennes en quantités physiques et nutritionnelles en fonction des zones sociogéographiques et pour les catégories socioprofessionnelles.

## **VI.3. Enquête de 1976**

C'est une enquête réalisée par le ministère de l'agriculture et de la réforme agraire direction des études de la planification au long de l'année 1976 et qui a porté sur la consommation alimentaire des ménages dans les exploitations agricoles du secteur privé au nord de l'Algérie.

Le champ de l'enquête était de 2250 ménages tiré au sort parmi 25000 ménages soumis à une enquête approfondie sur la structure agricole ; ces ménages sont eux-mêmes représentatifs de quelques 857000 exploitations du nord Algérien.

On procéda par la méthode des pesées des produits consommés sans oublier de peser le stock au début et à la fin de l'enquête qui a duré une semaine complète deux fois à six mois d'intervalle afin de saisir les variations saisonnières.

Cette enquête est venue pour combler des informations sur l'alimentation en milieu rural et permettre une mesure de l'autoconsommation et voir les niveaux et qualités de tout ces ménages à l'égard de leurs besoins ainsi des renseignements sur les variations saisonnières, zone écologique, taille de ménages et le coût de l'alimentation en regard du budget familial.

#### **VI.4. Enquête sur la consommation des ménages Algériens 1979/80:**

L'enquête nationale sur la consommation des ménages Algériens a débuté au 6 mars 1979 sous l'égide de la direction des statistiques et comptabilité nationale au ministère de la planification et de l'aménagement du territoire.

Elle avait comme échantillon initial de 8.208 ménages au niveau national mais le nombre effectivement intégré est de 8.098 pour un taux de sondage de 3.3% le nombre de non réponses a été de 1.3 % en se basant sur la collecte des données concernant ( O.N.S dépense de consommation des ménages algériens : premier résultat et analyse globale issus de l'enquête menée des ménages 1979/80 » séries statistiques sociales, Juillet 1983).

La consommation effective (en quantité et en valeur) des ménages Algériens, de toutes tailles reportées sur l'ensemble du territoire Algérien. Cela en fonction des tranches des revenus ou de dépenses et par catégories socioprofessionnelles (C.S.P) du chef de ménage.

1. L'autoconsommation évaluée au prix du marché.
2. Au la dépense des ménages non destinés à la consommation.
3. Aux revenus des salariés et non salariés.
4. Aux caractéristiques socio-économiques du ménage (C.S.P, sexe, âge.....).

La base du sondage a été fournie par le recensement de la population réalisé en février 1977 puis il y eut le tirage des unités primaires (districts du recensement) et les unités secondaires (ménages).

Par la suite il serait tiré 36 ménages, on à un échantillon de 228 districts, dans chaque strate le tirage de l'échantillon se fait en deux phases :

- a. Dans la première phase on tire au hasard les districts avec probabilité inégales.
- b. à la deuxième phase, on tire systématiquement les résidents dans les districts tirés dans la première phase.

Pour ce qui est de la répartition de l'échantillon des districts et des ménages, on a choisi six secteurs d'habitat, selon cinq zones économique, et selon 22 sous strates.

#### **VI. 5. Enquête sur la consommation des ménages O.N.S 1988,**

L'enquête nationale sur la consommation des ménages ordinaire a été réalisée en 1988, par l'office national des statistiques (O.N.S). Les objectifs qui lui ont été assignés sont multiples : revenus de ménages, structure des dépenses de consommation, niveau des dépenses globales situation alimentaire, état nutritionnel, analyse de la demande par produit.....

Il s'agit d'une enquête par sondage aléatoire auprès d'un échantillon de 10618 ménages représentant environ 77200 individus, de plusieurs niveaux sociaux et répartis sur l'ensemble du pays, tels que les strates géographiques et les tranches de dépenses. Cette enquête est représentative de quelque 3213118 ménages en Algérie pour population à l'époque de 23375000 Person.

Les objectifs tracés pour cette enquête sont :

- Fournir les données de base nécessaires à l'élaboration de politiques en matière de planification économique et sociale, et faciliter la détermination des besoins ou la fixation d'objectifs.
- Etablir la structure du budget des ménages selon les différentes fonctions de consommation, selon les différents groupes, sous-groupes ou produits de consommation.
- Permettre l'évaluation de l'incidence de mesures économiques ou sociales existantes ou prévues sur les conditions de vie des ménages en ce qui concerne les changements dans la structure des dépenses et la consommation des ménages (par exemple : quel est l'impact d'une hausse des revenu sur la structure des dépenses pour les ménages à faible revenu.
- Fournir des données de base nécessaires à l'établissement du budget du ménage type.

- Fournir des renseignements sur les aspects particuliers des conditions de vie des ménages, tels que la consommation alimentaire, logement, santé.....
- Etudier les structures de consommation par catégories socioprofessionnelles, classes de dépenses, le secteur d'habitat.....
- Mettre sur pieds une politique des prix.
- Analyse de la demande : calculer les différents coefficients d'élasticité de la demande de certains produits par rapport à la dépense totale.
- Mesurer l'incidence des mouvements démographiques (exode rurale, migration,...) sur la consommation.
- Fournir des pondérations plus récentes pour le calcul des indices des prix à la consommation.
- Permettre l'élaboration des comptes des ménages par la comptabilité nationale.
- Analyse nutritionnelle et évaluation de la situation alimentaire.
- Distribution des revenus des ménages Algériens.

Mais il y a deux autres enquêtes celles de 1995 et 2000, mais ils n'ont pas été publiés suffisamment et convenablement, parce que les dernières données officielles pour la consommation des ménages Algériens est due à l'enquête de ONS (1988) ; donc se sont des données très anciennes c'est pour cela nous avons choisi de faire cette enquête pour voir les changements socioéconomiques pour notre population enquêtée et pour avoir des données nouvelles pour cette société.

#### **VI.6. Enquête de 1988/1989**

Il s'agit de l'enquête dont les résultats font l'objet de la présente étude. Elle est réalisée à mi-janvier 1988 à la mi-janvier 1989, établie par l'Office National des Statistiques-ONS-.

L'enquête de 1988 en Algérie a été réalisée sous le titre « Enquête sur les dépenses de consommation des ménages ».

Les dépenses de consommation prises en considération comprennent toutes les dépenses monétaires effectuées par les ménages ainsi que les acquisitions et services reçus sans contre partie monétaire, tels que l'autoconsommation, les dons, les trocs, la rétribution en nature... pour ses besoins en tant quantité ou séparément, par chaque membre du ménage, tel que :



- Toutes les dépenses pour l'acquisition des produits alimentaires à la fin de consommation collective à la maison, ou la consommation individuelle à l'extérieur du domicile, et ce que soit la provenance.
- Toutes les dépenses d'acquisition de vêtement, de meuble d'équipements ménagères, de moyens de transport...destines à l'utilisation du ménage, quelle qu'en soit la provenance.

# **CHAPITRE IV**

## **LES CHANGEMENTS SOCIO –ECONOMIQUES EN ALGERIE**

## **I. Régimes et modèles de consommation alimentaire en Algérie :**

Le changement alimentaire se fait sur la base d'un processus de "diffusion imitation" en Algérie les modèles de consommation sont diversifiés qu'il y a de catégories sociales ; modèle urbain de la bourgeoisie rurale et citadine au modèle rural dit traditionnel par les différentes enquêtes on peut distinguer trois types de modèles de consommation:

- **Un modèle rural "traditionnel"** : qui concerne la moitié des habitats de la campagne algérienne.
- **Un modèle semi rural:** concerne les "paysans moyens" et toutes les couches moyennes de villes et villages secondaires, l'autoconsommation alimentaire des produits des exportations agricoles.
- **Un modèle urbain à semi urbain:** évoluant sans cesse, notamment en zones agglomère; l'exode rural; l'urbanisation ; le choc des idées et la proximité d'Alger et des villes Européennes ont fait l'algérien moyen habitant les villes a eu tendance à voir évoluer ses habitudes alimentaires.

En Algérie comme partout ailleurs au Maghreb l'évolution des modèles de consommation s'est fait lentement lorsque les conditions démographiques et socio-économiques de la période précoloniale permettaient que soit assuré un certain équilibre entre les populations et les ressources.

- Passage net de l'économie de subsistance à l'économie moderne (monétarisation des transactions; pouvoir d'achat)
- Extension du réseau de transformation et de distribution des produits de consommation.
- Généralement des processus de substitution entre produits alimentaires et entre aliments.
- Création, diffusion et vulgarisation de nouveaux besoins mais aussi, une certaine déconnexion de l'offre et de la demande alimentaire. (RAMDANE, 1992)

## **II. La stratégie algérienne pour assurer la sécurité alimentaire**

La stratégie Algérienne vise à assurer l'indépendance économique et de permettre à l'ensemble de la population d'avoir accès à l'éducation ,à la santé et à l'état nutritionnel satisfaisants .les ressources disponibles pour atteindre ces objectifs provenaient essentiellement des bénéfices tirés de l'exportation du pays (Jean .Paul GRANGUD 1995) l'augmentation des prix de pétrole les dernières années fait augmenter le PIB(production interne brut ) à 131,2

milliard \$ en 2007 (4,8% de 2003 à 2007) ce qui améliore le niveau de vie et diminue le taux de chômage en 2007 à 12,3% cette amélioration de revenu favorise l'importation surtout de type alimentaire pour satisfaire les besoins de 33 millions d'habitants.

### **II.1. Relèvement de secteur agricole :**

Le secteur agricole en Algérie reste très loin de satisfaire les besoins alimentaires de la population ; Mr : Omar Aït Amar chargé des études au ministère de l'agriculture à indiquer que sur les 238 millions hectares de terres, il n'y a que 8,5 millions d'hectares de terres cultivables soit 3,5%.

D'autre part l'avancée anarchique va à contre sens de la politique de l'Etat pour lutter contre la dépendance alimentaire de l'Algérie ; donc les terres agricoles doivent être soigneusement gardées si l'on veut relancer sérieusement ce secteur.

Le secteur de l'agriculture enregistre un taux de croissance de 5,9% en 2007 (rapport sur l'Algérie).

L'Algérie dépense beaucoup d'argent pour encourager les agricultures en vue d'améliorer le rendement à l'hectare et lutter contre la désertification, la salinisation, et la pollution des nappes pour soigner la production qui amène à une autosuffisance en légumes et fruits (sauf les fruits exotiques) mais toujours l'Algérie est loin de l'autosuffisance en terme générale pour des raisons climatiques (climat semi-aride, de faible possibilité actuelle d'irrigation) de relief 84% de désert (Anonyme, 2008)

### **II.2. les importations:**

Malgré tout le volontarisme qui a empreint la politique économique, suivi jusque là par l'Etat, cela n'a pas empêché le développement de l'importation alimentaire au détriment de la production qui pouvait être fournie par le marché local.

La facture d'importation des produits alimentaires passe de 2,6 milliards de Dollars en 2003 à presque 5 milliards de Dollars en 2007 (Lyés menacer –Alger, le soir). L'Algérie est le plus grand importateur des produits agricoles de l'Afrique.

**Tableau N°03 : les importations de l'Algérie en denrées alimentaires en 2007**

Denrée	Coût de l'importation en milliard	%
Céréales	1,8	38
Produits laitiers	1,1	22
Sucres	34,8	8

Source : Anonyme, 2008 A

En Algérie il y a actuellement 22000 importateurs. Parmi les moyennes d'intervention utilisées de l'Etat contre les fraudeurs l'interdiction de domiciliation et suspension de l'activité.

**Tableau N° 04: Evolution de l'autosuffisance**

Denrée	1988	1989	1990
Céréales et dérivés	24	51	33
légumes verts	95	91	89
Vian de rouges	71	75	74
œufs consommée	111	119	110

Anonyme, 2008 B

### II.3. Subvention de l'Etat pour maintenir la sécurité alimentaire

La subvention est à l'heure actuelle une fatalité, c'est pour ça l'Algérie débourse 2,5 milliards de dollars au titres des subventions ; prenant de mesures peuvent intervenir par exemple par l'octroi d'une allocation alimentaire, une défiscalisation du produit comme l'exonération de la TVA ou de droit de douane d'un produit pour réduire son prix à la consommation.

L'Algérie et depuis 1996 a opté pour le soutien du prix du pain, si l'Etat venait abandonner ce soutien, le prix de la baguette coûterait 25DA. L'Etat assure donc le différentiel entre le prix au vent de 8,5 DA et le prix réel de 25DA.

D'autre part l'Etat achète le blé à 400 dollars le quintal et le cède à un prix réduit, l'office nationale du lait achète la poudre du lait à 360DA /Kg et le revend aux transformateurs à 159 DA/Kg. Le recoure aux subventions est une solution à l'immédiat mais ne cache –t-il pas l'échec des politiques de développement de certains secteurs de production ou l'agro-alimentaire. (Anonyme, 2008).

### III. Les changements socioéconomiques

Le changement alimentaire se fait sur la base d'un processus de « diffusion-imitation », en Algérie ce dernier se fait grâce à des facteurs connu sous l'appellation : « les changements socioéconomiques».

On peut définir l'évolution générale des prix à la consommation, la pauvreté et le chômage comme des facteurs principales qui ont des effets sur la population algérienne notamment sur la situation alimentaire actuelle.

Le niveau de consommation alimentaire des ménages est conditionné par le niveau de l'offre du produits .il est aussi par le niveau des revenu et celui des prix des produit alimentaires, l'évolution de ce dernier facteur provoque généralement des changements dans les comportements de la population en matière d'alimentation.

Ainsi que la pauvreté et le chômage constituent le cadre d'appréciation de l'évolution des indicateurs sociaux de la conjoncture alimentaire actuelle de l'Algérie.

#### III.1. L'évolution des prix à la consommation

**Tableau N°05 : Evolution des prix à la consommation**

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Indice	120.2	150.8	197.5	240.2	316.3	406.2	488.8	518.4	550.7	562,2

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Indice	558.7	578.2	591.29	611.8	639.8	652.1	663.9	689.81	720.3

Source : [www.ons.dz](http://www.ons.dz)

La série de hausses importantes dans l'indice des prix à la consommation notamment, en 1994 et en 1995 a érodé de manière

significative, le pouvoir d'achat de la majorité de la population et a aggravé le phénomène de la paupérisation accentué, depuis la chute des prix de pétrole en 1986.

En fait l'indice des prix à la consommation sur la base duquel est établi le taux d'inflation date de plusieurs années et ne reflète pas l'augmentation de la proportion "alimentation" dans la consommation des ménages de la majorité de la population. Les hausses des revenus ainsi que le filet social ne compensent pas de telle augmentation.

L'abandon progressif du soutien des prix depuis l'accord élargi avec le FMI qui a prévu la poursuite de la libération des prix, a induit une augmentation significative des prix des biens alimentaires de large consommation (lait, semoule, farine, huiles alimentaires, sucres).

L'indice des prix à la consommation à base 100 (1989) montre un accroissement des prix avec des adéquations plus de 20,2 % à l'année suivante 1990 double en 1992 quadruple en 1995 et arrive au de la de 6 fois en 2004, alors en 2008 cet indice enregistre 207,3 % ceci montre les changements des prix à la consommation d'une manière spectaculaire en une période de deux décennies.

### **III.2. L'emploi en Algérie**

Au lendemain de l'indépendance, la situation sociale de peuple algérien était dramatique en raison des conséquences de la période coloniale et des dommages subis au cours de la guerre de libéralisation nationale. Le recensement de la population de 1966 constatait un taux de chômage de 32,9 %.

Actuellement, l'économie algérienne, comme les autres économies sous développées, reste caractérisée par son extravasions, sa désarticulation et, enfin, sa domination par les pays à économie plus avancée (dépendance financière et commerciale, retard technologique, etc.). Cette situation a été une des causes de la dégradation des conditions de vie des populations.

Depuis 1986, la faiblesse du niveau général de l'activité économique, conséquence de la baisse des revenus pétroliers et des restrictions budgétaires qui s'en sont suivies, s'est traduite par la diminution des créations d'emplois et l'apparition des compressions d'effectifs pour des raisons économiques. Ceci a réduit de façon très importante les capacités d'accumulation du pays. Les conséquences sociales ont été l'augmentation du nombre de chômage, l'apparition du sous emploi, de la sous alimentation et l'aggravation de la pauvreté.

La période actuelle, caractérisée par une situation de transition vers un nouveau type d'organisation économique (économie de marché), est marquée par des fortes contraintes macro-économiques s'accompagnant de vives tensions sur le marché de l'emploi. (Ahmed MOKADDEM, Expert CENEAP).

### ❖ Le chômage

L'Algérie a la population de jeunes la plus importante et celle qui augmente le plus rapidement. Au dernier recensement (Avril 2008), la population algérienne était estimée à 34.8 millions. Les jeunes sont les plus touchés par le chômage;

En effet les moins de 30 ans représentent 75% des chômeurs et les moins de 35 ans, 87,8%, selon ces données, les femmes représentent 25.8% de l'ensemble de la population active en chômage. Les salariés permanents représentent 35% du total des actifs contre 36% pour les salariés non permanents, les apprentis et les aides familiaux tandis les employeurs et indépendants représentent 29% du total de la population active.

Une enquête de l'O.N.S a relevé que le chômage chez les 16-29 ans a atteint 28,7% en 2006 (26,6% chez les jeunes hommes et 38,6% chez les jeunes femmes). Et lorsque les jeunes ont un travail, près de 77% d'entre eux n'ont pas de numéro de sécurité sociale bien que ce soit obligatoire lorsqu'on travaille en Algérie. Le nombre total des chômeurs en âge de travail avoisine les 3 millions de personnes.

**Tableau N° 06: Population en chômage par groupe d'âge (2003-2006)**

	<b>2003</b>	<b>%</b>	<b>2006</b>	<b>%</b>
<b>-de30ans</b>	1.505.297	72,4	869.879	70,1
<b>+de30ans</b>	572.973	27,6	370.962	29,9
<b>Total</b>	2.078.270	100	1.240.841	100

**Source : Anonyme, 2008 F**

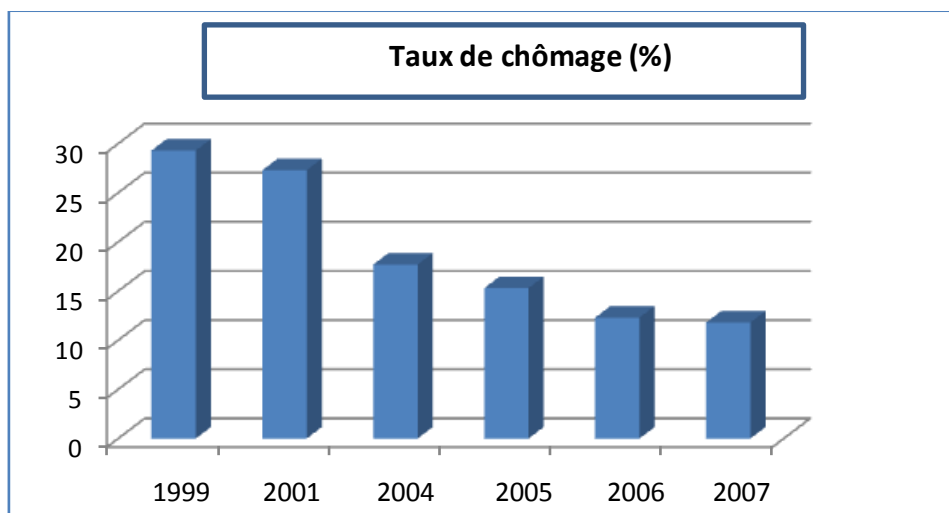
Le taux de chômage a amorcé une baisse continue passant de 29,3% en 1999 à 17,7% en 2004 et à 11, 8 en 2007.



**Tableau N° 07: Evolution du taux de chômage 1999-2000**

Années	Taux de chômage (%)
1999	29,3
2001	27,3
2004	17,7
2005	15,3
2006	12,3
2007	11,8

Source : Anonyme, 2008 F



**Figure N°05: Evolution de taux de chômage**

Le chômage touche particulièrement les jeunes, ainsi en 2006, 70% des demandeurs d'emplois étaient âgés de moins de 30 ans.

Le taux de chômage en Algérie a atteint 11,3% en 2008, contre 13,8% durant l'année 2007, (l'Office national des statistiques (ONS)).

La population active en chômage où à la recherche d'un emploi est ainsi estimée à 1.169.000 personnes sur une population active de 10.315.000 personnes en décembre 2008, soit un taux d'occupation en légère augmentation (41,7%), contre 40,9 en 2007, selon les données statistiques

d'une enquête réalisée par les services de l'ONS. Il s'agit principalement d'un chômage d'insertion dans la mesure où 75% de l'ensemble des chômeurs ont moins de 30 ans et 87,8% ont moins de 35 ans. Les femmes représentent 25, 8% de l'ensemble de la population active en chômage.

### III.3 La pauvreté

La dégradation de l'emploi, l'absence d'amélioration significative des conditions de vie, l'accroissement des inégalités qui se sont accumulées durant ces dernières années, ont en effet favorisé l'apparition et l'élargissement du phénomène de pauvreté. Celui-ci se caractérise principalement par la dégradation, la perte ou l'absence de revenus, ainsi que l'impossibilité grandissante d'accès à des services sociaux minima.

#### ❖ Evolution historique

La littérature sur la pauvreté en Algérie prend souvent comme point de départ l'année 1988, date du programme d'ajustement structurel (PAS). Pourtant le phénomène de la pauvreté n'est pas nouveau en Algérie.

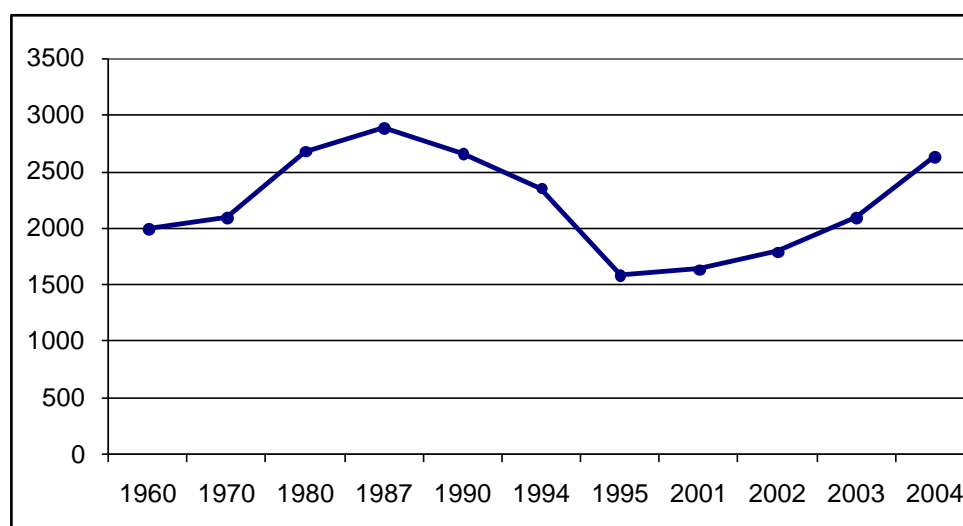


Figure N° 06 : Evolution du PIB en US par habitant en Algérie (1960-2004)

Source : Anonyme, 2007

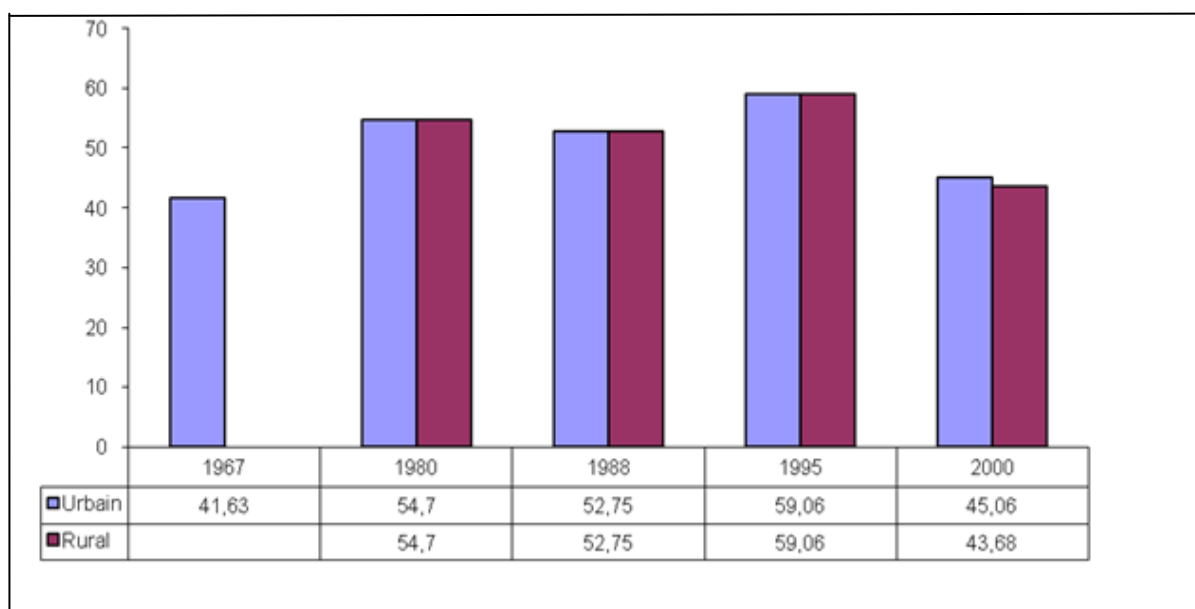
L'Algérie indépendante a connu 3 phases assez différenciées, si l'on compare les \$ habitant a fluctué entre 1.500 et 3.000 \$ US, ce qui ne classe pas l'Algérie parmi les pays les plus pauvres ni parmi les plus riches.

Jusqu'en 1980, on observe une croissance du PIB, de 1980 à 1995, une baisse du PIB, et de 1995-2004 une hausse du PIB qui reste pourtant inférieur à son niveau de 1987.

## ❖ Seuils de pauvreté et proportions de pauvres en Algérie

Depuis 1967, la tendance à l'appauvrissement est confirmée et il serait erroné de lier la détérioration des budgets des ménages exclusivement au PAS, bien que ce programme ait eu des effets négatifs sur la consommation et le niveau de vie des ménages tel que le montre la figure n° 6.

La pauvreté, dans l'Algérie indépendante, semble être devenue un sujet préoccupant vers 1988, lorsque les recettes des hydrocarbures ont fortement diminué. Si nous examinons les structures des budgets des ménages algériens depuis l'indépendance, nous constatons que ceux-ci ont consacré une part de plus en plus importante de leur budget à l'alimentation, ce qui est un signe d'appauvrissement des ménages.



**Figure N° 07 : Coefficient alimentaire dans les budgets des ménages algériens (1967-2000)**

Source : Anonyme, 2008 D

Le taux de pauvreté en Algérie est tombé à moins de six pour cent, selon une étude réalisée par le Centre d'étude et d'analyse de la population et du développement (CNEAP). Ces données ont été rassemblées entre 2004 et cette année auprès de 5 000 familles algériennes originaires de 43 wilayas dans l'ensemble du pays, à la demande du ministère algérien de l'Emploi et de la Solidarité nationale.

La baisse de la pauvreté en Algérie a résulté en grande partie de l'augmentation des prix du pétrole, qui a permis au gouvernement d'engager de grands projets dans les secteurs des services et de l'agriculture. Cette tendance peut également être attribuée à un meilleur taux d'alphabétisation et

d'éducation, à la baisse des taux de fertilité, à un meilleur accès aux systèmes d'assainissement et à l'eau potable, à l'électricité, et à un transfert des populations des zones rurales vers les zones urbaines, selon une étude réalisée en 2001 par l'Institut arabe de prévision, basé au Koweït, qui étudie les niveaux de pauvreté en Algérie depuis 1966, en tenant compte de tendances à long terme.

Le nombre de pauvres dépasse les 10 millions d'algériens, un chiffre qui tranche avec les 72 302 personnes démunies recensées par le ministère de la solidarité et des affaires sociales. Des Algériens vivant avec moins d'un dollar par jour, l'Algérie en compte de larges pans. La pauvreté touche deux fois plus les zones rurales que les zones urbaines et plus de femmes chefs de ménage et les personnes sans instruction. L'Algérie fait face à un problème de répartition inégale du revenu national ; la richesse nationale est mal répartie.

Par les chiffres, moins de 20% des habitants détiennent un peu plus de 50% des richesses du pays », l'Algérie a été classée, en 2003, à la 107<sup>e</sup> place sur 173 pays par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement).

Le taux de pauvreté en Algérie est de 2,5% (contre 1,1% au Maroc, 2,5% en Jordanie, 3,9% en Tunisie et 7,6% en Egypte). Mais à 2 dollars, par jour et par personne, la pauvreté augmente considérablement en passant à : 17,6% en Algérie, 19,6% au Maroc, 22,7% en Tunisie, 23,5% en Jordanie et plus de la moitié de la population (51,9%) en Egypte. Dans le domaine de l'Education, l'Algérie se tient en 2<sup>e</sup> place avec 95% de « ratio net de la population scolarisée dans le primaire » juste derrière la Tunisie (97%). Par contre, lorsqu'il s'agit du ratio net de la population scolarisée dans le secondaire, l'Algérie passe à l'avant-dernière place avec 62% (ce qui explique la déperdition scolaire), devant le Maroc (31%). En matière de « croissance annuelle moyenne du PIB », pour la période 1990-2002, le classement par niveau de croissance (du plus élevé au plus faible) donne la configuration suivante : Liban, Jordanie, Syrie, Tunisie, Egypte, Turquie, Maroc, Algérie, Palestine. Dans le chapitre de « l'exclusion sociale », l'étude révèle que « la part de la population dont l'espérance de vie est de moins de 40 ans est la plus haute au Maroc (9,4%), en Algérie (9,3%), en Egypte (8%), en Turquie (8%) et en Jordanie (6,6%) ». Quant aux taux d'analphabétisme chez les adultes, les plus forts « se rencontrent au Maroc (50,2%), en Egypte (43,9%), en Algérie (32,3%), en Tunisie (27,9%) et en Syrie (24,7%) ».

#### IV. Le programme d'ajustement structurel en Algérie (P.A.S)

Les plans d'ajustement structurel (P.A.S) sont la base : des recettes d'experts des institutions financières internationales en vue de permettre aux pays qui connaissent des difficultés de paiement de restructurer leurs économies, les principaux déséquilibres, macro-économique et financières de fin des années 1970 tiennent à la combinaison des politiques internes inadaptées et d'un environnement international instable et défavorable.

L'utilisation du P.A.S présenté comme un traitement indispensable pour une sortie de crise, l'ajustement devient un enjeu politique important, le P.A.S a suscité des débats importants menés par deux grandes tendances. L'une pour laquelle l'ajustement baisse des salaires réels.

Dans le cadre contraignantes accords avec la FMI et la banque Mondiale ; il est en effet de contester les coûts sociaux du P.A.S.

Dans notre pays, les décennies 1980 et 1990 ont été marquées par l'apparition de la crise économique et sociale due à la persistance des caractéristiques de l'état de sous-développement du pays. Certes, d'énormes progrès ont été réalisés depuis l'indépendance, mais l'état des relations internationales les faibles capacités technologiques et les défaillances en matière de gestion de l'économie nationale ont joué un rôle défavorable dans la poursuite des efforts dans la voie de l'émancipation économique et sociale. Ceci a créé une situation de dépense structurelle qui s'est traduite notamment par un état d'endettement important. Aussi, l'Algérie s'est-elle vue contrainte d'opter pour la mise en œuvre d'un programme d'ajustement structurel de son économie (P.A.S.) en contrepartie d'un rééchelonnement de sa dette et d'une aide financière des instances financières internationales ; Fonds monétaire International(FMI) et Banque Mondiale(BM).

L'étude est divisée en deux parties :

- **Une première partie** : Relative aux finalités, et objectif du P.A.S, et aux instruments des politiques économiques nécessaires à sa mise en œuvre (politique du taux de change,...). Cette analyse sera précédée par l'étude du contexte économique qui a prévalu avant le P.A.S, et qui a imposé d'aller vers le rééchelonnement.

- **Une deuxième partie** : Consacrée à l'étude des répercussions économiques et sociales du P.A.S, en tentant de mettre en évidence :

- ✓ Un plan économique, les incidences sur les entreprises et certains secteurs d'activité économique, en notant, particulièrement la baisse de la production industrielle, la déstructuration d'entre elles,

ainsi que le recul du secteur public qui ne s'est pas réalisé en faveur du secteur privé productif et structuré, mais en faveur de l'information de l'économie.

- ✓ Un plan social, les incidences en matière de chômage, et de conditions de vie des populations, en revenant sur l'efficacité des dispositifs de prise en charge sociale mis en place. Cette partie tentera de mettre en relief le désengagement relativement brutal de l'Etat des services sociaux et des services publics qui remet en cause certains acquis fondamentaux dans les domaines sensibles, tel que l'éducation, la santé, le logement,...

#### **IV.1 .La politique du P.A.S et ses objectifs :**

Les programmes d'ajustement structurel, en cours un peu partout dans les pays en voie de développement, ont été rendus nécessaires, principalement, par la crise de l'endettement. Ils ont pour finalité le rétablissement des grands équilibres macro-économiques, ainsi que la transformation des structures économiques. La lutte contre les déséquilibres et les dysfonctionnements de l'économie, est l'objectif assigné à ces programmes, dans la mesure où l'on cherche à stabiliser le cadre macro-économique.

Les institutions internationales et particulièrement le Fonds Monétaire international (FMI) sont alors intervenus pour proposer des solutions, en contrepartie d'une aide financière les programmes de stabilisation visaient le découragement de la demande intérieure dans les pays en voie de développement jugée alors excessive et étant la cause, par conséquent, du déséquilibre de la balance des paiements. Les mesures généralement préconisées étaient surtout d'ordre monétaire et consistaient à un resserrement du crédit. Les institutions financières internationales visaient notamment des objectifs globaux à savoir :

- La réduction du déficit des comptes courants de la balance des paiements.
- La réalisation d'un équilibre entre les dépenses et les recettes publiques, implique

Par la suite, la Banque Mondiale a octroyé des prêts pour les objectifs spécifiques tels que :

- La réduction de la taille du secteur public et amélioration de sa gestion.
- L'élimination des distorsions de prix dans les divers secteurs de l'économie.

- La libéralisation accrue des échanges.
- La promotion de l'épargne intérieure dans le secteur public et privé.
- Ces actions se sont accompagnées de mesures en direction des secteurs jugés importants comme l'agriculture, le secteur manufacturier, l'énergie et la mise en valeur des ressources humaines, les instruments privilégiés mis en œuvre dans le cadre de ces programmes de stabilisation et d'ajustement étaient notamment.
- L'ajustement des taux de changes ; principalement au moyen d'une dévaluation de la monnaie nationale
- L'augmentation des taux d'intérêt afin qu'ils soient supérieurs aux taux de l'inflation pour encourager l'épargne intérieure et l'allocation judicieuse des ressources
- Le contrôle de la masse monétaire et du crédit.

Les importations ; quant à elles ont une structure très rigide et sont constituées de biens non substituables à cause ; soit de la dépense alimentaire soit de l'absence de maîtrise de la technologie. Concernant la libéralisation des échanges extérieurs ; sa justification découle essentiellement de la théorie classique des avantages comparatifs, qui n'est pas compatible avec des situations où l'élasticité des importations dépasse de celles des exportations. De plus, les barrières douanières et le protectionnisme des pays industrialisés à l'encontre des exportations des pays en voie de développement sont un facteur d'échec de cette libéralisation attendue. (Anonyme, 2000)

Dans la politique de privatisation, le secteur privé autochtone s'est révélé insuffisamment structuré, inorganisé et pas solide financièrement et humainement pour prendre en charge les entreprises publiques à céder. Autant la privatisation est rentable pour des secteurs en adéquation avec les capacités financières et technologiques des entrepreneurs privés, autant elle n'est pas évidente pour les secteurs stratégiques mais peu rentables financièrement ainsi que pour les secteurs demandant des capitaux très importants et utilisant des technologies à risques dont la maîtrise exige une aide conséquente de la part de l'Etat.

Par ailleurs, le mécanisme des prix est efficace dans des marchés en concurrence parfaite et homogène. Mais des situations d'imperfections des marchés, parfois de monopole et souvent de pénuries, ôtent à ce mécanisme une grande part de son efficacité. Pour que les règles de concurrence parfaite fonctionnent, il est nécessaire que les autorités économiques mettent en place des institutions publiques puissantes et efficaces afin d'assurer les conditions de cette concurrence sur les différents marchés ; ce qui n'est pas toujours le cas pour les pays en voie de développement.

En outre, l'impact a eu des implications sociales négatives sur des services publics importants tels que l'enseignement, la santé, la protection sociale et également sur la sauvegarde et la création de l'emploi. Des confusions ont été faites sur le rôle de l'administration en tant que puissance publique et ses activités sociales, culturelles, d'éducation, de formation, de protection sociale et santé prises en généralement par le budget de l'Etat.

De même que, répondant à des situations de crise financière, les programmes de stabilisation fragilisent en fait davantage les économies nationales déjà fortement endettées et parfois déstructurées. En outre, l'absence d'une liberté de manœuvre n'a pas permis à ces pays de choisir les composantes de programme de stabilisation.

#### **IV.2. Les objectifs du programme d'ajustement structurel (P.A.S)**

Les objectifs à atteindre convergeaient principalement vers la stabilisation progressive de l'économie et le retour vers la croissance et les grands équilibres notamment :

- La relance de l'économie (économie) ;
- La recherche de la stabilité financière ;
- Le soutien aux catégories sociales les plus démunies ;
- La réduction de l'inflation ;
- L'équilibre de la balance des paiements ;
- Le renforcement de l'épargne nationale pour le financement de l'investissement ;
- La maîtrise de la croissance des dépenses ;
- L'encouragement du secteur productif ;
- La croissance de la consommation des ménages.

Ainsi le P.A.S a au pour objectif d'atteindre un taux de croissance économique satisfaisant et durable, de réduire l'inflation et d'assurer la viabilité à moyen terme de la balance des paiements. Cependant, ce programme doit être adapté à la situation et aux caractéristiques propres du pays. (Anonyme, 2000).



# **DEUXIEME PARTIE**

## **ENQUETE ET RESULTATS**

# **CHAPITRE 1**

## **PRESENTATION DE LIEU DE L'ENQUETE (LA WILAYA DE TIPAZA)**

## MONOGRAPHIE DE LA WILAYA DE TIPAZA

### 1. 1. Présentation géographique de la wilaya de Tipaza:(D.P.A.T)

La wilaya de Tipaza se situe au nord du tell central, elle est limitée géographiquement par:

- La mer méditerranée au Nord
- La wilaya de Chlef à l'ouest
- La wilaya d'Ain-Defla au Sud Ouest
- La wilaya de Blida au Sud
- La wilaya d'Alger à l'est



Le territoire de la wilaya de Tipaza couvre une superficie de 1707 Km<sup>2</sup> qui se répartit en :

- Montagnes : 336 Km<sup>2</sup> (19,6 %)
- Collines et piémonts : 577 Km<sup>2</sup> (33,8 %)
- Plaines : 611 Km<sup>2</sup> (35,7 %)
- Autres : 183 Km<sup>2</sup> (10,8 %)

## **2.Présentation des caractères naturels :**

### **2.1. Relief :**

Au Nord Ouest de la wilaya la chaîne de montagne comprenant l'Atlas Blidéen laisse la place à deux importants ensembles :

- Les monts de Dahra et du Zaccar
- Le Mont de Chenoua.

Au Nord-Ouest, la Mitidja s'étend essentiellement sur la wilaya de Blida se trouve limitée au niveau de la wilaya de Tipaza par le bourrelet constitué par le sahel (Altitude moyenne 230 M)

Au Nord du sahel un cordon littoral présente un rétrécissement et une élévation graduelle d'est en ouest jusqu'à disparition par endroits à Tipaza et dans la daïra de Cherchell et Sidi Amar où le relief très accidenté autour du mont du Chenoua présente des escarpements importants en bordure de la Mer.

### **2.2. Hydrographie :**

Compte tenu de sa position géographique, la wilaya de Tipaza dispose d'un réseau hydraulique relativement important.

D'est en Ouest, nous rencontrons :

- Oued Mazafran
- Oued El- Hachem
- Oued Djer
- Oued Damous

### **2.3. Climatologie :**

#### **❖ Climat :**

La wilaya de Tipaza se situe dans un seul étage bioclimatique subdivisé en 02 variantes :

- **L'étage sub-humide** caractérisé par un hiver doux dans la partie Nord
- **L'étage Sub-humide** caractérisé par un hiver chaud dans la partie Sud

Les vents ont des fréquences différentes durant l'année, les plus dominants sont de direction Sud et Ouest ; quant au Sirocco il est rarement enregistré au cours de l'hiver par contre les gelées sont fortement influencées par l'altitude.

#### **❖ Pluviométrie :**

Les précipitations moyennes enregistrées par la station de Meurad font ressortir une pluviométrie moyenne annuelle de 600 mm durant la période 1978-2011.

#### ❖ **Temperature :**

Elles varient entre 33°C pour les mois chauds de l'été (Juillet, Août) à 5,7°C pour les mois les plus froids (Décembre à Février).

### **3. Les principales vocations de la wilaya :**

La wilaya de Tipaza se distingue par la richesse de ses terres agricoles et sa position côtière qui font de l'agriculture, la pêche et le tourisme ses principales vocations.

#### **3.1. Agriculture :**

Les superficies relatives des plaines (35,8 %) ainsi que les collines et des piémonts (33,8 %) donnent à ce secteur une place particulièrement importante dans la vie économique de la wilaya.

#### **3.2. Pêche :**

La bordure maritime de la wilaya qui est située entre la région de Damous et la commune de Douaouda s'étale sur une longueur totale de 123 Kms et comprend essentiellement 5 petits ports de pêche dont l'activité peut être considérablement développé dans le sens d'une meilleure exploitation des ressources halieutiques.

#### **3.3. Culture et tourisme :**

La wilaya de Tipaza, par sa position géographique et son histoire liée à celle de toute l'Afrique du Nord, recèle d'innombrables sites et vestiges historiques donnant ainsi une place de premier ordre au secteur dans le cadre de la culture et du tourisme national.

#### **3.4. Artisanat :**

La valeur des produits sont de renommée nationale et internationale, il y a lieu de citer : la fabrication de la poterie traditionnelle, céramique d'art, vannerie, tapis, broderie, sculpture sur bois, traitement du cuivre etc....

### **4. La population :**

La wilaya de Tipaza est constituée de 28 communes, selon le dernier découpage administratif de Mai 1997.

La population de la wilaya de Tipaza s'élevait au dernier recensement de 2008 à 591010 habitants. Elle représente 1,7 % du total national.

Le taux d'accroissement annuel moyen constaté entre les (02) deux derniers recensements 1998/2008 est de 1.6 %. Cependant une tendance à la hausse semble se dessiner et ceci est due à la livraison de nouveaux programmes d'habitat au profit de toutes les couches de populations.

De ce fait, la densité de la population passe de 346 habitants au Km<sup>2</sup> en 2008 à 363 habitants au Km<sup>2</sup> en 2011. Selon le dernier découpage administratif de 1997 composant la wilaya de Tipasa en 10 dairate, la daïra de fouka apparait avec la plus grande densité de population avec 3081 habitant au km<sup>2</sup>.

Par ailleurs la daïra de koléa s'avère être la plus peuplée avec 107892 habitants, soit 785 habitants au Km<sup>2</sup>. Elle représente 17 % de la population totale de la wilaya.

La population installée en agglomération chef-lieu est de 359611 soit une proportion de 58% par rapport à la population totale, par contre la population située en zone éparsée est de 138396 habitants soit un pourcentage de 22,4% par rapport à la population totale. Le reste de la population constitué de 122175 habitants est installé dans les agglomérations secondaires et représentes 19.6% par rapport à la population totale.

La population de la wilaya de Tipaza est de 620182 habitants (estimation 2011) soit une augmentation de 29172 personnes par rapport au recensement de 2008.

La structure par sexe laisse apparaître que le nombre de personnes de sexe masculin dépasse légèrement celui du sexe féminin soit un taux de 50.6% pour le sexe masculin et 49,4% pour le sexe féminin par rapport à la population totale.

Sur le plan démographique, on constate une diminution du nombre de naissances vivantes où il passe de 13248 en 2010 à 11776 en 2011 alors qu'elle était de 13953 en 1985.

Par ailleurs, on remarque de nets progrès dans la couverture médicale à la naissance où le nombre de décès infantile connaît une baisse constante 484 en 1993, il passe à 273 en 2011.

La structure par tranche d'âge démontre que cette population est extrêmement jeune où 66% est âgée de moins de 35 ans.

La wilaya de Tipaza connaît un important flux migratoire, comparativement aux autres wilayas du pays. Le phénomène a été accentué depuis la période d'insécurité qu'a connue la région.

La tendance est à une urbanisation de plus en plus importante par une fixation des populations au niveau des villes plus rapide qu'au niveau des campagnes qui est de l'ordre de 61 %.

**Tableau N°8 : Evolution de la population résidente totale Selon le groupe d'âge et du sexe entre 2008 et 2011**

Groupe d'âge	2008			2011		
	masculin	Féminin	Total	masculin	Féminin	Total
0-4 ans	30051	28453	58504	31534	29858	61392
5-9 ans	24237	22980	47217	25433	24114	49548
10-14 ans	26917	26032	52949	28245	27317	55562
15-19 ans	30649	29831	60480	32162	31304	63465
20-24 ans	31552	31366	62918	33109	32914	66023
25-29 ans	29398	28922	58320	30849	30350	61199
30-34 ans	24491	24623	49114	25701	25839	51539
35-39 ans	22328	22227	44555	23430	23324	46754
40-44 ans	19686	19692	39378	20658	20664	41322
45-49 ans	14420	14061	28481	15132	14755	29887
50-54 ans	12281	11799	24080	12887	12381	25269
55-59 ans	9690	8760	18450	10168	9192	19361
60-64 ans	6769	6669	13438	7103	6998	14101
65-69 ans	5856	5668	11524	6145	5948	12093
70-74 ans	4630	4631	9261	4858	4860	9718
75-79 ans	3094	3124	6218	3247	3278	6525
80-84 ans	1494	1529	3023	1568	1604	3172
58 ans et plus	909	1096	2005	954	1150	2104
Non déclarés	431	664	1095	454	695	1149
<b>TOTAL</b>	<b>298883</b>	<b>292127</b>	<b>591010</b>	<b>313636</b>	<b>306546</b>	<b>620182</b>

Source : (DSA de Tipaza, 2012)

La wilaya de Tipaza se caractérise par sa jeunesse, où 57.59 % ont moins de 29 ans en 2011, cette proportion est restée constante en comparant avec l'année 2008, on dénote, en outre, l'existence d'un important réservoir en mains d'œuvres, dans le future pourrait concourir au développement de la wilaya.

## **5. l'emploi :**

### **5.1. Situation d'emploi en 2007:**

- Population totale : 616467
- Population active : 191734
- Population occupée : 174378
- Population chômage : 17356
- Taux de chômage : 9%

### **5.2.Situation d'emploi en 2008:**

- Population totale : 617661
- Population active : 197651
- Population occupée : 182187
- Population chômage : 15464
- Taux de chômage : 7,82%

D'après la situation de l'emploi on Remarque une diminution du taux de chômage de 9 %en 2007 à 7,82 %en 2008, et cela, par la creation d'emploitemporaire par contrat, environs 44192 nouveaux emploi en 2008.

## **5. L'Agriculture :**

### **5.1. Potentialités :**

Le potentiel en sol de la wilaya de Tipaza est de 72500Ha, dont 64311 Ha de surface agricole utile (S.A.U).

La superficie irriguée durant la campagne agricole 2010/2011 et e 17790 Ha soit un taux d'irrigation de 27.6 % par rapport à la S.A.U.

Les terres sont délimitées en trois grandes zones agro climatiques.

- La première étant du sahel qui englobe toute la S.A.U. du littoral dont la vocation est essentiellement maraîchère.
- La seconde dénommée la plaine de Mitidja constitue le futur berceau d'une agriculture intensive avec la mise en eau du périmètre irrigué. Ce périmètre couvre une superficie de 14.000 Ha ; les cultures principales de cette zone sont les agrumes, l'arboriculture fruitière, la pomme de terre, les fourrages et les céréales. Ce sera aussi, le futur bassin laitier de la Mitidja Ouest
- La troisième zone est formée par une montagneuse. Elle est constituée par les monts du Dahra, le Zaccar et celui du Chenoua. Elle est particulièrement favorable à l'arboriculture rustique ainsi qu'à l'élevage local bovin et caprin.



## 5.2. La production :

Les cultures pratiquées sur les terres de la wilaya de Tipaza varient selon la nature du sol, elles sont dominées en structure par rapport à la S.A.U. comme suit (2010/2011) :

- Céréales : 17365 Ha (27%)
- Maraîchages : 15167 Ha (24%)
- Arboriculture : 11708 Ha (18%)
- Fourrages : 8375 Ha (13%)
- Viticulture : 3292 Ha (5%)
- Légumessecs : 468 Ha (1%)
- Cultures industrielles : 373 Ha (1%).

## 5.3. Répartition générale des terres :

Tableau N° 9 : Répartition générale des terres (Compagne agricole 2010/2011)

Unité : Ha

Spéculation		Superficie
Terres labourables	Cultures herbacées	38531
	Jachère	8256
Cultures Permanentes	Vignobles	3388
	Plantation d'arbres Fruitières	14136
Total Surface Agricole utile (SAU)		64311
Dont Irriguée		17790
Pacages et parcours		8157
Terres improductives des exploitations		32
Total des terres utilisées par l'agriculture (superficie agricole totale SAT)		72500
Superficie forestière		40315

Source : (DSA de Tipaza, 2012)

La répartition générale des terres mit en évidence l'importance de la S.A.U, qui occupe 64311ha, soit environ 89 % de la superficie agricole totale qui est de 72500 ha, dont la surface irriguée est de 17790 ha soit 27.6% de la S.A.U d'où on remarque une augmentation de 3.7 % (elle était 23.9 % en 2008). La surface des terres improductives est de 32ha environ 0,04 % de la superficie agricole totale.

#### 5.4. Evolution de la production végétale

Tableau°10 : Evolution de la production végétale

Compagne spéculation	Prod. 84/85	Compagne Agr.09/10		Rend.T QX / Ha	Compagne Agr.10/11		Sup.%	Rend.T QX / Ha
		production	Superficie		production	Superficie		
Céréales	56422	422575	15985	26	465235	17365	27	27
fourrages	682359	565035	8370	68	518280	8375	13	62
légumes secs	5432	7445	401	19	7230	468	1	15
Cultures maraîchères plein champ	609291	2900487	13568	214	3065510	13986	22	219
*dont pommes de terre	469346	957260	3753	255	925485	3675	6	252
Cultures maraîchères protégées	329329	746982	1508	495	734020	1181	2	622
*dont Tomate	89928	337384	411	821	340740	374	1	911
Arboriculture	219465	1481775	13899	107	1507830	11708	18	129
* dont agrumes	144125	722726	3264	221	779220	3394	5	230
Viticulture	217571	247936	3425	72	142950	3292	5	43
* dont vigne de table	72573	174137	2396	73	110530	2264	4	49
culture industrielle	0	169820	424	401	160390	373	1	430

Source : (DSA de Tipaza, 2012)

Pour la production végétale, nous constatons à partir du tableau que les cultures céréalières occupent une place prépondérante environ 27 % de la S.A.U. avec un rendement de 27Qx/ha.

Environ de 22% de la S.A.U est destiné à la culture maraîchère plein champ dont 06% de la S.A.U est destiné à la pomme de terre, une superficie réduite par rapport à la demande à ce produit.

18 % de la S.A.U. destiné à l'arboriculture, dont les agrumes occupent 5% de la S.A.U, la viticulture occupe aussi 5% de la S.A.U, 4% destiné à la vigne de table avec un rendement de 49Qx/ha, où on observe une baisse de production par rapport à la campagne 2009/2010.

### 5.5 .La production animale :

**Tableau N° 11 : Evolution de la production animale (Nombre de têtes)**

	<b>Compagne 2008/2009</b>	<b>Compagne 2009/2010</b>	<b>Compagne 2010/2011</b>
Bovins	10433	11247	11250
Ovins	88444	83815	76380
Caprins	15288	13958	11870
Chevaux	17	22	25
Poules pondeuses	485500	785221	739305
Poulet de chair	1122786	2259059	1715830
Lapins	-	-	-
Ruches	15700	19207	17500
Dindes	55500	65253	59220

**Source : (DSA de Tipaza, 2012)**

- Il existe 76380 têtes (2010/2011), ce nombre est diminué par rapport aux campagnes précédentes (2008/2009 avec 88444 têtes, et 83815 têtes en 2009/2010), cet élevage mieux adapté aux zones céréalières, avec des potentialités en pacage et parcours.
- Il existe 11250 têtes de bovins, ce nombre a été augmenté (au contraire de l'ovin) et cet élevage adapté aux zones montagneuses.
- L'aviculture est représentée par les poules pondeuses, poulet de chair et la dinde, ce compose – à la campagne 2010/2011 – de 739305 poules pondeuses, 1715830 poulets de chair et 59220 de dindes.
- L'apiculture c'est développé au cours des dernières années avec l'existence d'une zone écologique renfermant des potentialités mellifères importante, il existe 17500 ruches (campagne 2010/2011).

**Conclusion :**

Les vocations essentielles de la wilaya en vue la répartition des trois zones agro climatiques : La zone du sahel c'est les cultures maraîchères qui englobent la S.A.U. du littoral. La zone de la Mitidja avec une agriculture intensive, une zone riche en arboriculture fruitière, en agrume et en céréaliculture. La zone montagneuse favorable à l'élevage bovin, ovin et caprin qui constitue une richesse importante à la wilaya qu'il est nécessaire de promouvoir.

## **CHAPITRE 2**

# **ANALYSE DE L'ETAT ALIMENTAIRE DANS LA WILAYA DE TIPAZA**

## Introduction

Dans ce chapitre nous essayons d'analyser et décrire la situation alimentaire en fonction des déciles de la Wilaya de TIPAZA, ceci en se basant sur notre enquête, qui a pour objet l'observation directe du comportement économique, sociologique et culturelle des ménages.

Nous essayons d'estimer et d'analyser les quantités physiques consommées, cette enquête a été déroulée durant une année, elle a été établie sur 130 ménages, en se basant sur un questionnaire, Ce dernier est divisé en deux parties : la première est caractérisée par une présentation des ménages :

- Le type de ménage tels que :
  - Nucléaire (couple sans enfant)
  - Simple (couple avec enfants)
  - Traditionnelle (famille élargie)
- La taille des ménages
- L'âge de chef de ménage
- Le niveau d'instruction de chef de ménage
- Catégorie socioprofessionnelle de chef de ménage
- Le type de dépenses
- La classe et la répartition des dépenses.

La deuxième comporte les quantités consommées pour 162 produits alimentaires, tout en prenant en considération les changements saisonniers durant une semaine (de chaque saison), après nous avons réalisé une extrapolation pour faire sortir les quantités consommées par ménage et par an, suivi du calcul de ce qui a été consommé en moyenne par personne, on divisant la quantité consommée par ménage par le nombre d'individus constituant chaque ménage de notre échantillon , ce qui nous permet de classer les ménages en ordre croissant des dépenses, et regrouper notre échantillon en déciles et tranches de dépenses, on le divisant en dix déciles, chaque décile est composé de 13 ménages.

Les produits alimentaires sont rassemblés en groupes de produits (viandes, légumes frais, lait et dérivés...), tout en dressant des tableaux mettent en relief la consommation totale en groupes de produits, la ration alimentaire type souhaitable (R.A.T.S), le taux de couverture de cette ration, les sous groupes alimentaires (viandes blanches, viandes rouges), ainsi que les principaux produits dans chaque groupe alimentaire, avec leurs parts relatives dans le total de groupe, tout en remarquant que le groupe du lait et dérivés, les céréales et dérivés et les œufs ont nécessité des conversions de tel qu'acheté (TA) en les exprimant en équivalent lait frais (ELF), équivalent grains (EG) et il a fallu également convertir les œufs de pièces en kilogrammes.

## I. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DE L'ECHANTILLON

### I. 1. Les caractéristiques des ménages enquêtés en fonction de leurs types :

Tableau N° 12 : Répartition des ménages en fonction du type de ménages

Type de ménage	Ménage nucléaire	Ménage simple avec enfants	Ménage traditionnel	Total
Nombre de ménages	11	114	05	130
Pourcentage (%)	8,46	87,69	3,84	100

Notre échantillon se caractérise par la dominance de type de ménage simple avec enfants de 87,69% par 114 ménages, puis par les ménages nucléaires avec 8,46 % et 3,84 % pour les ménages traditionnels.

### I. 2. Les caractéristiques des ménages enquêtés en fonction de leur taille

Tableau N°13 : Répartition des ménages en fonction de la taille des ménages

La taille des ménages	2	3 à 5	6 à 8	9 à 11	+ 12	Total
Nombre de ménages	10	56	50	13	1	130
Pourcentage (%)	7,69	43,07	38,46	10	0,76	100

Les résultats obtenus dans le tableau, notent que 56 ménages de notre population formés de 3 à 5 personnes (43.07%), suivie par la tranche de 6 à 8 personnes avec 50 têtes (38.46%), les restes se ont des parts relatives moindres, la taille moyenne de ménages de cette population se situ à 5,66 personnes.

**I. 3. Les caractéristiques des ménages enquêtés en fonction de l'âge du chef de ménage :**

**Tableau N°14 : répartition des ménages en fonction de l'âge de chef de ménage**

L'âge du chef de ménage	20 à 29	30 à 39	40 à 49	50 à 59	60 à 69	+ 70 ans	Total
Nombre de ménages	7	35	36	29	15	8	130
Pourcentage (%)	5,38	26,92	27,69	22,30	11,53	6,15	100

La répartition de notre échantillon en fonction de l'âge de chef de ménage, montre que la majorité de cette population soit 36 ménages ayant un chef entre âgé de 40 à 49 ans (27,69%), suivi par la tranche 30 à 39 avec 35 ménages pour la part relative 26,92% ; 22,3% appartient à la tranche 50 à 59 ans, 15 ménages ayant un chef âgé entre 60 à 69 ans, le reste s'enregistre des pourcentages inférieurs. Notre enquête dévoile que l'âge moyen du chef de ménage est de 47.30ans.

**I. 4. Les caractéristiques des ménages enquêtés en fonction de niveau d'instruction de chef de ménage :**

**Tableau N°15 : répartition des ménages en fonction de niveau d'instruction de chef de ménage**

Niveau d'instruction de chef de ménage	Non instruit	primaire	Moyenne	secondaire	universitaire	Total
Nombre de ménages	39	11	30	34	16	130
Pourcentage (%)	30	8,46	23,07	26,15	12,30	100

Concernant le niveau d'instruction de chef de ménage de notre échantillon, nous avons trouvé que 30 % sont non instruit par 39 ménages, et 30 ménages possèdent un niveau moyenne avec un pourcentage de 23,07 %, les chefs de ménages ayant un niveau secondaire ou universitaire représentent 34 ménages et 16 ménages de chaque catégorie, suivit par 11 ménages qui ont un niveau primaire.



**I. 5. Les caractéristiques des ménages enquêtés en fonction de la catégorie socio-professionnelle de chef de ménage:**

**Tableau N°16: répartition des ménages en fonction de catégorie socio-professionnelle de chef de ménage**

<b>CSP</b>	<b>Employé</b>	<b>INDépendants</b>	<b>Cadre supérieure</b>	<b>Ouvriers</b>	<b>Employeur</b>	<b>Inactifs</b>	<b>Total</b>
Nombre de ménages	18	35	17	26	16	18	130
Pourcentage (%)	13,84	26,93	13,07	20	12,30	13,84	100

La répartition de notre échantillon en fonction de la catégorie socio-professionnelle montre que la majorité de cette population soit 35 ménages qui appartient a la catégorie indépendants (26,93%), suivie par la catégorie des ouvriers 26 ménages par 20%, les employés et inactifs 18 ménages (soit 13,84% pour chaque catégorie), alors que 17 ménages appartient à la catégorie des cadres supérieurs, le reste de notre échantillon représente les employeurs avec 12,30%.

## II. ANALYSE DA LA SITUATION ALIMENTAIRE EN FONCTION DES DECILES

### II. 1. L'évolution de la consommation des viandes en fonction des déciles

Tableau N°17 : L'évolution de la consommation des viandes en fonction des déciles

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC10
<b>Total viande</b>	8,94	11,22	16,85	17,85	24,75	25,05	28,86	29,99	31,10	44,68
<b>R.A.T.S en Algérie</b>	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00
<b>Taux de satisfaction (%)</b>	49,67	62,33	93,61	99,17	137,50	139,17	160,33	166,63	172,77	248,22
<b>A- viandes rouges</b>	2,95	4,89	6,23	7,95	9,80	10,50	13,00	16,24	21,50	28,65
<b>A/A (%)</b>	33,00	43,59	36,97	44,54	39,60	41,92	45,05	54,15	69,14	64,12
<b>A1 - ovines</b>	1,85	2,85	3,56	3,95	5,85	6,85	7,85	9,85	11,78	16,25
<b>A1/A (%)</b>	20,69	25,40	21,13	22,13	23,64	27,34	27,20	32,84	37,88	36,37
<b>a1/a (%)</b>	62,71	58,28	57,14	49,69	59,69	65,24	60,38	60,65	54,79	56,72
<b>a2 - bovines</b>	0,10	0,22	0,56	0,55	0,98	1,03	1,22	1,54	2,23	2,98
<b>a2/A (%)</b>	1,12	1,96	3,32	3,35	3,96	4,11	4,23	5,13	7,17	6,67
<b>a2/a (%)</b>	3,39	4,50	8,99	6,92	10,00	9,81	9,38	9,48	10,37	10,40
<b>a3 – ABATS</b>	0,12	0,35	0,92	0,99	1,46	1,58	1,58	1,75	1,89	3,15
<b>a3/A (%)</b>	1,34	3,12	5,46	5,55	5,90	6,31	5,47	5,83	6,08	7,05
<b>a3/a (%)</b>	4,07	7,16	14,77	12,45	14,90	15,05	12,15	10,78	8,79	10,99
<b>b- viandes blanches</b>	7,12	8,75	10,85	11,56	15,00	15,50	16,85	17,50	17,60	19,85
<b>b/A (%)</b>	79,64	77,99	64,39	64,76	60,61	61,88	58,39	58,35	56,59	44,43

La consommation des viandes de notre échantillon montre une grande inégalité entre les déciles, en particulier les quatre premières, dont la consommation varie de 8,94 kg (classe 1) doublant juste à la 3<sup>ème</sup> classe à 16,85 kg, alors qu'elle se situe entre 17,85 kg à 28,86 kg pour les couches moyennes (4<sup>ème</sup> classe à la 7<sup>ème</sup>) et évolue de 33,06 kg à 42,09 kg pour les déciles riches, d'où une évolution en proportion de 1 : 3 : 5 respectivement pour les tranches 1 , 5, 10.

La R.A.T.S en Algérie est estimée à 18 kg/tête/an, cette ration n'est pas satisfaite par les quatre premières classes, et presque le double à la neuvième, alors qu'elle est de 2,5 fois plus pour la dernière tranche. Pour la première tranche, la couverture de la R. A. T. S. est de 50 % et atteint le double pour la quatrième tranche, alors qu'il dépasse les 100 % qu'à partir de la 5<sup>ème</sup> tranche.

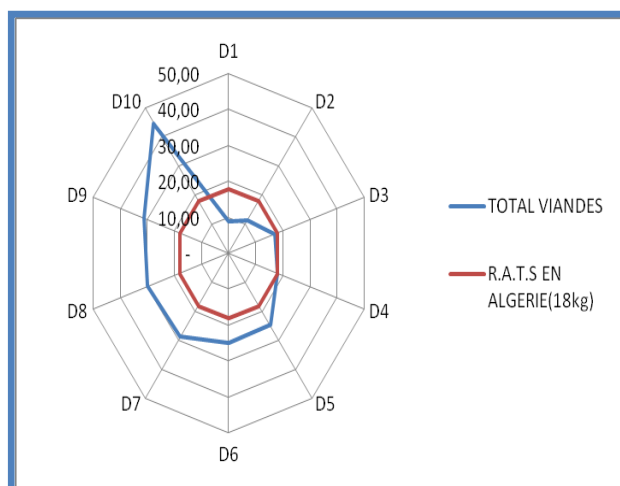
La part des viandes rouges dans le total viandes passe de 33% (classe1) jusqu' à stagner autour de 38 % pour les tranches de 2 à 6, et dépasse les 50 % pour les deux derniers déciles. Les quantités consommées passent de 2,95 kg (classe 1) à 10,5 kg (classe 6) jusqu' à atteindre 28,65 kg (décile 10), ce qui montre la grande disparité entre tranches variant du simple à plus de 3 fois jusqu' à 10 fois en ordre pour les classe 1, 6 et 10.

Les viandes ovines occupent entre le 1/5 et 1/3 du total viandes et variant de 54,11 % à 54,11 % à 64.24 % relativement aux viandes rouges à travers les classes, pour des quantités allant 1,85 kg à 5,85 kg jusqu' à enregistrer 16,25 kg respectivement pour les tranches 1, 5 et 10.

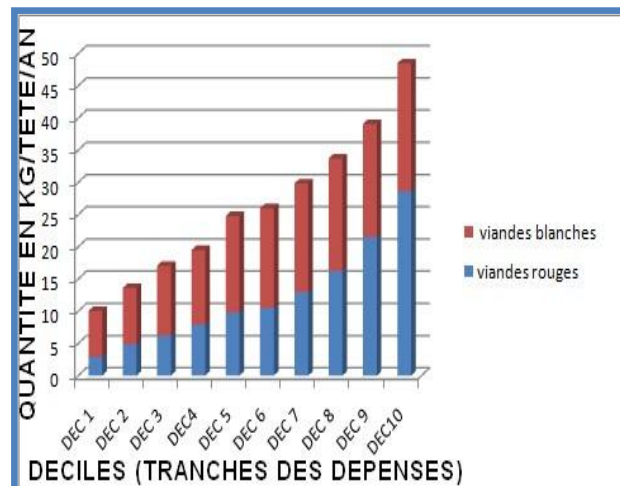
Les viandes bovines ne sont pas très présentes dans la ration de notre échantillon, vue que ces viandes occupent moins de 11 % du total des viandes rouges, et encore moins par rapport au total du groupe de viandes. La consommation des viandes bovines passe 0,1 kg pour la tranche 1 à 1,03 kg pour le décile 6 et atteint 2,89 kg pour la dernière tranche.

Les abats ont une meilleure place que celle des viandes bovines dans la ration alimentaire de l'algérien ; puisque leurs portions relatives varient d'une tranche à une autre, tantôt en augmentant, tantôt en baissant ; mais dans un intervalle de 4,07 % à 15,05 % par rapport aux viandes rouges, et de 1,34 % à 7,05 % relativement au total du groupe des viandes. Les quantités consommées en abats sont croissantes en fonction des tranches des dépenses, en augmentant de 0,12 kg à 1,46 kg, jusqu' à atteindre 3,15 kg en ordre pour les classes 1,5 et 10.

Les viandes blanches sont consommées plus que les viandes rouges à travers les déciles à l'exception des deux classes les plus riches (20 % de la population) ; les parts relatives de ces viandes dans le total sont inversement proportionnelles aux dépenses en passant de 79 ,64 % à 60,61 % et baissent à 44,43 % dans l'ordre pour les déciles 1,5 et 10.Par contre les quantités sont en augmentation chaque fois que les dépenses s'élèvent, allant de 7,12kg (décile 1) à 15,00kg (tranche 5) et enregistrent 19,85kg pour la classe 10, ce qui montre la disparité entre tranches de dépenses, puis que la différence est lisible du simple au double et à presque le triple respectivement.



**Figure N° 08 : Diagramme de consommation des viandes en fonction des déciles et par rapport à la R.A.T.S**



**Figure N°09: Niveau de consommation des viandes en fonction des déciles**

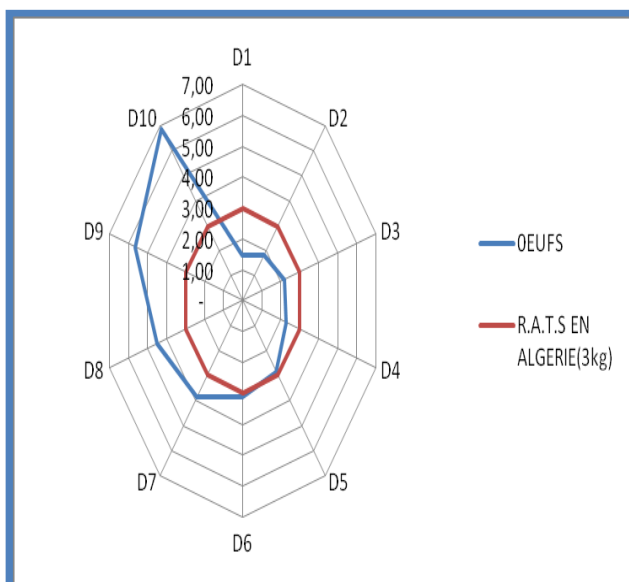
## II. 2. L'évolution de la consommation des œufs en fonction des déciles

**Tableau N°18 : L'évolution de la consommation des œufs en fonction des déciles**

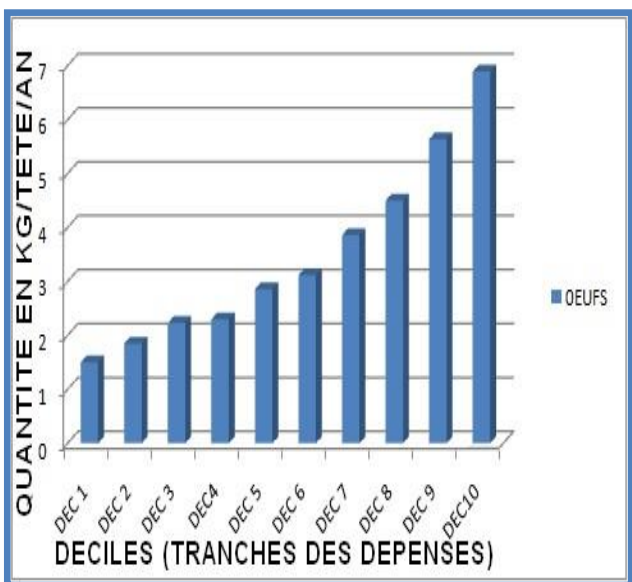
	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC10
OEUFS	1,50	1,85	2,23	2,30	2,86	3,12	3,86	4,50	5,64	6,89
R.A.T.S en Algérie	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
Taux de satisfaction (%)	50,00	61,67	74,33	76,67	95,33	104,00	128,67	150,00	188,00	229,67

Il serait souhaitable en Algérie de consommer 60 œufs (3kg), cette ration type souhaitable n'est satisfaite que par 50% de la population, plus du double de cette ration est consommée par la classe la plus riche soit 6,89kg (229.67%), alors que ce taux de satisfaction à la R.A.T.S. varie du 1/2 au 3/5 pour les ménages pauvres (tranches 1 à 4).

Nous constatons que chaque fois les dépenses augmentent, les quantités d'œufs consommés s'élèvent et ne cessent de croître d'une tranche à la suivante, de 1,50kg pour la première tranche à 2,86kg et 6,89kg pour la cinquième et dixième classe; ceci montre l'inégalité de consommation entre ces déciles, car ce qu'est consommée par la tranche 1 double à la 6<sup>ème</sup>, dépasse le triple au décile 8 et arrive 4,6 fois plus à la classe 10.



**Figure N°10: Diagramme de consommation des œufs en fonction des déciles et par rapport à la R.A.T.S**



**Figure N°11: Niveau de consommation des œufs en fonction des déciles**

**II .3. L'évolution de la consommation des poissons en fonction des déciles**

**Tableau N°19 : L'évolution de la consommation des poissons en fonction des déciles**

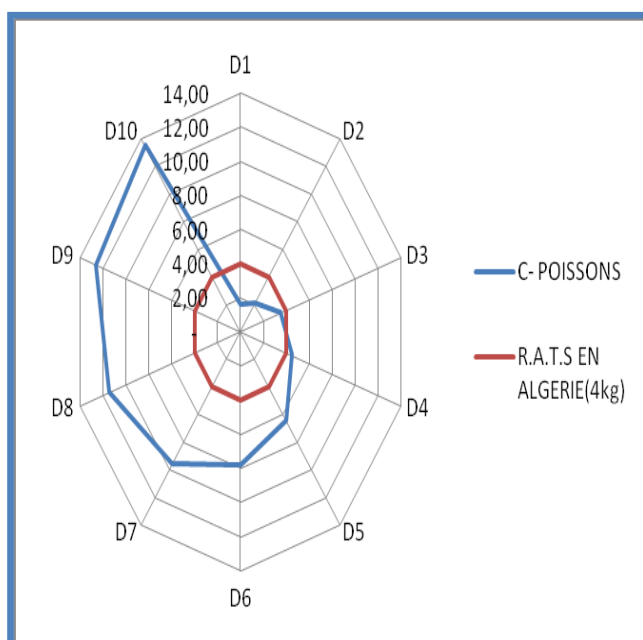
	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC10
C- Poissons	1,55	2,04	3,50	4,50	6,50	7,85	9,63	11,45	12,63	13,50
R.A.T.S en Algérie	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00
Taux de satisfaction(%)	38,75	51,00	87,50	112,50	162,50	196,25	240,75	286,25	315,75	337,50

La ration de référence en poisson est évaluée à 4kg , elle n'est satisfaite que par 70% de la population, alors que pour les trois premières classes, leurs satisfactions relatives passent de 38,75%, 51% à 87,50% pour les tranches en ordre 1, 2 et 3 ; tandis qu'elles sont supérieures à 100% ( à partir de la 4<sup>ème</sup> tranche ) en couvrant 112,50% et atteint 337,50% pour la classe la plus aisée (tranche 10). Notons que la wilaya de Tipaza est côtière, ce qui lui procure la vocation d'une région

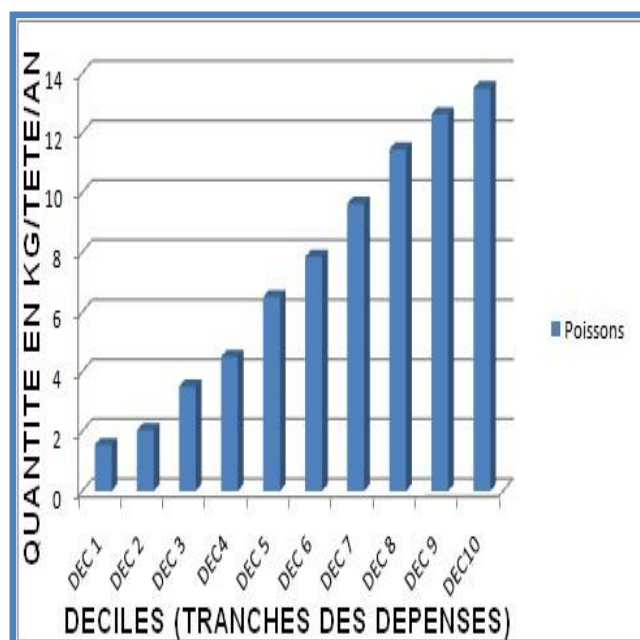
de pêche, mais ceci n'a pas eu beaucoup d'influence sur la ration de cette population.

Nous remarquons que la consommation des poissons est peu importante pour les classes pauvres de 1,55 kg à 3,5 kg, et qui sont au dessous de la ration.

En revanche, les déciles riches, arrivent à 4,50 kg jusqu' à 13,50 kg ; tout en sachant que les disparités pour ce groupe entre classes extrêmes varie du simple à plus de 8 fois.



**Figure N°12: Diagramme de consommation des poissons en fonction des déciles et par rapport à la R.A.T.S**



**Figure N°13: Niveau de consommation des poissons en fonction des déciles**

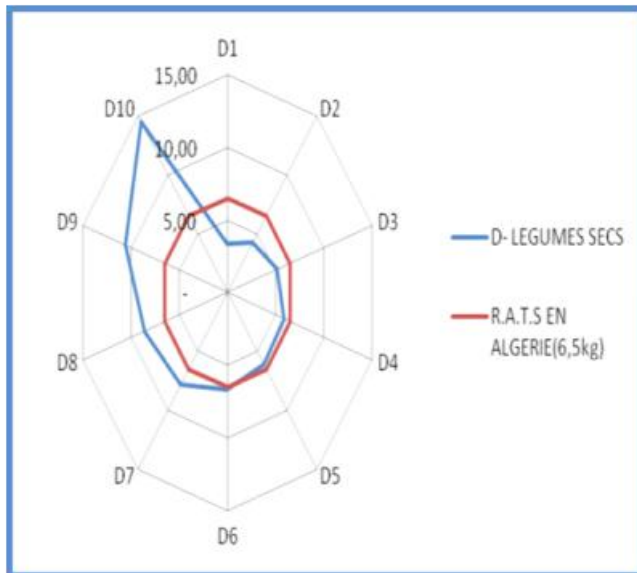
## II .4. L'évolution de la consommation des légumes secs en fonction des déciles

**Tableau N°20 : L'évolution de la consommation des légumes secs en fonction des déciles**

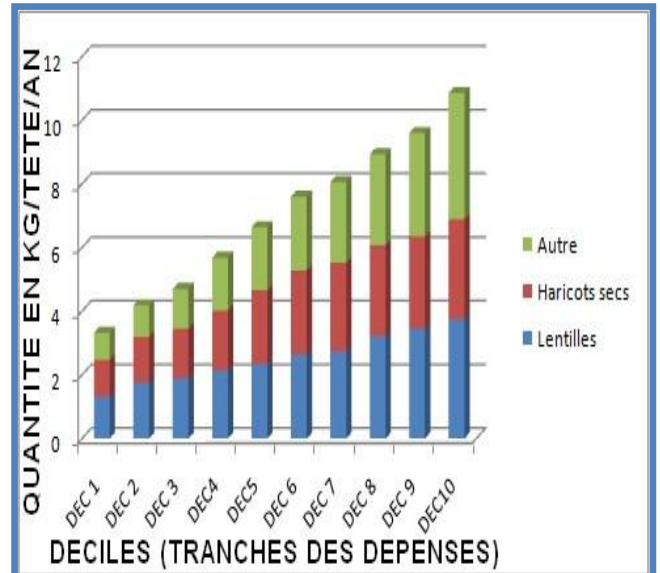
	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC4	DEC5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC10
D- Légumes secs	3,36	4,23	5,18	5,90	6,11	6,68	7,85	8,63	10,65	14,56
R.A.T.S en Algérie	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50
Taux de satisfaction (%)	51,69	65,08	79,77	90,77	94,06	102,77	120,77	132,77	163,85	224,00
DONT a- Petit pois	0,85	0,99	1,25	1,65	1,98	2,32	2,54	2,85	3,25	3,97
a/D (%)	22,35	23,40	24,11	25,14	26,33	25,45	26,75	24,23	26,75	27,27
b- Lentilles	1,32	1,75	1,89	2,14	2,36	2,65	2,74	3,23	3,45	3,75
b/D (%)	29,34	28,45	26,45	26,75	28,65	24,35	24,68	26,32	27,45	25,76
c- Haricots secs	1,15	1,45	1,56	1,89	2,30	2,63	2,78	2,85	2,90	3,14
c/D (%)	34,23	34,28	30,09	32,03	37,62	39,37	35,42	33,06	27,22	21,59

Nous remarquons que la quasi-totalité des déciles satisfont la ration alimentaire type souhaitable en légumes secs (La R.A.T.S est estimée à 6,5kg/tête/an), sauf pour les 4 premières classes en la couvrant de 51,69% (tranche 1) à 90,77% (tranche 4), le reste des classes dépassent les 6,5kg.

Les quantités physiques sont aussi proportionnelles aux dépenses en variant de 3,36kg pour la première classe, doublant pour la 6<sup>ème</sup> tranche (6,68kg) et dépassant de loin de quadruple au dixième décile (14,56kg). Au sein des légumes secs, nous constatons que pour les cinq premières tranches, les lentilles occupent la première place en quantité, suivi des haricots secs, et les petits pois ; La consommation de lentille et haricots secs varient respectivement de 1,32 kg à 2,36 kg et de 1,15 kg à 2,30 kg en ordre pour les classe 1 et 6, alors que pour les petits pois la consommation varie de 0,85 kg à 1,98 kg pour les mêmes tranches ; par contre les tranches riches (classes 8 à 10 ) enregistrent des quantités ingérées de 3,23 kg à 3,75 kg et de 2,85 kg à 3,14 kg respectivement pour les lentilles et haricots secs. La portion occupée par les petits pois passe de 22.35 % à 27,27 %, alors que les haricots secs ont une orientation inverse en passant de 34,23 % à 21,59 % entre classes extrêmes; par contre les lentilles ont une part relative avoisinant de 1/4 ; sans oublier l'importance relative des pois chiches dans ce groupe ; le reste des légumes secs n'ont pas une grande place relativement à ce qu'on vient de citer.



**Figure N°14: Diagramme de consommation des légumes secs en fonction des déciles et par rapport à la R.A.T.S**



**Figure N°15: Niveau de consommation des légumes secs en fonction des déciles**



## II.5. L'évolution de la consommation des laits et dérivés en fonction des déciles

**Tableau N°21: L'évolution de la consommation des laits et dérivés en fonction des déciles**

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC10
A- Total (ELF)	59,78	73,75	80,33	92,65	99,75	106,94	114,25	123,74	134,56	147,65
R.A.T.S en Algérie	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00
Taux de satisfaction (%)	74,73	92,19	100,41	115,81	124,69	133,68	142,81	154,68	168,20	184,56
DONT: B- Lait frais	16,45	24,42	26,79	35,99	34,56	46,65	54,62	59,73	63,41	69,52
B/A (%)	27,52	33,11	33,35	38,84	34,65	43,62	47,81	48,27	47,12	47,09
C- Lait en poudre (TA)	3,56	3,98	4,12	4,35	4,75	4,87	4,96	5,12	5,35	5,46
C'- Lait en poudre (ELF)	46,28	51,74	53,56	56,55	61,75	63,31	64,48	66,56	69,55	70,98
C'/A (%)	77,42	70,16	66,67	61,04	61,90	59,20	56,44	53,79	51,69	48,07
D- Petit lait (TA)	3,12	3,51	4,25	5,45	6,45	6,24	6,11	7,10	7,16	8,11
D'- Petit lait (ELF)	3,90	4,39	5,31	6,81	8,06	7,80	7,64	8,88	8,95	10,13
D'/A (%)	6,52	5,95	6,61	7,35	8,08	7,30	6,68	7,17	6,65	6,86
E-Lait caille (TA)	0,65	1,12	1,45	1,57	1,68	1,98	2,03	2,16	2,54	2,87
E'- Lait caille (ELF)	0,65	1,12	1,45	1,57	1,68	1,98	2,03	2,16	2,54	2,87
E' / A (%)	1,09	1,52	1,81	1,69	1,68	1,85	1,78	1,75	1,89	1,94
F -Fromages (TA)	0,12	0,13	1,03	1,53	1,38	2,04	2,60	2,87	2,99	4,16
F' - Fromages (ELF)	0,45	0,55	1,24	1,75	1,50	2,01	2,13	2,41	2,53	2,65
F' / A (%)	0,75	0,75	1,54	1,89	1,50	1,88	1,86	1,95	1,88	1,79
G- yaourt et autres (TA)	0,10	0,26	0,37	1,43	1,99	1,96	2,33	2,69	2,76	3,85
G'- yaourt et autres (ELF)	0,22	0,90	1,73	1,85	2,13	2,26	2,75	2,86	2,93	3,01
G' / A (%)	0,37	1,22	1,75	2,00	2,14	2,11	2,41	2,31	2,56	2,87

A travers les tranches de dépenses, la consommation du lait et dérivés varie d'une classe à une autre, allant de 59,78 kg (en ELF) à 99,75 kg, jusqu' à atteindre 147,65 kg respectivement pour les classes 1, 5 et 10.

La R. A. T. S en Algérie estimée à 80 kg (en ELF) est satisfaite pour toutes les classes, à l'exception des 20 % les plus pauvres, en particulier la première tranche

qui ne couvre que les 3/4 de cette ration, alors que le décile le plus aisé (10<sup>ème</sup> tranche) présente un taux de satisfaction de 184,56 %.

Pour le lait frais, les quantités consommées et parts relatives dans le total lait et dérivés sont proportionnelles aux dépenses, allant de 16,45 kg (tranche 1), se multipliant par 4 pour la tranche 10 ( 69,52 kg ), la cinquième classe dispose du double de ce qui consommé par la première tranche ; les part relatives dans le total passent du 1/4 (décile 1) au 1/3 ( décile 5 ) et stagnent au voisinage de 47 % pour les quatre plus riches tranches.

La consommation du lait en poudre augmente chaque fois que les dépenses sont en hausse, variant de 46,28 kg (3,56 kg en T. A, tranche 1) à 61,75 kg ( 4,75 kg en T.A, tranche 5) pour atteindre 70,98 kg (5,46 kg en T.A, tranche 10) ; la part du lait en poudre dans le total est inversement proportionnelle aux dépenses, baissant de près des 3/4 (77,42 %) à moins de la moitié ( 48,07 %) entre les tranches extrêmes ;ce qui montre que le lait en poudre est le complément du lait frais dans la consommation du lait général, et que ces deux produits seuls s'accaparent de plus des 4/5 de ce qui est consommé en lait et dérivés.

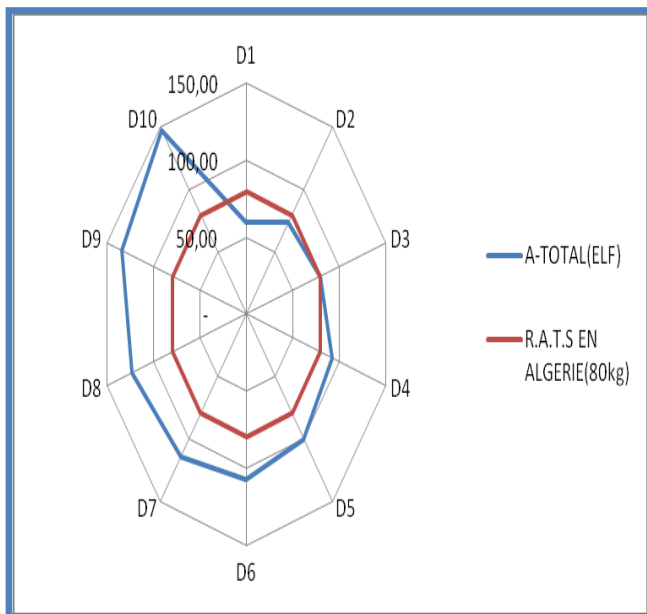
La consommation du petit lait croit en fonction des tranches de dépenses de 3,90 kg (3,12 kg en T.A, classe 1), doublant à la cinquième classe 8,06 kg (6,45 kg en T.A.) et atteignant 10,13 kg ( 8,11 kg en T.A., classe 10). Le pourcentage du petit lait dans le total est variable d'une tranche à une autre, mais dans un intervalle de 5,95 % à 8,08 % .

La consommation du lait caillé est très variable, elle oscille entre 0,65 kg (tranche 1) et 2,87 kg (tranche 10) ce qui a une influence directe sur les portions relatives en variant d'une tranche à une autre de 1,09 % (classe 1) à 1,94 % (classe 10).

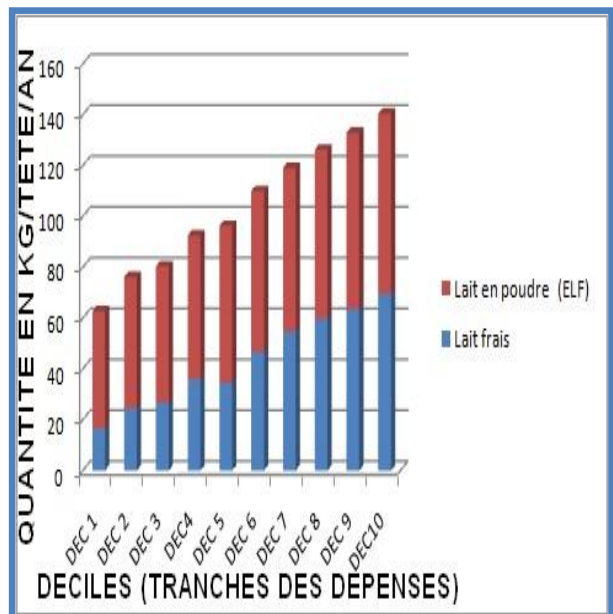
Les fromages ne sont pas très présents dans le plat algérien, en particulier pour les couches à faibles niveaux de dépenses, vu que 20 % de la population (les deux premières classes) ont une consommation de 0,45 kg à 0,55 kg, alors qu'elle atteigne 2,65 kg pour la classe la plus riche (décile 10). La part des fromages dans le total, varie de 0,75 % (classe 1) à 1,95 % (classe 8), et cela d'une façon irrégulière à travers les classes.

Le yaourt et autres sont aussi peu consommés par les classes défavorisées, en particulier les deux premières classes (20 % de la population) ; celles-ci consomment de 0,22 kg (0,1kg en T.A) à 0,90 kg (0,26 kg en T.A) .Par ailleurs, 80 % de l'échantillon restants ont une consommation de 1,73 kg (0,37 kg en T.A) à 3,01 kg (3,85 kg en T.A) dans l'ordre pour les classes 3 et 10.

Notons que la portion du yaourt et autres dans le total est proportionnelles aux tranches de dépenses, allant de 0,37 % à 0,87 % entre les tranches extrêmes.



**Figure N°16 : Diagramme de consommation des laits et dérivés en fonction des déciles et par rapport à la R.A.T.S**



**Figure N°17 : Niveau de consommation des laits et dérivés en fonction des déciles**

**II .6. L'évolution de la consommation des corps gras en fonction des déciles**

**Tableau N°22 : L'évolution de la consommation des corps gras en fonction des déciles**

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC10
E- total corps gras	9,84	12,65	13,92	14,72	15,87	16,75	19,14	19,26	22,10	23,83
R.A.T.S en Algérie	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00
Taux de satisfaction (%)	75,69	97,33	107,06	113,22	122,08	128,85	147,21	148,13	169,96	183,34
DONT: a- Beurre	0,36	0,45	0,66	0,70	0,80	1,13	1,45	1,56	1,86	2,34
a/E (%)	3,66	3,56	4,74	4,77	5,03	6,75	7,58	8,10	8,42	9,82
b- Graisse végétale	0,13	0,16	0,19	0,22	0,56	0,62	0,75	0,95	1,15	1,31
b/E (%)	1,32	1,26	1,37	1,49	3,53	3,70	3,92	4,93	5,20	5,50
c- Huile	9,13	10,99	11,79	12,46	14,88	15,90	16,78	16,80	18,82	19,99
c/E (%)	92,78	86,83	84,71	84,63	93,74	94,91	87,68	87,26	85,18	83,86
d- Huile d'olive	0,09	0,21	0,36	0,52	0,13	0,26	0,58	0,17	0,31	0,22
e/E (%)	0,91	1,66	2,59	3,53	0,82	1,55	3,03	0,88	1,40	0,93

Les corps gras sont très consommés par les tranches aisées, contrairement à ceux à faible niveau de vie en particulier à faible dépenses ; étant donné que leurs quantités baissent de 23,83 kg, 15,87 kg à 9,84 kg dans l'ordre pour les tranches 10, 5 et 1. Notons que 20 % de la population sont au-dessous de la ration théorique, alors que les autres (80% de la population) sont au-dessus de ce qui est recommandé.

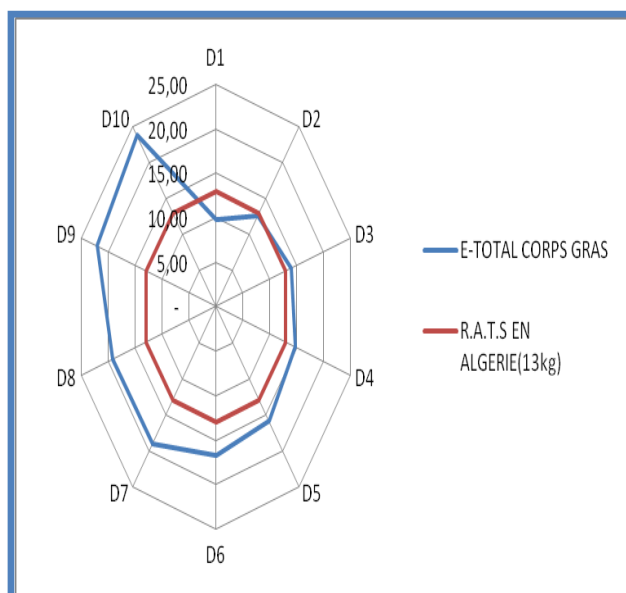
Le beurre est un produit, dont la part dans le corps gras est proportionnelle aux dépenses, vu qu'elle dépasse 3,66% à près du double et même du triple pour les classes 1, 6 et 10 ; les quantités consommées sont aussi croissantes chaque fois que les dépenses s'élèvent variant de 0,36 kg, 0,80 kg à 2,34 kg respectivement pour les tranches 1, 5 et 10.

Les graisses ne sont pas assez importantes dans le plat des Algériens, vu que leurs portions est de 1,32 % à 5,50 % respectivement pour les classes 1, 10. Les quantités consommées sont en hausse chaque fois que les dépenses augmentent ; les graisses végétales passent de 0,13 kg (classe 1) à plus du double à la cinquième tranche, et arrivent à de dix fois (1,31 kg) pour la couche la plus aisée.

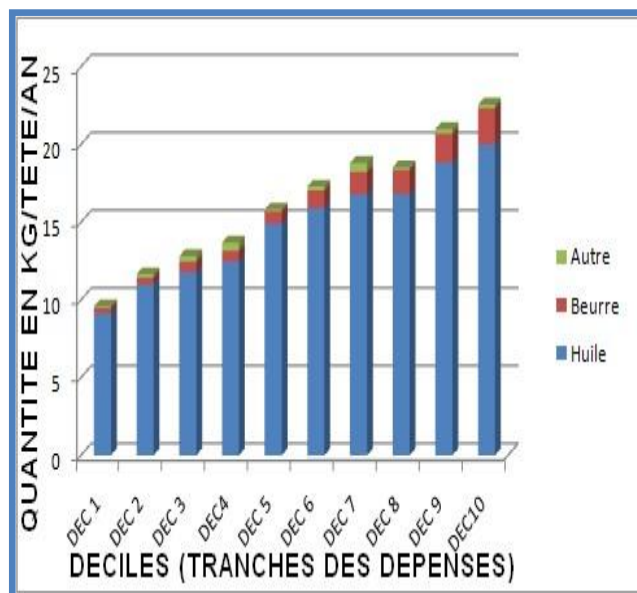
Les huiles sont dominantes dans ce groupe puisqu'elles représentent plus des 4/5 des corps gras, en passant d'une façon inversement proportionnelle par rapport aux dépenses de 92,78 % à la première tranche à 83,86 % pour la dixième classe

Par contre, les quantités ont une croissance proportionnelle aux dépenses, en grimant de 9,13 kg à 14,88 kg jusqu'à 19,99 kg pour les classes 1, 5 et 10.

L'huile d'olive est négligeable en quantité et en portions relatives et différentes d'une tranche à une autre.



**Figure N°18: Diagramme de consommation des corps gras en fonction des déciles et par rapport à la R.A.T.S**



**Figure N°19: Niveau de consommation des corps gras en fonction des déciles**

## II .7. L'évolution de la consommation des céréales et dérivées en fonction des déciles

**Tableau N°23: L'évolution de la consommation des céréales et dérivées en fonction des déciles**

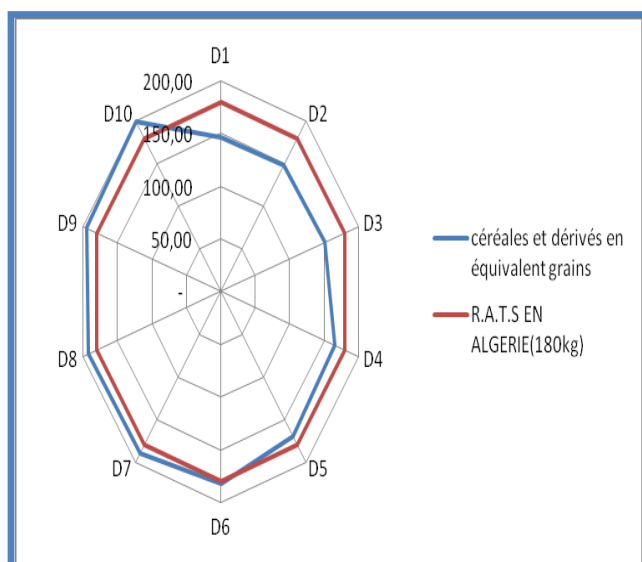
	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC10
céréales et dérivées (en équivalent grains)	146,48	148,15	151,61	166,10	170,31	182,64	190,31	192,54	195,35	199,45
R.A.T.S en Algérie	180,00	180,00	180,00	180,00	180,00	180,00	180,00	180,00	180,00	180,00
Taux de satisfaction (%)	81,38	82,30	84,23	92,28	94,61	101,47	105,73	106,97	108,53	110,80
F- Céréales et dérivés (T.A)	125,19	126,62	129,58	141,97	145,56	156,11	162,66	164,57	166,96	170,47
DONT: a- Pain	21,23	28,67	33,65	41,64	48,34	52,64	55,32	59,45	60,41	63,12
a/F (%)	16,96	22,64	25,97	29,33	33,21	33,72	34,01	36,13	36,18	37,03
b- Semoules	90,75	76,13	80,45	83,61	88,75	90,56	93,75	98,75	102,23	92,87
b/F (%)	72,49	60,12	62,08	58,89	60,97	58,01	57,64	60,01	61,23	54,48
c- Pâte alimentaire	3,23	3,57	4,74	6,10	7,46	7,46	7,50	7,57	7,48	7,64
c/F (%)	2,58	2,82	3,66	4,30	5,12	4,78	4,61	4,60	4,48	4,48
d- Céréales en grains	6,99	7,91	8,22	9,11	9,60	10,20	11,11	11,22	12,67	13,10
d/F (%)	5,58	6,24	6,34	6,42	6,60	6,54	6,83	6,82	7,59	7,68

Les céréales et dérivées sont très importantes dans le plat et sur la table des algériens, puisque leurs quantités sont considérables comparées aux autres groupes alimentaires. La consommation de ces denrées augmente chaque fois que les dépenses sont à la hausse de 146,48 kg en EG (125,19 kg en T.A) à 182,64 kg (156,11 kg) pour arriver à 199,45 kg (170,47 kg) respectivement pour les déciles 1, 6 et 10. La R. A. T. S.en Algérie pour ce groupe est estimée à 180,0 kg satisfaisante pour la moitié de la population en variant pour ceux qui sont au – dessous de cette ration en taux de satisfaction de 81,38 % à 94,61 % entre décile 1 et 5 ; alors que l'autre moitié enregistre des taux allant de 101,47% (tranche6) à 110,8 % (tranche 10).

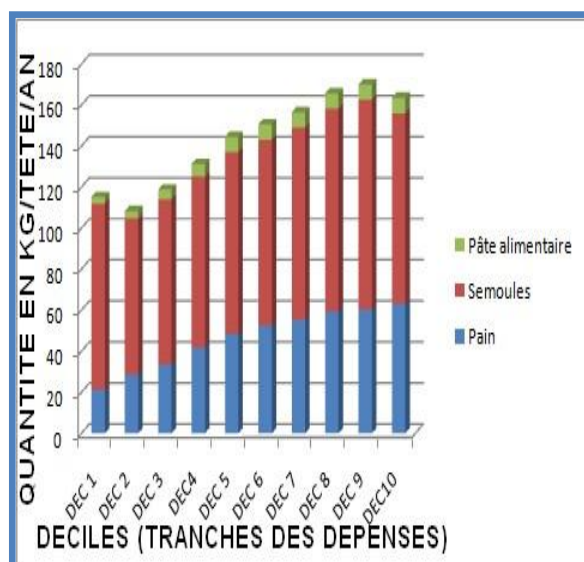
La consommation du pain varie d'une tranche à une autre, elle atteint 63,12 kg (décile 10) baisse à 48,35 kg, puis est de 21,23 kg pour les classes 5 et 1 dans l'ordre .La part du pain dans le groupe des céréales et dérivés est aussi croissante en fonction des dépenses en variant de près de 16,96 % à 33,21 % (classe 1 à 5), pour atteindre plus de 37 % à la dixième tranche.

La consommation de la semoule suit le sens inverse, les portions relatives sont décroissantes pour les déciles 1, 5 et 10 de près du 3/4, 3/5 et 1/2 ;en revanche les quantités consommées sont en augmentation chaque fois les dépenses sont plus importantes, allant de 90,75 kg (en T. A.) à 102,23 kg (en T. A. ) entre décile 1 et 9 et décroît légèrement à 92,87 kg, ceci montre qu'il y a une saturation dans la consommation de la semoule, et la tranche 9 présente le point optimal de cette consommation.

Les pâtes alimentaires et céréales en grains n'occupent pas une grande place dans le groupe des céréales et dérivées, vue que la part des premières est autour de 4,48 % par contre les secondes ont des portions relatives au total qui n'excèdent pas 6 % pour des quantités variant de 3,23 kg à 7,64 kg pour les pâtes alimentaires, et de 6,99 kg à 13,10 kg pour les céréales en grains.



**Figure N°20 : Diagramme de consommation des céréales et dérivés en fonction des déciles et par rapport à la R.A.T.S**



**Figure N°21: Niveau de consommation des céréales et dérivés en fonction des déciles**

## II. 8. L'évolution de la consommation des sucres et produits sucrés en fonction des déciles

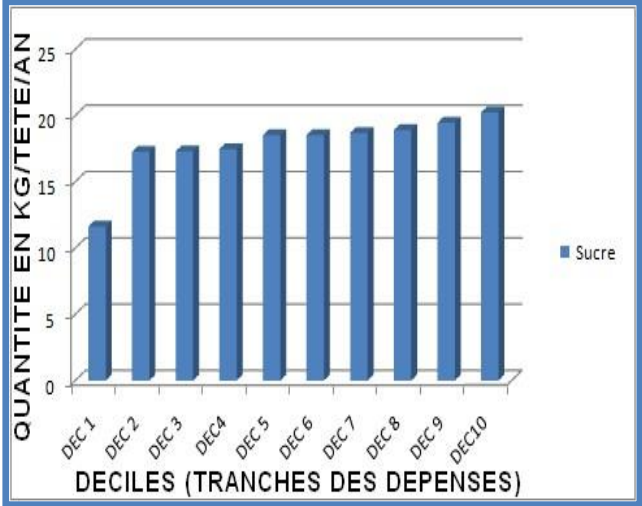
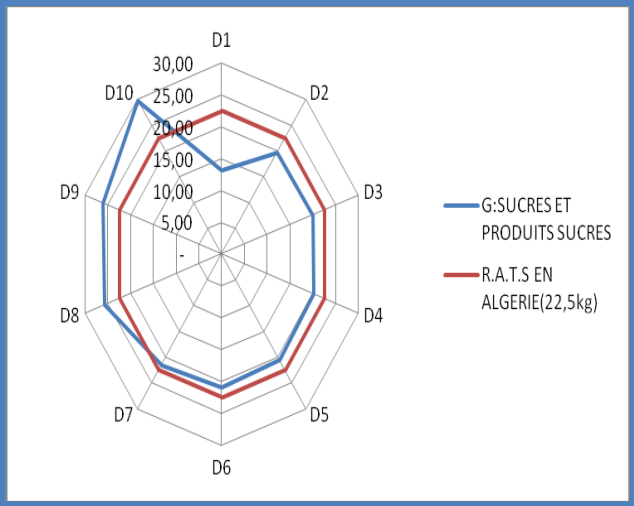
**Tableau N°24: L'évolution de la consommation des sucres et produits sucrés en fonction des déciles**

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC10
G: Sucres et produits sucrés	13,25	19,75	19,89	20,13	20,45	20,87	21,42	22,12	26,09	29,77
R.A.T.S en Algérie	22,50	22,50	22,50	22,50	22,50	22,50	22,50	22,50	22,50	22,50
Taux de satisfaction (%)	58,89	87,78	88,40	89,47	90,89	92,76	95,20	98,31	115,9	132,30
DONT: a- Sucre	11,63	17,26	17,29	17,47	18,52	18,53	18,69	18,91	19,45	20,24
a/G (%)	87,77	87,41	86,90	86,81	90,57	88,76	87,25	73,46	74,55	68,01

Il serait souhaitable de consommer près de 22,5 kg (R. A. T. S.) entre sucre et produits sucrés ; cette ration n'est satisfaite que par 20 % de la population considérée comme la plus riche; alors qu'elle n'est qu' à peine égale à la moitié pour le décile le plus pauvre, les quantités ingérées sont proportionnelles aux classes de dépenses en variant de 13,25 kg (tranche 1) doublant à la huitième classe (26,09 kg), et arrivent à 29,77 kg (décile 10).

Le sucre est le produit dominant dans ce groupe, en s'attribuant entre 68,01 % (classe 10) à 91,55 % (tranche 1), ces parts relatives sont inversement

proportionnelles aux dépenses, contrairement aux quantités qui ne cessent de croître d'une classe à une autre supérieure, de 12,13 kg à 18,52 kg jusqu'à atteindre 20,24 kg respectivement pour les déciles 1, 5 et 10, cela montre que chaque fois qu'en passe d'une tranche à une supérieure la population peut se permettre d'acquérir des produits sucrés (chocolats, bonbons, confiseries... ).



**Figure N°22: Diagramme de consommation des sucres et produits sucrés en fonction des déciles et par rapport à la R.A.T.S**

**Figure N°23: Niveau de consommation des sucres et produits sucrés en fonction des déciles**



## II. 9. L'évolution de la consommation des légumes frais en fonction des déciles

**Tableau N°25: L'évolution de la consommation des légumes frais en fonction des déciles**

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC10
H:Légumes	31,47	43,63	48,60	63,48	70,48	78,68	88,97	102,45	120,78	137,49
R.A.T.S en Algérie	50,00	50,00	50,00	50,00	50,00	50,00	50,00	50,00	50,00	50,00
Taux de satisfaction (%)	62,93	87,26	97,20	126,96	141,68	157,36	177,94	204,90	241,56	274,98
DONT:										
a- Tomates	5,50	7,84	9,63	11,23	12,85	13,94	15,66	18,22	20,46	23,65
a/H (%)	17,48	17,97	19,81	17,69	18,14	17,72	17,60	17,78	16,94	17,20
b- Oignons	6,33	7,46	9,13	11,45	11,78	12,89	13,75	15,66	16,85	17,98
b/H (%)	20,12	17,10	18,79	18,04	16,63	16,38	15,45	15,29	13,95	13,08
c-Salades	2,45	3,65	4,57	5,12	5,35	6,46	8,40	8,40	7,46	8,53
c/H (%)	7,79	8,37	4,23	4,71	4,29	4,77	6,54	6,41	5,37	5,60
d- Poivrons	1,45	2,50	3,13	4,50	5,98	6,56	7,88	9,17	10,65	12,78
d/H (%)	4,46	5,73	6,44	7,09	8,44	8,34	8,86	8,95	8,82	9,30
e-Carottes	1,45	3,22	4,12	5,66	6,45	7,23	7,56	8,64	10,85	11,34
e/H (%)	7,79	7,38	8,48	8,92	9,11	9,19	8,50	8,43	8,98	8,25
f-Courgettes	1,45	1,5	1,75	2,12	2,33	2,98	3,12	3,5	4,85	5,66
f/H (%)	4,61	3,44	3,6	3,34	3,29	3,79	3,51	3,42	4,02	4,12
g-Piments	0,12	0,78	0,88	0,21	0,95	1,13	0,76	0,45	0,64	1,67
g/H (%)	0,38	0,74	1,81	0,20	0,76	0,83	0,59	0,34	0,46	1,10

La consommation des légumes frais varie de 31,47 kg (décile 1) à 70,84 kg (décile 5) et s'élève à 137,49 kg (décile 10). La R. A. T. S. de notre échantillon est satisfaite pour 70 % de la population ; les trois premiers déciles qui font défaut sont les couches pauvres, en la couvrant de 3/5 et au 4/5 et atteignent 97,20 % respectivement pour les classes (1, 2 et 3) ; en revanche les couches les plus riches dépassent cette ration au- de là du triple.

La tomate est le légume frais le plus consommé en s'emparant d'un peu moins des 2/5 à travers les couches ; les quantités ingérées augmentent d'une tranche à une autre supérieure, les ménages du premier décile consomment 5,5 kg pour doubler à la quatrième classe, triplé à la huitième et quadruple à la tranche la plus riche (décile10).

La quantité d'oignons consommée s'élève en fonction des dépenses, par contre leurs parts relatives dans le total des légumes frais diminuent, ceci s'explique le fait que ces quantités doublent entre tranche 1 et 7, et même triple entre classe 1 et 10 (6,33 kg à 17,98 kg). Les proportions relatives de ce légumes sont inversement proportionnelles aux dépenses, elles baissent d'une classe à une autre, de près du 1/5 (tranche1) au 1/6 (tranche 5) jusqu'à diminuer à 13,08 % pour le décile 10.

Les quantités consommées en salade sont croissantes à travers les déciles en arrivant de 2,45 kg à 8,53 kg entre déciles extrêmes (1 et 10), alors que elle double à cinquième tranches (5,35 kg) ; les portions relatives de la salade dans les légumes frais, varient d'un décile à une autre ; tantôt à la baisse, tantôt à la hausse, mais dans un intervalle de 7,79 % à 9,44 %.

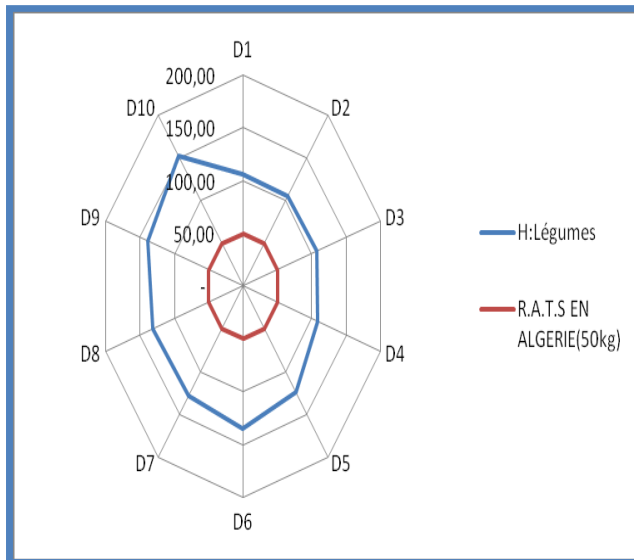
Le poivron est assez consommé par les couches aisées 10,65 kg et 12,78 kg respectivement pour les déciles 9 et 10), puis il y a une diminution d'une tranche à une autre inférieure, chaque fois que les dépenses sont à la baisse jusqu'à n'arriver seulement qu'à 1,45 kg pour le décile le plus pauvre. Le pourcentage du poivron dans le groupe des légumes frais avoisine les 8,5 % ; excepté pour les cinq premiers déciles, soit respectivement 4,61 % à 7,09 %.

La carotte est aussi estimées par le consommateur, elle occupe près du 3/5 du total ; leur consommation se situe entre 2,45 kg à 11,34 kg entre déciles extrêmes (1 et10) la classe 5 dispose 6,45 kg. Les carottes présentent environ 8,5 % des légumes frais.

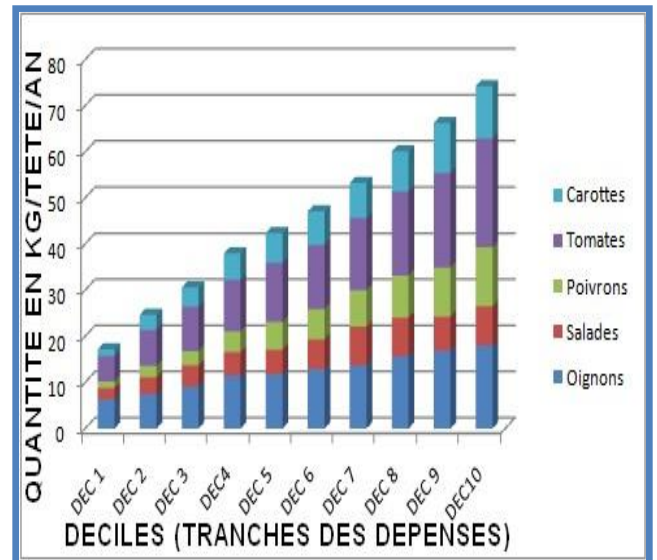
La courgette consommée à travers les déciles ne dépasse pas les 6 kg ; elle est au-dessous de 3 kg pour les six premières tranches (60 %) ; sa part relative au total des légumes frais avoisine de 4 %.

La consommation du piment n'est pas très importante sur la table de notre échantillon, car elle varie de 0,12 kg (décile 1) à 1,67 kg (décile 10).

Les légumes restants (nos cités) ne sont pas très importants, ni en quantités ni en portion relatives à ce que l'on vient de citer.



**Figure N°24: Diagramme de consommation des légumes frais en fonction des déciles et par rapport à la R.A.T.S**



**Figure N°25 : Niveau de consommation des légumes frais en fonction des déciles**

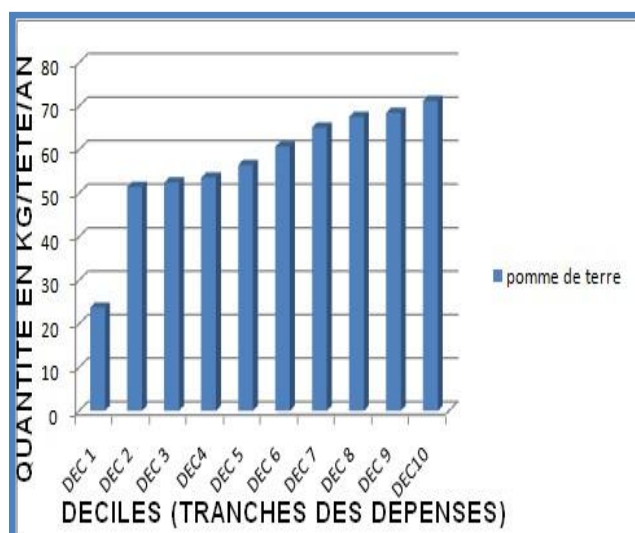
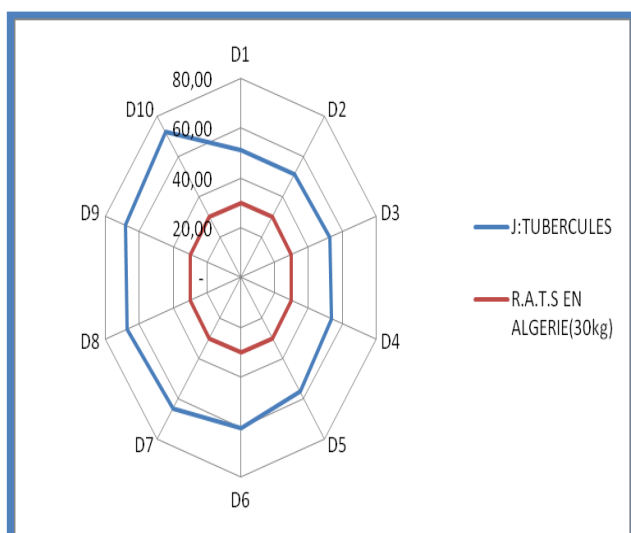
## II. 10. L'évolution de la consommation des tubercules en fonction des déciles

**Tableau N°26: L'évolution de la consommation des tubercules en fonction des déciles**

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC 4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC 10
J:TUBERCULES	23,65	52,65	52,46	53,57	56,46	60,67	65,10	67,56	68,46	72,43
R.A.T.S en Algérie	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00
Taux de satisfaction (%)	170,04	171,52	174,85	178,56	188,19	202,24	217,02	225,21	228,19	241,44
DONT: a-pomme de terre	23,75	51,46	52,46	53,57	56,46	60,67	65,10	67,56	68,46	71,23
a/J (%)	100,42	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	98,34

Vu l'importance et la place occupée par la pomme de terre en particulier dans le plat des algériens, nous avons préféré la traiter à part ; la R. A. T.S.de ce groupe est estimée en Algérie à 30 kg, largement satisfaite pour l'ensemble de notre échantillon. La pomme de terre s'empare de presque la totalité des tubercules (au dépend des topinambours et de la patate douce); pour des parts relatives au total, évoluant d'une façon inversement proportionnelle dans un intervalle très restreint passe de 100,42% à 98,34 % entre déciles extrêmes.

Les quantités consommées passent du simple au double entre classe 1 et 5 (de 23,75 kg à 56,46 kg) jusqu' à atteindre 71,23 kg d'où du triple de la première tranche ; donc ces quantités évoluent proportionnellement en fonction des dépenses.



**Figure N° 26: Diagramme de consommation des tubercules en fonction des déciles et par rapport à la R.A.T.S**

**Figure N° 27: Niveau de consommation des tubercules en fonction des déciles**

## II. 11. L'évolution de la consommation des fruits en fonction des déciles

**Tableau N°27 : L'évolution de la consommation des fruits en fonction des déciles**

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC10
I:FRUITS	8,65	12,55	19,26	22,25	25,36	32,55	37,32	44,23	55,41	64,33
R.A.T.S en Algérie	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00
Taux de satisfaction (%)	19,22	27,89	42,80	49,44	56,36	72,33	82,93	98,29	123,13	142,96
DONT:										
a-oranges	2,16	3,39	4,43	5,98	6,88	8,52	10,20	12,88	16,45	17,18
a/l (%)	24,97	27,01	23,00	26,88	27,13	26,18	27,33	29,12	29,69	26,71
b-mandarines	0,41	0,81	1,72	1,85	2,12	2,77	3,25	3,75	4,66	6,55
b/l (%)	4,74	6,45	8,93	8,31	8,36	8,51	8,71	8,48	8,41	10,18
c-raisin	0,87	1,86	3,54	3,67	4,46	5,57	6,88	8,36	8,66	9,84
c/l (%)	10,06	14,82	18,39	16,51	17,59	17,10	18,44	18,90	15,63	15,30
d-pastèque	1,44	1,66	2,35	3,66	3,25	5,50	6,35	6,98	8,66	9,75
d/l (%)	16,65	13,23	12,20	16,45	12,82	16,90	17,02	15,78	15,63	15,16
e-melon	0,48	0,77	1,33	1,05	1,54	1,60	1,82	2,28	2,84	3,99
e/l (%)	5,55	6,14	6,91	4,72	6,07	4,92	4,88	5,15	5,13	6,20
f-dattes	1,50	2,50	2,67	3,29	4,25	4,46	4,93	4,11	4,20	4,15
f/l (%)	17,34	19,95	13,85	14,79	16,78	13,69	13,21	9,29	7,58	6,45

La consommation des fruits est relativement moins importante sur la table des algériens et par rapport la R. A. T. S. (45 kg), en sachant que seule 20 % de la population couvre cette ration à savoir les deux tranches les plus riches, en revanche le reste des classes sont des taux de satisfaction à cette ration de 19,22% à 56,36% puis 98,29 % respectivement pour les déciles 1, 5 et 8.

Les quantités consommées montrent de grandes disparités entre classes ; il y a une évolution en proportions comme suit 1 : 3 :7 en ordre pour les déciles 1, 5 et 10 (8,65kg, 25,36 kg et 64,33 kg).

La consommation des oranges à elle seule occupe le 1/4 de ce qui est consommé en fruits, si on lui ajoute la quantité de mandarines, leurs parts relatives

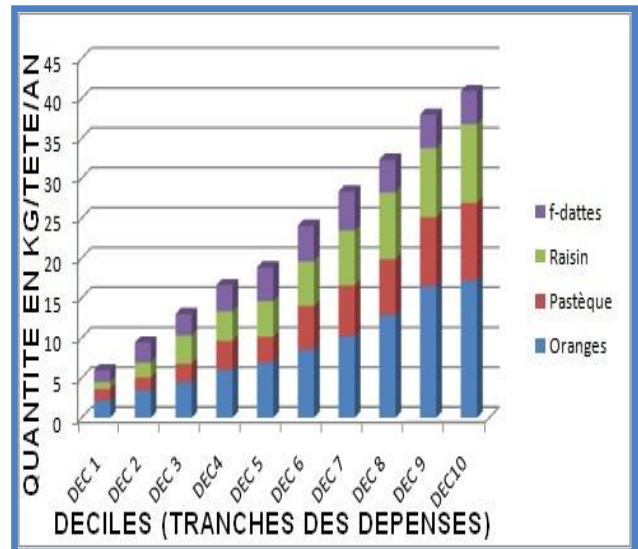
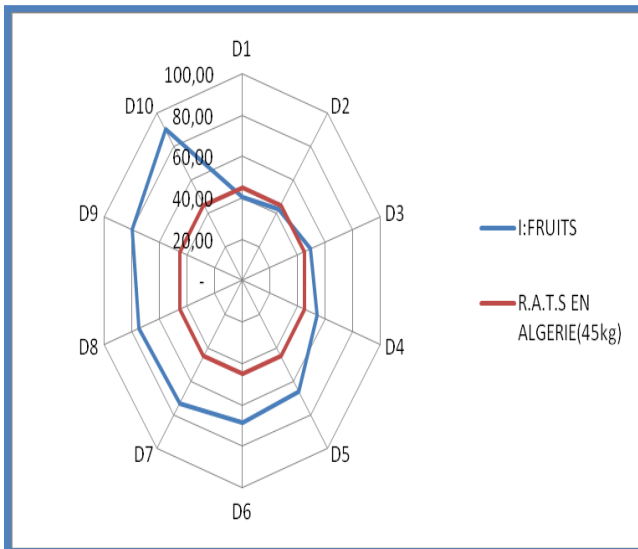
cumulées plus du 1/3, ce qui démontre toute l'importance que prennent signification qu'occupent les agrumes dans les habitudes alimentaires en Algérie. Chaque fois qu'on passe d'une tranche à une autre inférieure, la consommation des oranges diminue, ce qui illustre leurs proportionnalités aux tranches de dépenses ; de 17,18 kg (classe 10) à la moitié de cette quantité à la sixième tranche et l'on descend à 2,16 kg pour le décile le plus pauvre (tranche 1).

Les mandarines ont aussi une croissance proportionnelle aux dépenses de 0,41 kg, 2,65 kg à 5,30 kg pour les déciles 1, 5 et 10 dans l'ordre ; ces mêmes tranches ont des taux de couverture relatif 4,74 %, elle double à la cinquième tranche (8,36 %) pour atteindre 10,18 %.

Le raisin est un fruit occupant entre 10,06 % et 18,90 % du total des fruits ; pour des quantités qui ne cessent d'augmenter d'un décile à un autre supérieur, en se multipliant par 6,5 entre classes 1 et 6, pour 0,87 kg à 5,57 kg et atteint près des 9,84 kg pour le décile 10 .

La pastèque et le melon comptent des quantités consommées proportionnelles aux tranches de dépenses, vu que le premier fruit a une consommation qui passe de 1,44 kg, 3,25 kg à 9,75 kg, donc une évolution dans les proportions suivantes 1 : 2 :7 respectivement pour les tranches 1, 5 et 10, alors que le second fruit enregistre pour les mêmes tranches 0,48 kg, 1,55 kg à 3,99 kg, donc des proportions de 1 : 3 :8 ; il faut signaler que les portions relatives au groupe des fruits ne sont pas très régulières, tantôt à la hausse, tantôt à la baisse, mais dans un intervalle pour la pastèque de 12,20 % à 16,90 %, alors que pour le second fruit, elle varie de 4,72% à 6,91 % .

La consommation des dattes pour la première tranche est de 1,50 kg, cette quantité double à la quatrième classe et atteint 4,93 kg au 7<sup>ème</sup> décile, et baisse à 4,15kg pour les deux derniers déciles ; en revanche les prorata de la consommation des dattes dans le total des fruits sont inversement proportionnels aux dépenses en régressant de 17,34 % au premier décile à près du 1/3 de cette portion ce qui fait 6,45% à la dixième classe.



**Figure N° 28 : Diagramme de consommation des fruits en fonction des déciles et par rapport à la R.A.T.S**

**Figure N° 29: Niveau de consommation des fruits en fonction des déciles**

## II. 12. L'évolution de la consommation des excitants et tisanes en fonction des déciles

**Tableau N°28: L'évolution de la consommation des excitants et tisanes en fonction des déciles**

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC10
K:TOTAL EXCITANT ET TISANES	1,39	1,42	1,65	3,70	2,99	3,02	3,08	3,11	3,16	4,29
DONT :										
a-café	1,34	1,35	1,54	2,80	2,88	2,90	2,92	2,94	2,99	3,12
a/k (%)	96,28	95,03	93,45	75,62	96,31	95,90	94,99	94,74	94,64	72,82
b-thé	0,12	0,14	0,13	0,30	0,26	0,22	0,26	0,30	0,32	0,36
b/K (%)	8,63	9,89	7,87	8,10	8,71	7,28	8,45	9,66	10,14	8,39
c-tisane	0,01	0,01	0,02	0,01	0,02	0,01	0,02	0,02	0,03	0,04
c/K (%)	0,72	0,85	1,21	0,27	0,67	0,33	0,65	0,64	0,95	0,93

Les excitants et tisanes ont une tendance à la croissance par rapport aux tranches des dépenses ; il en est ainsi du café, dont la consommation passe de 1,34kg, 2,88kg à 3,12 kg pour les tranches 1, 5 et 10. Le prorata du café relativement au total excitants et tisanes est très important, allant de 72,82 % à 96,31 % ; le reste est essentiellement occupé par le thé près du 1/9 du total, pour des quantités aussi croissantes que le café, passant du simple (0,12 kg ) à plus du double (0,26 kg ) et même triple entre classes extrêmes (0.36 kg ) respectivement pour les classes 1, 5 et 10.

Les tisanes et les herbes médicinales n'occupent pas une grande place, vu que leurs portions dans le total excitants et tisanes n'excèdent pas de plus de 1%, pour des quantités variant de 0,01 kg à 0,04 kg.

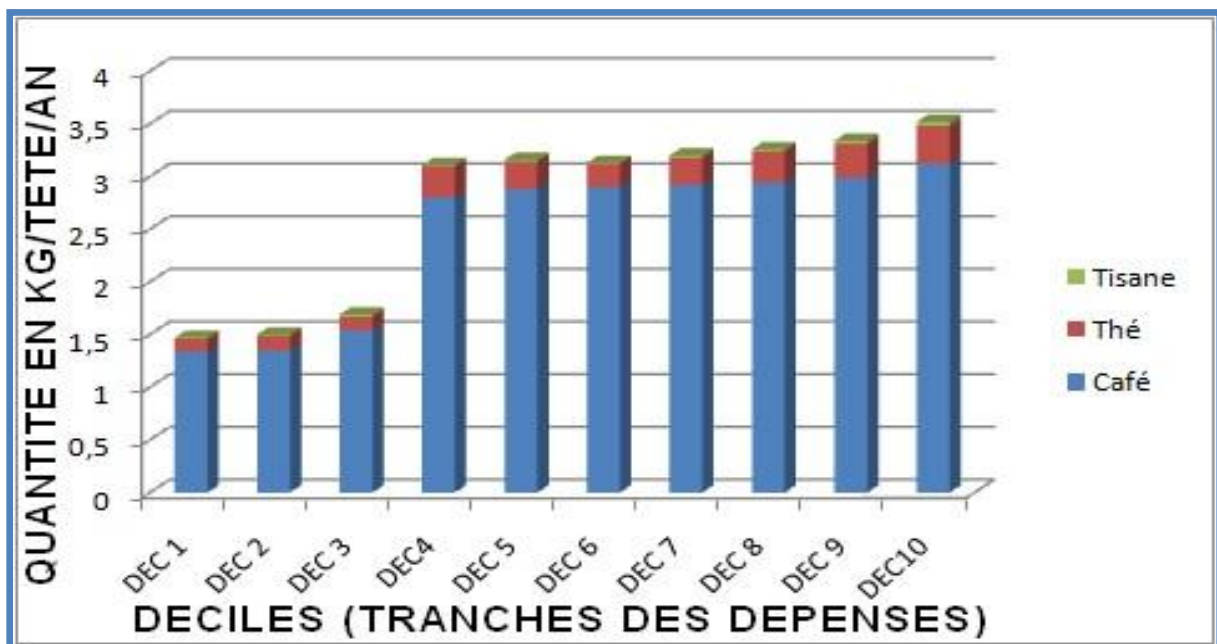


Figure N° 30: Niveau de consommation des excitants et tisanes en fonction des déciles



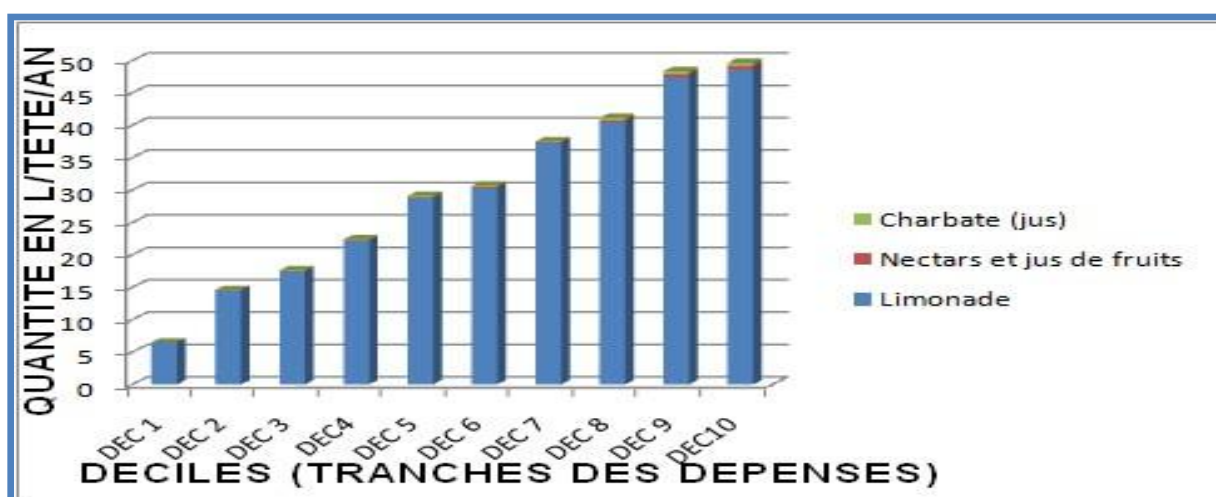
## II. 13. L'évolution de la consommation des boissons en fonction des déciles

**Tableau N°29 : L'évolution de la consommation des boissons en fonction des déciles**

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC10
L:TOTAL BOISSON (LIQUIDE)	7,22	16,22	18,34	23,68	30,12	32,16	38,45	41,22	48,21	50,23
a-limonade	6,45	14,44	17,36	22,13	28,75	30,26	37,22	40,41	47,41	48,55
a/L (%)	89,34	89,03	94,66	93,45	95,45	94,09	96,80	98,03	98,34	96,66
b-nectars et jus de fruits	0,03	0,12	0,14	0,12	0,15	0,20	0,22	0,33	0,50	0,60
b/L (%)	0,42	0,74	0,76	0,51	0,50	0,62	0,57	0,80	1,04	1,19
c-charbate (jus)	0,01	0,03	0,13	0,15	0,23	0,25	0,12	0,40	0,45	0,50

Les boissons exprimées sous forme liquide baissent d'une tranche à une autre, à partir de la dixième tranche 50,23 litres à 30,12 litres pour la tranche 5 ; alors que la première ne consomme que 7,22 litres, la limonade suit la même tendance et presque les mêmes grandeurs, puisqu'elle s'accapare de plus de 96,66 % du total des boissons (liquides).

Le nectaire, le jus de fruit et le charbate n'ont pas une grande importance dans la consommation de notre échantillon, en ayant moins de 2 % du total des boissons (liquides).



**Figure N° 31 : Niveau de consommation des boissons en fonction des déciles**

## II. 14. L'évolution de la consommation des épices et condiments en fonction des déciles

Tableau N°30: L'évolution de la consommation des épices et condiments en fonction des déciles

	DEC 1	DEC 2	DEC3	DEC4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC8	DEC9	DEC10
M : EPICES ET CONDIMENT	0,12	0,19	0,23	0,27	0,34	0,37	0,45	0,48	0,61	0,80
DONT: a- poivre noir	0,04	0,07	0,09	0,11	0,13	0,16	0,17	0,23	0,25	0,28
a/M (%)	33,33	36,84	39,13	40,74	38,24	43,24	37,78	47,92	40,98	35,00

D'après les habitudes culinaires algériennes qui demandent beaucoup d'épices et de condiments, la consommation est croissante en fonction des tranches de dépenses ; Elle va de 0,12 kg (tranche 1) à plus du triple (0,37 kg) à la sixième tranche et atteint 0,80 kg pour la dernière tranche. Le poivre noir a une assez bonne place dans le groupe des épices et condiments, pour des quantités passant de 0,28 kg (tranche 10) à 0,13 kg (tranche 5) et baissant à 0,04 kg (tranche 1).

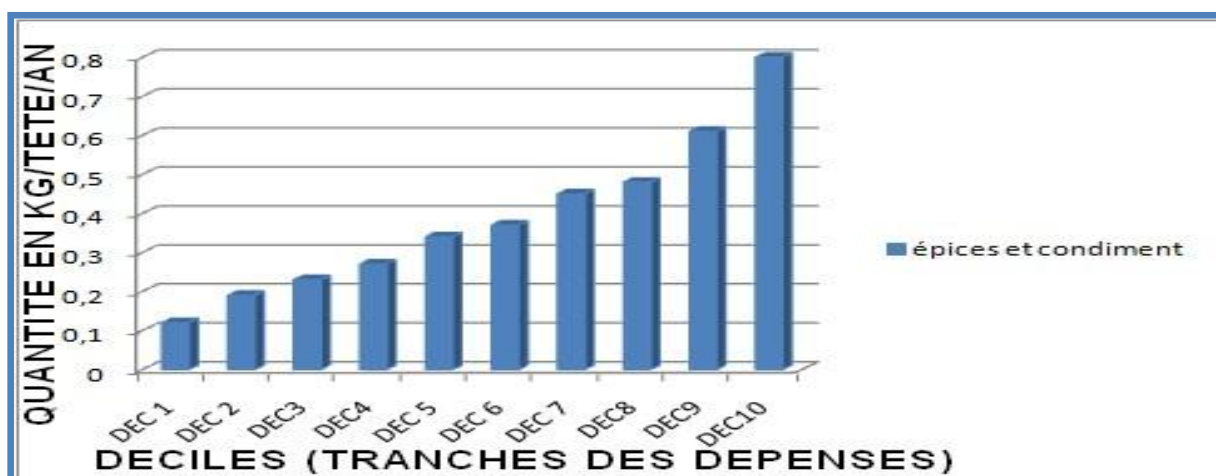


Figure N° 32 : Niveau de consommation des épices et condiments en fonction des déciles

## II. 15. L'évolution de la consommation des additifs en fonction des déciles

**Tableau N°31: L'évolution de la consommation des additifs en fonction des déciles**

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC8	DEC 9	DEC10
N : ADDITIFS	4,25	4,12	4,66	4,18	5,34	5,40	5,45	5,60	5,70	6,75
DONT:										
a- Sel	3,28	3,29	3,65	3,33	3,85	3,90	4,30	4,44	4,50	4,60
a/N (%)	77,21	79,84	78,33	79,69	72,09	72,22	78,90	79,29	78,95	68,15
b-vinaigre	0,44	0,48	0,51	0,54	0,46	0,72	0,78	0,82	0,87	1,12
b/N (%)	10,36	11,65	10,96	12,83	8,55	13,36	14,31	14,59	15,26	16,66

Vu qu'en général les quantités des autres produits consommés (viandes, légumes, poissons...) sont croissantes en fonction des tranches de dépenses, les additifs sont aussi croissantes 4,25 kg, 5,34 kg à 6,75 kg dans l'ordre pour les tranches 1, 5 et 10. Le sel est le plus dominant en occupant près des 2/3 au 4/5 du total additifs. Ces parts sont inversement proportionnelles aux dépenses ; par contre, les quantités consommées ne cessent de croître d'une classe à l'autre 3,28kg, 3,85 kg à 4,60 kg pour les tranches 1, 5 et 10.

Le vinaigre vient en deuxième position dans le total des additifs après le sel en passant dans le total groupe de 10,36 % à 16,66 %, la consommation diminue chaque fois que les dépenses sont à la baisse de 1,12 litre pour la classe 10 à 0,44 litres pour les déciles le plus pauvres.



**Figure N° 33 : Niveau de consommation des additifs en fonction des déciles**

## II. 16. L'évolution de la consommation des autres produits alimentaires en fonction des déciles

Tableau N°32: L'évolution de la consommation des autres produits alimentaires en fonction des déciles

	DEC 1	DEC2	DEC3	DEC4	DEC5	DEC 6	DEC 7	DEC8	DEC9	DEC10
Autres produits alimentaires	0,01	0,02	0,02	0,03	0,03	0,01	0,02	0,03	0,02	0,06

Il s'agit de produits alimentaires relevés dans l'enquête en quantité, mais sans identification particulière, tels que les repas préparés en conserve ou autres aliments...; leurs quantités sont négligeables et irrégulières d'une tranche à une autre et ne dépassent guère les 0.06 kg.

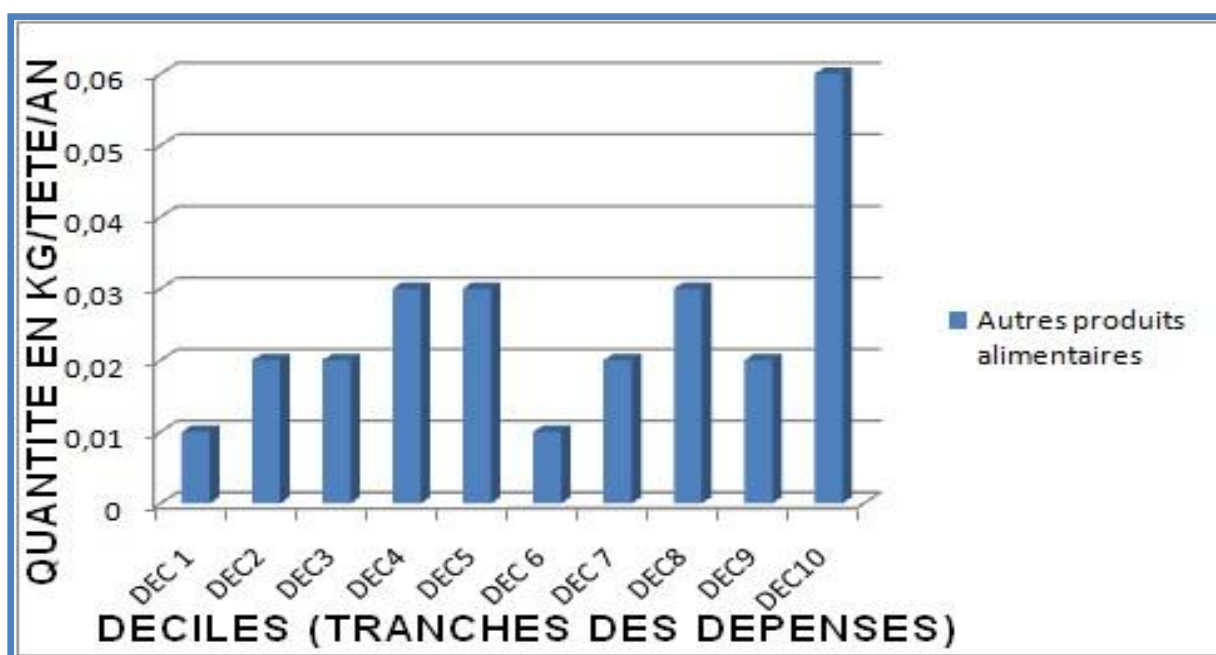


Figure N° 34 : Niveau de consommation des autres produits alimentaires en fonction des déciles

# **CONCLUSION GENERALE**

## CONCLUSION GENERALE

La dynamique de phénomène de consommation alimentaire a beaucoup changé ces dernières années, ces modifications sont dues essentiellement aux changements socio-économiques de pays.

La situation alimentaire relève par notre enquête concerne 162 produits alimentaires, pour 130 ménages, pendant une année (une semaine pour chaque saison) ; les résultats de cette analyse traduisent la nécessité d'intégrer la notion de région dans toutes les analyses politiques et économique, il faut ressortir le fait que les moyennes régionales dissimulent d'importants disparités de niveau de consommation entre elles.

La combinaison des facteurs, tels que la situation économique (revenus, prix, pouvoir d'achat,...), sociale (habitudes, tradition, coutumes...), et naturelle (pluviométrie, les sols,...) façonnent les modèles de consommation au niveau national, régional et à l'intérieur même des régions ; mais nous considérons dans notre cas que le facteur économique (revenus et dépenses) est plus influent.

Cette enquête a une situation alimentaire et sociale proportionnelle aux dépenses. La tendance est à la hausse chaque fois que les dépenses augmentent.

La R.A.T.S. en viandes n'est satisfaite que pour la moitié de la population, les viandes blanches l'emportent légèrement sur les viandes rouges dans le total viandes, à l'exception des deux dernières classes, vu que les parts relatives de ces viandes sont inversement proportionnelles aux dépenses, à l'inverse des viandes rouges, ceci est sous l'influence directe du pouvoir d'achat des consommateurs ; au sein du sous groupe des viandes rouges, les viandes ovines ont une assez bonne place, ceci est dû essentiellement aux habitudes alimentaires des Algériens.

La consommation en œufs et en poissons n'est satisfaite, respectivement que pour 50 % et 70 % de la population, influencée par les prix pour les deux produits considérés comme produits de substitution aux viandes.

Le taux de satisfaction à la R.A.T.S. en légumes secs (au-dessus de 100 %) est réalisé pour les ménages dont les dépenses sont supérieures (70 %) ; notant aussi la dominance des lentilles, suivies par les haricots secs dans ce groupe alimentaire.

La consommation du lait et dérivés est très satisfaite pour la plupart des classes de dépenses (sauf les deux premières). Le lait frais et le lait en poudre sont des produits laitiers substituant entre eux, avec une évolution proportionnelle aux dépenses pour le premier et à l'inverse pour le second, cela est dû par la disponibilité de ces produits et leurs prix. Le fromage, le yaourt et autres (crème fraîche, petit suisse..) sont peu consommés en général en particulier pour les ménages pauvres et moyens.

Les corps gras sont en quantité suffisante (à l'exception des deux premières classes, 20 % de la population) avec une nette dominance des huiles, ceci peut s'expliquer par les nouvelles habitudes alimentaires, ou les fritures (grosse consommation d'huile) occupent une importante position dans nos repas.

La consommation en Algérie est essentiellement à base des céréales, pour les différentes classes de dépenses, ceci s'explique par les habitudes alimentaires des algériens, ainsi que les prix soutenus et accessibles à toutes les bourses ; par ailleurs, les deux importants produits dans le groupe des céréales (du point de vue quantitatif) sont le pain (blé tendre) et la semoule (blé dur), ces deux produits sont en hausse chaque fois qu'on progresse vers une classe de dépenses supérieure ; du point de vue proportions, on remarque que plus les dépenses augmentent, plus la part de la semoule diminue, contrairement au pain.

Les quantités consommées en sucre et produits sucrés n'atteignent la R. A. T. S. que pour 20 % seulement de la population, pour des parts relatives du sucre dans le total inversement proportionnelles aux dépenses ce qui laisse dire que les produits sucrés sont en hausse chaque fois que les dépenses augmentent, puisque les ménages aisés se permettent d'acquérir de plus en plus de confiseries, crèmes glacées, confitures, chocolats, miel, ...

Il semblerait que la consommation des légumes frais est satisfaite pour toutes les tranches de dépenses alimentaires (à l'exception des trois premières classes) ; tomate, oignon et salade représentent les aliments les plus dominants ; plus on se situe une tranche supérieure, plus la part de l'oignon décroît et celle de la salade augmente. Celle de la tomate a relativement une part similaire pour toutes les catégories de dépense.

La quasi-totalité des quantités de tubercules consommés est représentée par la pomme de terre ; elle constitue un aliment essentiel dans la ration des Algériens ; ou elle dépasse dans la majorité des cas la R. A. T. S en Algérie (sauf pour les deux premières classes) ; en outre, les algériens s'orientent de plus en plus vers présentation de plats faciles tels que les fritures.

La consommation des fruits est en dessous de la R. A. T. S. dans toutes les classes de dépenses à l'exception des deux tranches (20 %) les plus riches ; ceci est dû essentiellement à leurs prix excessifs qui font baisser la consommation, orientant les achats vers d'autres produits moins chers, surtout les boissons. Les agrumes (en particulier les oranges) sont les fruits les plus consommés, suivis par le raisin puis les pastèques.

Les boissons, dont la consommation est dominée par le café (exprimé en solide) dans toutes les classes de dépenses, la part du café dans le total des excitants et tisanes est stagnante. Les boissons liquides sont dominées par la

limonade à travers les déciles ; notons que la boisson gazeuse tend à remplacer les fruits sur nos tables, vu les prix de ces produits.

L'utilisation des épices et condiments est dominé par le poivre noir, l'ensemble est en nette progression par rapport aux dépenses, et cela à une liaison directe avec la consommation des autres produits alimentaires. Le sel est l'aliment l'additif dominant, il est en quantité en part relativement importante ; cette même part est décroissante à travers les tranches de dépenses quand les dépenses sont en hausse.

D'après notre travail et les analyses des résultats, nous pouvons affirmer notre hypothèse, qui consiste à l'augmentation des quantités consommées en fonction de l'accroissement des dépenses,



# **REFERENCES**

## Listes des références

- Africare, 1999.** Africare livre de base pour les opérations de terrains, Design, mettre en œuvre, le Suivi et Evaluation des projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Anonyme, 1970** « le premier plan quadriennal 1970/1973, préambule du rapport général».
- Anonyme, 1984** « le premier plan quinquennal 1980/1984, rapport générale ».
- Anonyme, 2000** : rapport annuel de Centre Nationale d'Etudes et d'Analyses pour la Population et le Développement 2000.
- Anonyme, 2007** : rapport annuel de Centre Nationale d'Etudes et d'Analyses pour la Population et le Développement 2007.
- Anonyme, 2008 A** « agro-alimentaire rapport sur le passé, le présent et l'avenir de l'Algérie».
- Anonyme, 2008 B** « rapport annuel de la direction de planification et de l'aménagement de territoire de Tipaza (DPAT) ».
- Anonyme, 2008 C** : rapport annuel de Conseil National Economique et Social
- Anonyme, 2008 D** : rapport annuel de Centre Nationale d'Etudes et d'Analyses pour la Population et le Développement.
- Anonyme, 2009** : [www.ons.dz](http://www.ons.dz)
- Azoulay, G. et Dillon, J. 1993,** La sécurité alimentaire en Afrique, Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies, Edition Karthala, 296p.
- BADILLO D., 1980** « stratégie agro-alimentaire pour l'Algérie, prospective 2000 », édition EDISUD, Aix en Provence.
- BEDRANI S. et ASSAMI M., 1995** « les politiques de l'Etat envers les populations pauvres en Algérie », « les politiques alimentaires en Afrique du nord : d'une assistance généralisé aux interventions ciblées » édition Karthala, Paris, 1995.
- BENCHARIF A., 1988** « Eléments de réflexion sur la dynamique de la consommation alimentaire » in revue du C.R.E.A.D « Economie agro-alimentaire » tome II n°14, Alger, 1988.
- BOULAHIA N., 2004** « Effets de politique et des stratégies alimentaires en fonction des changements socio-économiques en Algérie.
- BREMOND, GELDEN, 1964** : Dictionnaire des théories et mécanisme économique
- CE et CTA, 1998.** Stratégie communautaire de sécurité alimentaire, Séminaire sur la sécurité alimentaire, Bruxelles, Commission Européenne, Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale,
- CEPED M., LENGELLE M., 1964** : l'économie de l'alimentation.
- DJELLATOU D., 1987** « Problème d'évaluation du niveau de vie et valorisation des normes budgétaires à partir des études de la dépense consommatrice des ménages » thèse de magister, Institut des sciences économiques, Alger, 1987.
- DJERMOUN A., 1990** « contribution à l'analyse de la dynamique de la consommation alimentaire en Algérie », thèse d'ingénieure en Agronomie INES d'Agronomie Blida 1990.
- DRHC, 2002,** Développement des Ressources Humaines Canada (DRHC), 2001, L'insécurité alimentaire au Canada, 1998-1999, dernières modifications 12-09-2002.

**FAO, 1996-A**, Déclaration de Rome sur la Sécurité Alimentaire Mondiale et Plan d'Action du Sommet Mondial de l'Alimentation, 13-17 Novembre 1996, Rome Italie.

**FAO, 1996-B.**, Documents d'information technique, Sommet Mondial de l'Alimentation, 13-17 novembre 1996, Rome, Italie, 260p

**FAO, 1999.** Les implications de la Politique Economique sur la sécurité alimentaire, un manuel de formation, 346p.

**FAO, 2001.** Département de l'agriculture /Archives de documents de la FAO.

**FAO, 2012.** « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012 »

**MALASSIS L., 1979** « Economie agro-alimentaire » tome 1 « Economie de la consommation et de la production agro-alimentaire » Edition Cujas, Paris 1979.

**MALASSIS L., 1986** « Economie agro-alimentaire » tome I « économie de la consommation et de la production, édition Cujas, Paris 1986.

**Michael C. Latham, 2001.** « La nutrition dans les pays en développement » Professeur en nutrition internationale Université de Cornell Ithaca, New York, États-Unis.

**OCDE-FAO. 2012.** Perspectives agricoles de l'OCDE et FAO: 2012-2021. Paris, OCDE et Rome, FAO.

**ONS, 1992** « Premiers résultats de l'enquête sur les dépenses de consommation en Algérie (1988) » série : Données statistiques N°112. Alger.

**ONU, 1996.** « Accroissement démographique », réalisé par l'ONU à l'occasion du Sommet mondial de l'alimentation, Rome, 13-17 novembre 1996, d'après Division de la population de l'ONU.

**PADILLA M., 1991** « les politiques de la consommation alimentaire : signification et portée», thèse de doctorat, Montpellier 1991, spécialité Economie du développement agricole, rurale et agro-alimentaire.

**RAMDANE S. 2008** « polycopie 4<sup>ème</sup> année MCA, département d'Agronomie université de Blida 2008 ».

**RAMDANE S., 1992** « Eléments d'analyse de la consommation alimentaire et nutritionnelle en Algérie à travers l'enquête de l'O.N.S 1998 » thèse d'ingénieur en Agronomie, spécialité économie agro-alimentaire USDB 1992.

**RAMDANE S., 1998** « Analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle de la population Algérienne selon les région géographique et catégorie sociale », thèse de magistère en science Agronomie, spécialité économie de développement agricole et rurale INA EL HARRACHE, 1998

**TOUNSI M., 1995** « Industrialisation et sécurité alimentaire en Algérie, in revue option méditerranéens, série A séminaire méditerranéens CIHEAM de Montpellier, 1995.

**TOURY J., SANKALE M. et all 1974** « Alimentation et pathologie nutritionnelle en Afrique noire » édition Malouine S.A, Paris ; 1974.

# **ANNEXE**

**UNIVERSITE SAAD DAHLEB BLIDA**  
**FACULTE DES SCIENCES AGRO-VETERINAIRES - DEPARTEMENT DES SCIENCES AGRONOMIQUES**  
**SPECIALITE ECONOMIE AGRO-ALIMENTAIRE**

**QUESTIONNAIRE D'ENQUETE SUR LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES MENAGES**

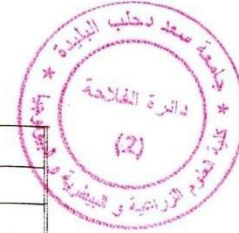
Wilaya : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_ Ménage : \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
 Saison : \_\_\_\_\_ période d'enquête : \_\_\_\_\_

**I. Classification des ménages**

**I. 1. Structure des ménages**

**1). Taille des ménages et âge du chef du ménage :**

	Type de ménage	Leur nombre	Leur âge
Ménage simple sans enfants (nucléaire)			
Ménage simple avec enfants			
Ménage traditionnel (famille élargie)			



Membres	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16
Age																
Fonction																

**2). Niveau d'instruction des chefs ménages**

Non instruit  Primaire  Moyen  Secondaire  universitaire

**II. Structure socioprofessionnelle**

**1). Catégories socioprofessionnelle des ménages**

- a. Sans emplois  b. Agriculture b1. Chef d'exploitation  b2. Ouvrier   
 c. Ouvrier  d. Employé  e. Cadre  f. Enseignant  employeur   
 g. Autres  
 g1. Profession libérale  g2. Médecin  g3. Avocat  g4. Commerçant   
 autres précisez.....

**2). Revenus des ménages :**

Quel est votre revenu ?

Tranche revenue	Sans revenus	(-) de 10000 DA (SMIG)	De 10001 à 14000 DA	De 14001 à 17000 DA	De 17001 à 22000 DA	De 22001 à 30000 DA	(+) de 30001 DA

Revenu : .....

Dépenses : .....

**3). Répartition du budget de consommation des ménages/Mois.**

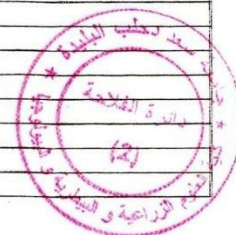
**a) Structure de la consommation par poste budgétaire.**

	Alimentation	Effets vestimentaires	Loyer entretien de la maison	Confort domestique	Education et Santé	Loisir, culture et autres
Somme						
%						

N°	PRODUITS	Quantités	Dépenses	Observation
01	Pain			
02	Farine (blé,riz,mais)			
03	Farine lactée			
04	Semoule			
05	Couscous			
06	Frik (grains de céréale casse)			
07	Riz			
08	Pâtes alimentaires			
09	Biscuits secs			
10	Gaufrettes			
11	Pâtisserie moderne			
12	Pâtisserie orientale			
13	Beignets			
14	Blé,orge,mais			
15	Poulet rôti			
16	Poulet			
17	Autre volailles			
18	Viandes ovines			
19	Viandes Bovines			
20	Viandes hachées			
21	Merguez, Cachir ...			
22	Viandes congelées			
23	Abats			
24	Viande de chèvre			
25	Viande de chameau			
26	Viande chevalins			
27	Viandes de lapin			
28	Viandes en conserve			
29	oeufs			
30	Sardines			
31	Poisson frais (autres)			
32	Poisson congelé			
33	Poisson en conserve			
34	Lait frais de vache			
35	Lait en sachet			
36	Petit lait			
37	Lait caille			
38	Lait en poudre			
39	Yaourt			
40	Fromage rouge			
41	Crem fraîche			
42	Fromage en portion			
43	Camembert			
44	Petit suisse			
45	Fromage blanc			
46	Autre fromage			
47	Beurre			
48	Huile sans goût			
49	Margarine			
50	Huile d'olive			
51	Autre huile			
52	Sucre en pain			
53	Sucre en morceau			
54	Confiture et compote			
55	Sucre cristallise			
56	Sucre glace			
57	Miel pur			
58	Miel de sucre			
59	Chocolat en poudre			
60	Chocolat en tablette			
61	Confiseries			



N°	PRODUITS	Quantités	Dépenses	Observation
62	Creem glacée			
63	Flan en poudre			
64	Flan prépare en pot			
65	Café en grain			
66	Café moulu mélange			
67	Thé			
68	Tisane ou herbes médicinales			
69	Limonade (soda)			
70	Eau minérale			
71	Jus de fruits			
72	Nectars de fruit			
73	Charbate (jus)			
74	Sirops de fruits			
75	Melon			
76	Coings			
77	Fraise et framboise			
78	Orange			
79	Climentine, mandarine			
80	Citron			
81	Pamplemousse			
82	Raisin			
83	Pastèque			
84	Figue fraîche			
85	Figue de barbarie			
86	Pomme			
87	Grenade			
88	Abricot			
89	Nèfle			
90	Pêche			
91	Prune			
92	Cerise			
93	Autres fruits frais			
94	Dattes			
95	Figue sèche			
96	Amandes sèches non décortique			
97	Cacahuètes			
98	Autres fruits secs			
99	Fruit au sirop en conserve			
100	Pomme de terre			
101	Patate douce et topinambour			
102	Betteraves			
103	carottes			
104	Navets			
105	Oignon sec			
106	Oignon vert			
107	Poireau			
108	Radis			
109	Ail sec			
110	Ail vert			
111	Tomate			
112	Piment			
113	Poivron			
114	Artichauts			
115	Aubergines			
116	Choux fleurs			
117	Concombre			
118	Courgette			
119	Fenouil			
120	Courge, citrouille			
121	Cardes			



N°	PRODUITS	Quantités	Dépenses	Observation
122	Choux verts			
123	Salades			
124	Persil, coriandres, fliou, mente			
125	Célééré			
126	Asperges, chardon, cardes			
127	Blettes et épinards			
128	Fèves			
129	Petit pois			
130	Paquet de légumes prépare			
131	Autres légumes frais			
132	Pois chiches secs ou cuits			
133	Pois casse petit pois sec			
134	Lentilles			
135	Olives fraîches			
136	Haricot sec			
137	Fèves sèche ou décortique			
138	Autres légumes secs			
139	Petits pois en conserve			
140	Haricot en conserve			
141	Pois chiches en conserves			
142	Macédoine en légumes			
143	Concentre de tomate			
144	Variante en conserve			
145	Piquant poivron en conserve			
146	Olives en conserves			
147	Autres légumes en conserves			
148	Levure (pour pain et gâteau)			
149	Sel			
150	Vinaigre			
151	Crem d'ail (tube, poudre)			
152	Mayonnaise			
153	Eau de fleur et arome			
154	Sucre vanille			
155	Poivron noir			
156	Safran			
157	Piment rouge et moulu			
158	Harissa (conserve de piment)			
159	Moutarde			
160	Cumin (camoune)			
161	Cannelle (carfa)			
162	Carvis			
163				
164				
165				
165				
166				
167				
168				
169				
170				
171				
172				
173				
174				
175				
176				
177				
178				
179				
180				
181				
182				





## Table des matières

Introduction problématique et méthodologie.....	2
<b>PREMIERE PARTIE : BIBLIOGRAPHIE</b>	
Introduction.....	6
<b>Chapitre I : Approches théoriques de la consommation alimentaire.....</b>	<b>7</b>
1-Qu'est ce qu'un aliment ? .....	8
2- la ration alimentaire équilibrée. ....	8
3-classification des aliments.....	9
4- Qu'est ce qu'un nutriment? .....	10
5- classification des nutriments.....	11
6- Qu'est ce qu'une calorie.. ....	12
7- notion d'équilibre.....	12
8- les besoins nutritionnelles.....	14
9-Définition de la consommation par l'économie alimentaire .....	16
10- Définition du modèle de consommation alimentaire.....	16
11-les facteurs déterminants la consommation alimentaire.....	18
I- Les différentes approches de la consommation alimentaire.....	21
I-1 Les écoles de pensée.....	21
I-1-1-La démarche des économistes.....	22
I-1-1-1.La loi d'Engel.....	22
I-1-2- L'analyse des sociologues.....	22
I-1-2-1- La théorie de Duesenberry.....	22
I-1-2-2-1- Analyse de Boude lot Establet et Toiser.....	22
I-1-3- L'approche des nutritionnistes.....	23
A –Approches traditionnelles.....	23
1- Approche classique et néo-classique.....	23
2- L'approche Keynésienne.....	24
B- Les nouvelles théories de la consommation.....	24
II- Les approches d'appréhension de la consommation utilisée par l'économie alimentaire.....	25
II-1 Les approches quantitatives.....	25
II-3 Les approches qualitatives.....	26
II-4 Style alimentaire.....	26
III- Caractéristiques des modèles de consommation alimentaire.....	27
III-1 Présentation des principaux modèles de consommation dans le monde.....	27
III-2 La consommation dans les pays à économie planifié.....	27
III-3 Caractéristique de modèle de consommation occidental.....	28
III-4 Le MCA des pays en développement.....	29
III-5 Le modèle de consommation méditerranéen.....	29
IV- principales définitions retenues par l'enquête.....	30
IV-1- consommation.....	30

IV-2-Ménage ordinaire.....	30
IV-3-Chef de ménage.....	31
IV-4-Décile population.....	31
IV-5-La taille du ménage.....	31
IV-6- Catégories socioprofessionnelles (CSP) .....	31
V-Les déterminants sociaux de la consommation.....	32
La CSP.....	32
L'âge.....	32
Le comportement ostentatoire.....	32
Le mode de vie.....	32
L'effet d'imitation.....	32
La publicité.....	32
<b>Chapitre II : alimentation et sécurité alimentaire</b>	
I. Production alimentaire, sécurité alimentaire et population.....	34
I.1. Sécurité alimentaire .....	36
I.2 Historique du concept de sécurité alimentaire .....	36
I.3. La sécurité alimentaire au niveau national .....	37
I.4. Distinction entre la sécurité alimentaire et l'autosuffisance alimentaire .....	38
I.5. Types d'insécurité alimentaire .....	38
I.5.1. Insécurité alimentaire chronique .....	39
I.5.2. Insécurité alimentaire saisonnière ou cyclique .....	39
I.5.3. Insécurité alimentaire passagère .....	39
I.6. Vulnérabilité et insécurité alimentaire .....	40
I.7. Le rôle du nutritionniste dans la politique familiale et la population .....	40
II. Situation actuelle de l'alimentation et de l'agriculture mondiale .....	41
II.1. Prix réels élevés des aliments .....	41
II.2. Tendances de la production, de la consommation et du commerce des produits agricoles .....	42
II.2.1. Réactions au niveau de la production agricole .....	42
II.2.2. Consommation alimentaire .....	43
<b>Chapitre III : La consommation alimentaire en Algérie</b>	
I- Dynamique de la consommation alimentaire et son évolue de 1967 à 1988.....	44
II- Place de la consommation alimentaire dans les textes doctrinaux en Algérie.....	44
III- Dans les plans de développement.....	45
III-1- Le premier plan quadriennal (1970-1973) .....	45
III-2- Le second plan quadriennal (1974-1977).....	45
III-3- Le premier plan quinquennal (1980-1984).....	46
IV- Historique des enquêtes alimentaires.....	46
IV-1- Les enquêtes alimentaires.....	46
1- La méthode de l'interview.....	47
2- La méthode de l'inventaire ou du carnet.....	47
3- La méthode par pesée des aliments.....	47
V- Les enquêtes déjà effectuée en Algérie.....	47
VI- La situation alimentaire des Algériens en 1937.....	47

VI-1 Enquête de 1959.....	47
VI-2 Enquête de 1966/1969.....	48
VI-3 Enquête de 1976.....	48
VI-4- Enquête de 1979/1980.....	49
VI-5- Enquête de 1988.....	50
VI-6- Enquête de 1988/1989.....	51
<b>Chapitre VI : les changements socio –économiques en Algérie</b>	
I- Régimes et modèles de consommation alimentaire.....	54
II- La stratégie Algérienne pour assurer la sécurité alimentaire.....	54
II-1 Relèvement de secteur agricole.....	55
II-2-les importations.....	55
II-3 Subvention de l'Etat pour maintenir la sécurité alimentaire.....	56
III- Les changements socioéconomiques.....	57
III-1 L'évolution des prix à la consommation.....	57
III-2 L'emploi en Algérie.....	58
Le chômage.....	59
III-3 la pauvreté.....	61
Evolution historique.....	61
Seuils de pauvreté et proportions de pauvres en Algérie.....	62
IV- Le programme d'ajustement structurel en Algérie (P.A.S).....	64
Une première partie.....	64
Une deuxième partie.....	64
IV-1 La politique du P.A.S et ses objectifs.....	65
IV-2 Les objectifs du programme d'ajustement structurel (P.A.S) .....	67

## **DEUXIEME PARTIE : ENQUETE ET RESULTATS**

### **Chapitre I : présentation de lieu de l'enquête (la wilaya de Tipaza)**

I La monographie de la wilaya de Tipaza.....	70
1. Présentation géographique de la wilaya de Tipaza:(D.P.A.T) .....	70
2. Présentation des caractères naturels .....	71
2.1. Relief .....	71
Hydrographie .....	71
Climatologie .....	71
Climat .....	71
Pluviométrie .....	71
Temperature .....	72
3. Les principales vocations de la wilaya .....	72
3.1. Agriculture .....	72
3.2. Pêche .....	72
3.3. Culture et tourisme .....	72
3.4. Artisanat .....	72
4. La population .....	72

5. l'emploi .....	75
5.1. Situation d'emploi en 2007 .....	75
5.2. Situation d'emploi en 2008 .....	75
5. L'Agriculture .....	75
5.1. Potentialités .....	75
5.2. La production .....	76
5.3. Répartition générale des terres .....	76
5.4. Evolution de la production végétale .....	77
5.5. La production animale .....	78
Conclusion .....	79
<b>Chapitre II : Analyse de l'état alimentaire dans la wilaya de Tipaza</b>	
Introduction.....	81
I. Caractéristique socio-économique de notre échantillon.....	82
I.1 Les caractéristiques des ménages enquêtés en fonction de leurs types.....	82
I.2 Les caractéristiques des ménages enquêtés en fonction de la taille .....	82
I.3 Les caractéristiques des ménages enquêtés en fonction de l'âge de chef de ménage.....	83
I.4 Les caractéristiques des ménages enquêtés en fonction du niveau d'instruction de chef d ménage.....	83
I.4 Les caractéristiques des ménages enquêtés en fonction de catégories socioprofessionnelles de chef des ménages.....	84
II- Analyse de l'état alimentaire en fonction des déciles.....	85
II-1 évolution de la consommation des viandes en fonction des déciles.....	85
II.2 évolution de la consommation des œufs en fonction des déciles.....	87
II.3 évolution de la consommation des poissons en fonction des déciles.....	88
II.4 évolution de la consommation des légumes secs en fonction des déciles.....	90
II.5 évolution de la consommation de lait et dérivés en fonction des déciles.....	92
II.6 évolution de la consommation des corps gras en fonction des déciles .....	94
II.7 évolution de la consommation des céréales et dérivés en fonction des déciles..	96
II.8 évolution de la consommation du sucre et produits sucrés en fonction des décile .....	98
II.9 évolution de la consommation des légumes frais en fonction des déciles .....	100
II.10 évolution de la consommation des tubercules en fonction des déciles .....	102
II.11 évolution de la consommation des fruits en fonction des déciles .....	104
II.12 évolution de la consommation des excitants et tisanes en fonction des déciles	106
II.13 évolution de la consommation des boissons en fonction des déciles.....	108
II.14 évolution de la consommation des épices et condiments en fonction des déciles.....	109
II-15 évolution de la consommation des additifs en fonction des déciles.....	110
II-16 évolution de la consommation des autres produits.....	111
<b>Conclusion générale.....</b>	<b>113</b>

